



Investir dans les populations rurales

République du Burundi

Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014

Date du document: 10/12/2014

No. du Projet: 1100001469

No. du rapport: 3637-BI

Division Afrique orientale et australe
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iv
A. Introduction	5
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	5
C. Produits et effets	7
D. État d'avancement de l'exécution du projet	24
E. Aspects administratifs et fiduciaires	24
F. Durabilité	29
G. Autres	29
H. Conclusion	30

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PAIVA-B et notes attribuées	31
Appendice 2: Cadre logique actualisé à la revue à mi-parcours (novembre 2013)	35
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)	43
Appendice 4: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	61
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	65
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	69
Appendice 7: Mise en application des recommandations de la revue à mi-parcours	71
Appendice 8: Les détails sur les aspects fiduciaires	79
Appendice 9: Evaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation	87

Sigles et acronymes

ACORD	Association pour la Coopération, la Recherche et le Développement
AG	Assemblée générale
ACSA	Agent communautaire de santé animale
AGR	Activité génératrice de revenu
AUM	Association des usagers des marais
BV	Bassin-versant
CAPAD	Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement
CCDC	Comité communal de développement communautaire
CCL	Centre de collecte du lait
CCR	Comité collinaire de reconnaissance d
CDC	Comité de développement communautaire (au niveau colline)
CDFC	Centre de développement familial et communautaire
CEF (FFS)	Champ école fermier (Farmer's Field School)
COOPEC	Coopérative d'épargne et de crédit
COSTAB	Cost table ou tableau des coûts
CSCB	Chaîne de solidarité communautaire bovine
DAO	Dossier d'appel d'offres
DPAE	Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage
DPD	Demande de paiement direct
DRF	Demande de remboursement de fonds
FAE	Fossé anti-érosif
FBU	Franc burundais (monnaie nationale)
FENACOBUR	Fédération nationale des Coopec du Burundi
FIDA	Fonds international de développement agricole
GCS	Groupe de caution solidaire
GdB	Gouvernement du Burundi
ha	Hectare
IEC	Information-éducation-communication
IFI	Institution financière internationale
IMF	Institution de microfinance
ISABU	Institut des Sciences agronomiques du Burundi
MARP	Méthode accélérée de recherche participative
MEP	Manuel d'Exécution du projet
ONCCS	Office national de contrôle et de certification des semences
ONG	Organisation non gouvernementale
PAIVA-B	Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi
PAM	Programme alimentaire mondial
PARSE	Projet d'appui à la reconstruction du secteur élevage
PF	Partenaire financier
PPM	Plan de passation des marchés
PNSEB	Programme national de subvention des engrais au Burundi
PPM	Plan de passation des marchés
PRDMR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PRODEFI	Programme de développement des filières
PROPA-O	Projet pour accélérer l'atteinte de l'OMD 1-c
PTBA	Programme de travail et budget annuel
ROIH	Règlement d'ordre intérieur harmonisé
RAF	Responsable administratif et financier
RMP	Revue mi-parcours
SE	Suivi-évaluation
SFC	Service foncier communal
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIG	Système d'information géographique
UCP	Unité de Coordination du projet

UE	Union européenne
UFCP	Unité de facilitation et de coordination du Programme
ZP	Zone du projet

Carte de la zone du projet

Burundi

Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles - (PAIVA - B)



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte compilée par le FIDA - octobre 2008

A. Introduction¹

1. Du 20 novembre au 05 décembre 2014, une mission de supervision du FIDA² a procédé à la quatrième supervision du PAIVA-B. L'objectif principal de la mission était de: (i) procéder à la revue des progrès réalisés depuis la dernière mission de la revue à mi-parcours (RMP) de novembre 2013 et vérifier la mise en exécution des recommandations de cette mission, (ii) évaluer les performances du projet dans l'exécution des activités inscrites au PTBA 2014, (iii) analyser les résultats et les contraintes au niveau des différentes composantes et proposer des solutions pour améliorer les performances du projet dans l'exécution de ces composantes, (iv) examiner le fonctionnement des comptes du projet, les demandes de retrait des fonds et les états des dépenses, et (v) apprécier les performances du système de suivi-évaluation du projet.

2. La mission a rencontré Monsieur Gérard Ndabemeye, Directeur Général de la Planification Agricole et de l'Elevage au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et Président du Comité Technique, MM. les Gouverneurs des provinces de Cibitoke, Gitega et Karusi, le Conseiller principal du Gouverneur de la province de Kayanza, le Directeur Général de la Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit (FENACOBUR). Elle a visité 6 communes situées dans les provinces de Cibitoke (Mabayi), Gitega (Bugendana), Karusi (Buhiga, Bugenyuzi et Gitaramuka), et Kayanza (Muhanga). Elle y a tenu des séances de travail avec les partenaires, les prestataires de services et les bénéficiaires du projet.

3. Des réunions de travail ont été tenues avec l'Unité de Facilitation et de Coordination du projet (UFCP), les principaux partenaires et prestataires de services du PAIVA-B incluant les DPAE, l'ONG ACORD, la Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD), la FENACOBUR, etc. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire a été organisée le vendredi 5 décembre 2014 sous la présidence de Monsieur Boniface Mwikomo, Assistant du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

4. L'objectif général du PAIVA-B est le développement d'une agriculture familiale, organisée, commerciale, rentable et durable, permettant un accroissement des revenus des petits exploitants des 6 provinces d'intervention à savoir Gitega et Karusi en première phase, Cibitoke et Kayanza en deuxième phase, et Bubanza et Muramvya dans une troisième phase. Le projet n'étendra ses activités sur les deux dernières provinces que s'il obtient un financement additionnel du FIDA. Après la revue à mi-parcours, le financement total du PAIVA-B a été arrêté à 28,739 200 \$ US (13,570 millions \$ US du FIDA, 5,582 millions \$ US de l'Union Européenne, 4,650 millions \$ US du PAM, 3,400 millions \$ US du Gouvernement, 0,137 million \$ US d'un don canadien rétrocédé par le PRDMR, et 1,400 million \$ US de contribution des bénéficiaires).

5. La durée du projet est de 8 ans. Initialement fixées au 30/09/2017 et au 31/03/2018, les dates d'achèvement et de clôture ont été ramenées, respectivement, au 31/12/2015 et au 30/06/2016 par la Revue à mi-parcours suite à l'insuffisance du reliquat du budget. La RMP a recommandé au projet de consolider les acquis dans les 2 premières provinces ciblées-Gitega et Karusi et de compléter les activités dans les 2 provinces de Cibitoke et Kayanza où le projet a initié des activités en 2013.

6. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement du Burundi, et à l'équipe du PAIVA-B, aux partenaires d'exécution du projet ainsi qu'à toutes les personnes rencontrées pour la disponibilité et la bonne qualité des échanges. Elle apprécie le contenu des documents et des informations mis à sa disposition et la bonne organisation des visites de terrain.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. **Appréciation générale de l'exécution du projet.** Des efforts doivent être entrepris pour mieux intégrer les diverses activités du projet pour garantir sa mise en œuvre et sa durabilité. A cet effet, il

¹ Composition de la mission: Mme Rym Ben Zid, Chargée du Programme FIDA au Burundi et chef de mission, Mme Yvette Aheba Agossou, experte en gestion comptable et financière et en passation des marchés, M. Jean Jacques Pesquet, expert en filières et M. Yves Minani, Agronome, consultant en appui au Bureau du FIDA au Burundi.

conviendra pour l'avenir d'intégrer et d'inter relier de manière systématique la mise en œuvre des activités du projet à différents niveaux. Les bénéficiaires des bovins devront être: (i) membres des associations de pépiniéristes, (ii) propriétaires d'une parcelle dans le marais à aménager, (iii) ciblés pour déposer une demande de certificat foncier auprès des Services Fonciers Communaux (SFC) et (iv) suite à l'obtention d'un certificat foncier, mis en relation avec les IMF, partenaires du projet pour l'obtention d'un crédit.

8. La coordination et la programmation de la mise en œuvre des activités exécutées par différents partenaires est insuffisante, notamment autour des marais à aménager ou réhabiliter ce qui retarde la constitution des coopératives et leur opérationnalisation: lorsqu'un marais est nouvellement aménagé ou réhabilité, ACORD et CAPAD doivent intervenir conjointement, collaborer et établir une stratégie de structuration des AUM et des Coopératives à mettre en œuvre selon les échéances imposées par les saisons agricoles en articulant la constitution des AUM à celle des coopératives: sous la supervision de l'équipe du projet, la structuration de la coopérative doit se baser sur les quartiers et périmètres constitutifs de l'AUM.

9. Une importance doit être portée sur l'utilisation des cartes de localisation des activités élaborées lors de la revue mi-parcours et finalisées lors de la mission de formulation du financement additionnel. La mission recommande d'utiliser les outils d'aide à la décision (comme les cartes de localisation des activités passées et à venir) dont le projet dispose (et par extension tous les projets du portefeuille) pour adopter une stratégie de mise en œuvre raisonnée.

10. **Composante 1 Renforcement et protection du capital productif:** La mise en œuvre des activités de cette composante est satisfaisante. Les associations d'usagers des marais (AUM) mises en place sont fonctionnelles. Elles font des efforts pour mettre en valeur les marais aménagés mais n'accèdent pas facilement aux intrants. Elles ne sont pas encore organisées en groupements de caution solidaire (GCS) capables de demander des crédits intrants auprès des institutions de microfinance (IMF). Les activités de renforcement de la chaîne de solidarité communautaire bovine (CSCB) se poursuivent normalement grâce au dynamisme des comités de développement communautaire (CDC), des services techniques et de l'administration locale. L'alimentation du bétail constitue toujours une préoccupation car certains bénéficiaires n'arrivent pas à bien entretenir les bovins reçus. Lorsque cela est possible (existence de marais), il est fortement recommandé d'intégrer le critère de possession d'une parcelle minimum dans le marais en vue de produire de la paille de riz pour couvrir les besoins alimentaires des bovins en saison sèche. Les groupements montés pour le renforcement des capacités dans le cadre de CEF vivriers développent difficilement des activités génératrices de revenu, bien que certaines aient reçu un fonds de subvention du projet: ces groupements ne sont pas formalisés. *Les champs écoles fermiers (CEF) devraient se transformer progressivement en associations de multiplicateurs de semences.*

11. **De manière générale, l'assurance d'un bien être chez les bénéficiaires des exploitations visitées.** La mission a ressenti l'existence d'un bien être général chez les bénéficiaires et en particulier ceux ayant pu disposer d'un bovin. Même si les contraintes de commercialisation des surplus de lait ne sont pas toujours résolues, les apports de fumier sur les céréales, la banane et cultures légumières ont permis d'accroître sérieusement les rendements et de dégager des surplus pour les ménages. L'accroissement de la production lié à l'application de fumier sur les pieds de bananier, le haricot, le maïs est de plus de 100% et à cela vient s'ajouter à la consommation familiale de lait de manière régulière.

12. **Composante 2: Valorisation agricole et accès aux marchés.** La partie valorisation de la production demeure le maillon faible du projet. Même si le personnel de la sous-composante 1.2 «intensification agricole» s'est fortement mobilisé pour animer, suivre et coordonner les activités des deux prestataires amenés à intervenir depuis la mise en valeur jusqu'à la commercialisation, on ne peut malheureusement pas considérer que les objectifs ont été atteints. La mise en place des coopératives reste très lente: 6 coopératives ont été constituées respectivement à Karusi (3), Kayanza (1) et Gitega (2), mais il est difficile de les considérer opérationnelles tant le nombre et la qualité de services qu'elles sont susceptibles de rendre sont encore très faibles: (i) elles n'ont pas encore eu la capacité de mobiliser les prêts permettant d'acheter le paddy à stocker bien que disposant de hangars et de décortiqueuses constituant des actifs à présenter en garantie, (ii) leur capacité à mobiliser tous les membres des groupements en vue de conforter la coopérative est faible,

et (iii) l'organisation efficiente de l'activité de décorticage, qui aurait dû constituer une activité très rentable, reste très faible.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la coordination des prestataires dans les nouveaux marais à aménager	ACORD/CDC/Administration/ Projets/DPAE	Continue
Pérenniser la CSCB en affinant les critères de ciblage	ACORD/UFCP/CDC	Continue

C. Produits et effets

Composante 1: Renforcement et protection du capital productif

Résultat 1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues.

13. Résultat 1 1: Des associations d'usagers de marais (AUM) sont créées et capables de prendre en charge durablement l'entretien et la maintenance des ressources en eau et des terres. Trois activités ont été réalisées par l'ONG ACORD: (i) l'organisation à l'intention de 248 personnes dont 88 femmes des communes de Muhanga et Rango (Province de Kayanza), de 6 ateliers de formation de 2 jours par marais sur la méthode accélérée de recherche participative (MARF) sur les 6 prévus (100%), (ii) l'organisation, à l'intention de 202 représentants des bénéficiaires des bovins du projet et des CDC dont 42 femmes, de 6 sessions de formation de 2 jours par bassin versant sur les 6 prévues (100%) sur l'approche projet, et (iii) l'organisation, à l'intention de 252 membres des comités de suivi des marais dont 81 femmes, de 6 sessions de formation sur les 6 prévues (100%) à raison d'une session par marais sur l'organisation d'une association, la gestion des marais aménagés et le leadership dans l'objectif de leur permettre d'acquérir les capacités de mettre sur pied des AUM. Des formations sur le planage ont été organisées en province de Karusi qui pratique une double saison en système de riziculture intensive (SRI) par an à l'intention des relais.

14. La mission constate que les AUM mises en place sont fonctionnelles mais ne sont pas encore capables de solliciter des crédits intrants auprès des IMF. Cette situation compromet la production des campagnes rizicoles dans les marais. *La mission recommande à l'ONG ACORD de structurer les exploitants des marais jusqu'à l'étape de la constitution de groupements de caution solidaire (GCS de 10 exploitants) et de passer le relai à la CAPAD pour les mettre en relation avec les IMF en vue de l'obtention de crédits intrants. Elle recommande à la CAPAD de prendre désormais en compte les AUM et les groupements mis en place dans les marais dans le travail de structuration des producteurs en coopérative.*

15. Résultat 1.2: Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée par les AUM. Des objectifs parfaitement atteints en matière d'aménagements. La mission de la RMP avait mis en exergue la nécessité de poursuivre les aménagements de marais notamment dans la province de Kayanza, d'entreprendre les études nécessaires et d'élaborer les dossiers d'appel d'offres pour l'aménagement de 239,4 ha de nouveaux marais et 135 ha de réhabilitation. La mission de préparation du financement additionnel de mai 2014 avait pu préciser la localisation des marais et leur superficie aménageable. Les réalisations sont conformes aux attentes avec l'aménagement de 239,5 ha de nouveaux marais respectivement sur Nyarubanda amont (57 ha), Nzarazangwe (43 ha), Kinyamaganga (72.4 ha), Mabumba (33 ha) et Nyamwondo (34 ha) et la réhabilitation du marais de Nyarubanda aval sur les 2 communes de Mutaho (60 ha) et Muhanga (75 ha). De plus, le projet a réalisé des études techniques pour 452,71 ha des marais qui seront aménagés en 2015 sur le financement additionnel. Ces études ont porté sur les marais de Nyaminoga-Mwaro (78,26 ha), Gakana (38,03 ha), Kinyandobwe (81,67 ha), Nyandirika (105,35 ha), Gasambi (59,48 ha), et Nyakagezi aval (89,92 ha) de la province Kayanza. *La mission recommande de lancer les Dossiers d'Appel d'Offre (DAO) pour le recrutement des entreprises de travaux pour aménager ces 452,71 ha afin de pouvoir commencer les travaux dès mai ou juin 2015.*

16. Les travaux d'aménagement et de réhabilitation des marais qui totalisent à date 1 724,4 ha dont 1 350 ha à la RMP et 374,4 ha en 2014 ont généralement bien été faits par des entreprises sélectionnées par appel d'offres.

17. La question d'entretien des anciens et nouveaux marais n'est pas encore entièrement résolue. Le PRODEMA a associé le PAIVA-B dans la réalisation, sur son financement, d'une étude sur la création et le fonctionnement des AUM et la mise en place d'un système de redevances par ailleurs prévue par la RMP. L'atelier de validation de cette étude a proposé de fixer cette redevance à 1 000 FBU par are au lieu de 200 FBU par are actuellement perçus. A date, le rapport de l'étude n'est pas encore disponible.

18. Résultat 1.3: La production sur les bassins versants et dans les marais est durablement améliorée par des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux. *Le ciblage et la préparation des bénéficiaires de bovins:* Le PTBA 2014 prévoit la distribution de 1 539 bovins en 2 lots de 604 bovins au premier semestre 2014 et de 935 bovins au cours du deuxième semestre 2014. Le ciblage et la validation de 604 futurs bénéficiaires de bovins ont été effectués par l'ONG ACORD, en collaboration avec les DPAE. Ils sont en cours pour les futurs bénéficiaires du deuxième lot de bovins. Des formations de pré-réception des bovins ont été organisées à l'intention de 608 personnes des communes Bukinanyana et Mabayi de la province de Cibitoke et Muhanga et Rango de la province de Kayanza. Le module de formation en Kirundi utilisé qui a été produit par le PARSE a été remis à chaque participant.

19. La distribution de bovins laitiers: un objectif atteint. En 2014, 604 bovins dont 584 génisses importés d'Ouganda et 20 taureaux géniteurs achetés localement ont été réceptionnés et distribués. Les lettres de marché concernant un autre lot de 841 génisses et de 94 taureaux géniteurs ont été déjà signées. La livraison des 935 bovins devrait intervenir en décembre 2014. A fin 2013, le cheptel laitier (femelles) en place (y inclus le produit de la CSCB) portait sur 2.358 femelles auxquelles se sont ajoutées les distributions du premier lot de 2014 pour 584 femelles et le second lot de fin 2014 de 841 femelles.

20. Le suivi de la CSCB et le renforcement des capacités des groupes d'éleveurs: Le contrat signé avec le PARSE pour mettre en œuvre la CSCB et assurer son suivi a été bien exécuté jusqu'au 30 juin 2014, date d'achèvement de ce projet. Depuis le 1^{er} juillet 2014, le suivi de cette chaîne n'est plus assuré par le PARSE et le transfert sur les autres projets du FIDA de cadres du PARSE n'exclut pas la nécessité de mobiliser des techniciens des DPAE et des agents communautaires en santé animale (ACSA) sur la base de conventions de collaboration.

21. Le PRODEFI et le PAIVA-B octroient des montants différents de primes aux ACSA (50 000 FBU par mois pour le PRODEFI et 8 500 FBU pour le PAIVA-B). L'ONG ACORD a organisé un atelier d'harmonisation de ces primes et a proposé une prime de 15 000 FBU par mois et par ACSA. La mission fait remarquer que les ACSA sont des agents privés dont les frais de prestation devraient être intégralement pris en charge par les bénéficiaires de bovins. Les services rendus par les ACSA aux projets sont de grande importance et doivent être rémunérés sur la base des résultats (récolte de données sur les maladies, le nombre de vaches lactantes, la production du lait, l'effectif d'animaux transférés dans le cadre de la CSCB, l'évolution des effectifs d'animaux, etc.). *La mission recommande au PRODEFI et au PAIVA-B et aux autres projets financés par le FIDA de mettre rapidement en application le taux des primes fixé à 15 000 FBU par mois et par ACSA.*

22. Le suivi de la CSCB mérite une attention particulière pendant la période des élections générales de 2015 qui a déjà commencé et qui sera clôturée vers la fin du mois d'août 2015. *La mission recommande aux projets (i) d'organiser dès maintenant une vaste campagne de sensibilisation des autorités administratives locales, surtout celles qui occupent des postes techniques au niveau de l'administration communale (conseillers techniques de l'administrateur communal) et des structures communautaires (CDC, CCDC), pour qu'elles suivent davantage la CCSB, et (ii) de prévoir, au niveau du PTBA 2015, des ateliers de sensibilisation et de formation à l'intention des personnes qui seront élues ou nommées dans les organes administratifs (conseils collinaires, conseils communaux) et politiques (gouverneurs de province, députés et sénateurs) sur les approches et les activités des projets et leur rôle dans la pérennisation des acquis des projets.*

23. Le remboursement du ciment semble aujourd'hui maîtrisé puisque le projet estime que 80% des bénéficiaires de bovins des provinces Gitega et Karusi ont déjà remboursé le ciment reçu. Les bénéficiaires de bovins devraient être sensibilisés pour qu'ils procèdent au remboursement progressif

du ciment grâce aux recettes provenant de la vente des surplus agricoles générés par l'épandage du fumier d'étable. Par ailleurs, il n'a pas été prévu d'insémination artificielle au niveau du PAIVA-B, l'insémination artificielle dans la zone du PAIVA-B a été assurée par les DPAE sur les ressources du PRODEFI. *Il est recommandé au PRODEFI de poursuivre intensément ses activités d'insémination artificielle dans la zone du PAIVA-B.*

24. La majorité des ménages bénéficiaires entretiennent et alimentent correctement les bovins. Cependant des bénéficiaires, très peu nombreux, ne les entretiennent pas bien, obligeant ainsi le projet à leur retirer les bovins pour les confier à d'autres ménages. *La mission recommande au niveau du ciblage de tenir compte (i) de l'âge du chef de ménage qui devrait avoir moins de 45 ans, (ii) du nombre de personnes actives au sein du ménage bénéficiaire qui peuvent prendre soin du bovin, (iii) de la superficie totale des parcelles de collines et de marais qui devrait se situer au-dessus de 1 ha et qui font donc partie de la catégorie 3, (iv) de la possession d'une parcelle de marais d'au moins 0,25 ha susceptible de produire une quantité de paille de riz nécessaire à l'entretien du bovin en complément des parcelles de cultures fourragères installées sur la colline, surtout pendant la saison sèche.* Ces nouvelles conditions constituent un atout supplémentaire et non des critères exclusifs.

25. **Le suivi sanitaire des bovins** a été effectué et les maladies fréquemment diagnostiquées sont les verminoses/parasitoses et la thélériose. Un relâchement de l'encadrement observé dans les deux premières provinces d'intervention, à savoir Gitega et Karusi où le projet s'est désengagé depuis 2013, a entraîné une augmentation des cas de mortalité (58 cas dans Gitega, 79 cas dans Karusi sur un total de 180 cas relevés en 2014). Pour parer à cette situation, le projet a dû transférer à Gitega l'expert vétérinaire précédemment affecté à Kayanza et les coopératives laitières s'approvisionnent en produits vétérinaires non disponibles chez les ACSA.

26. **Le suivi de la production laitière:** La production moyenne de 4,3 litres de lait par jour, hors consommation du veau estimée à 3 litres par jour, figurant dans le rapport du projet a été sans doute sous-estimée. Les faibles productions laitières parfois observées sont imputables à une alimentation déficiente surtout pendant la saison sèche, aux difficultés d'approvisionnement en aliments concentrés et d'écoulement du lait, ainsi qu'à la méconnaissance des techniques d'alimentation animale.

27. Dans certains endroits proches des centres secondaires ou d'entreprises qui abritent ou emploient beaucoup de main d'œuvre, la vente du lait se fait localement. C'est notamment le cas d'une dame de la Commune Mabayi dans la province de Cibitoke, bénéficiaire d'une vache qui produit 14 litres de lait par jour, hors consommation du veau. A part le lait autoconsommé (3 litres par jour), toute la quantité de lait restante est vendue à un prix intéressant de 600 FBU par litre chez les voisins et chez le personnel et la main d'œuvre du complexe théicole de Buhoro qui est tout proche. Les autres ménages bénéficiaires de bovins de cette localité (au nombre de 36) n'éprouvent aucune difficulté d'écouler le lait produit. Le programme FIDA au Burundi encourage les communautés locales à acheter et à consommer le lait produit par les vaches qu'il distribue.

28. **La mise en place des champs écoles fermiers (CEF) élevage:** Il a été prévu 29 CEF élevage. Un maître formateur en CEF a été recruté en septembre 2014 pour former un premier groupe de 15 animateurs des provinces Gitega et Karusi à raison d'un animateur pour 2 CEF. Le projet a déjà mis à la disposition de ces animateurs le matériel didactique nécessaire. Les problèmes d'alimentation des bovins surtout pendant la saison sèche devraient être traités au niveau des CEF élevage. Le traitement de la paille de riz par l'urée et le sel et d'autres résidus de récolte devrait aussi faire partie des thèmes des CEF.

29. **L'appui au développement des cultures vivrières:** La formation des agri-éleveurs sur les techniques de compostage à l'air libre a été organisée par l'Institut des Sciences agronomiques du Burundi (ISABU), sur la base d'une convention de collaboration, à l'intention de 538 agri-éleveurs dont 175 femmes des communes Bugendana et Mutaho. Seuls 68 composts à l'air libre ont été déjà mis en place. Le compostage à l'air libre est très intéressant car il peut se faire juste à côté des champs.

30. **L'achat et la distribution des rejets de bananiers de variété mixte** (à cuire et à dessert): Sur 22 500 prévus en 2014, 13 640 rejets de bananiers de variétés mixtes (PHIA 17 et PHIA 23), soit

60,6%, ont été distribués à 678 agri-éleveurs dont 48 femmes sous forme de chaîne de solidarité à cause du départ précoce des pluies. Le dernier lot de 11 250 rejets de bananiers est en train d'être distribué au cours de la saison 2015 A pour arriver à 100% des prévisions. La sélection des rejets de bananiers a été faite par le projet, en collaboration avec l'Office national de contrôle et de certification des semences (ONCCS). La conduite de ces bananiers devra être améliorée pour ne garder qu'un maximum de trois troncs de bananier par pied. Ces bananiers ont besoin de beaucoup de fumier pour leur plein développement et les bénéficiaires de bovins qui disposent de suffisamment de fumier devraient être prioritairement servis.

31. L'encadrement technique des bassins versants (BV) et des marais: cet encadrement est assuré par l'ONG ACORD sur la base d'une convention de collaboration. Des innovations comme les kitchen garden, les cultures en sacs, les compostières, l'aménagement des bananeraies, les variétés de maïs hybride dans les marais, la production des semences de riz, ont été introduites.

32. L'aménagement des bassins versants: (i) des 4 303 770 plants agro-fourragers, agro-forestiers et forestiers produits au cours de la campagne sylvicole 2013-2014 sur 5 millions prévus (86%), 4 085 696 dont 2 346 685 plants d'eucalyptus (57,4%) et 882 383 plants de Calliandra (21,6%) et 62 889 plants de Cedrela (1,5%) ont été distribués. Des boisements communautaires d'eucalyptus (495 090) ont été mis en place sur 309,44 ha sur les 500 ha prévus (62%) répartis dans les communes de Muhanga (38 ha), Rango (134,38 ha) et Bukinanyana (110, 06 ha). Par ailleurs, 118, 5 ha ont été regarnis dans la commune de Bugendana. Pour la campagne sylvicole 2014-2015, 81 groupements de pépiniéristes de 2 998 membres dont 802 femmes ont été mis en place et ont déjà rempli 1 860 537 sachets sur 3 447 209 prévus, soit un taux de 54%. *Le projet devrait encadrer les groupements de pépiniéristes pour (i) produire plus de plants fourragers , (ii) diversifier leurs activités en produisant notamment des plants fruitiers et des rejets de bananiers très productifs, (iii) prospecter les marchés d'écoulement des plants pour qu'ils se professionnalisent pour la production et la vente des plants.*

33. Sur 1 200 000 m de fossés anti-érosifs (FAE) prévus en 2014, 1 465 478 m ont été creusés par une main d'œuvre bénéficiant des vivres PAM, soit 122%. Ces dispositifs ont permis de protéger dans une première phase une superficie de 2 930,96 ha de BV. Par ailleurs, 1 617 665 m de FAE sur 1 465 478 m prévus (110%) ont été végétalisés par une main d'œuvre recrutée localement. Au cours de la deuxième phase, une superficie de 1 394 ha a été protégée, portant ainsi toute la superficie protégée à 4 324,96 ha représentant 86% des 5 000 ha prévus dans le PTBA 2014.

34. Les comités de suivi des BV sont en train d'organiser les populations de leurs collines avec l'appui de l'administration pour qu'elles entretiennent ces dispositifs anti-érosifs notamment dans le cadre des travaux de développement communautaire. A certains endroits, les BV aménagés sont protégés contre la divagation des animaux et les contrevenants se voient infliger des amendes par l'administration communale.

35. Résultat 1.4: La production de riz dans les marais est augmentée de façon constante et durable (SRI). *Le renforcement des capacités techniques des producteurs de riz.* Des formations des riziculteurs sur le système de riziculture intensive (SRI) ont été organisées par l'ONG ACORD au profit des AUM en vue de l'adoption à grande échelle du planage et de l'endiguement systématique des parcelles rizicoles. Vingt riziculteurs relais par marais ont été formés. Les riziculteurs ne s'opposent pas à la mise en commun de leurs parcelles en vue du planage systématique à condition qu'ils ne changent pas d'emplacement. Les résultats de la formation sur le SRI se manifestent par: (i) l'augmentation du taux d'adoption du SRI qui passe de 58% à la fin de la saison 2013 C (à la RMP) à 65% en moyenne à la fin de la saison 2014 C, et (ii) la quantité de semences commerciales de riz produites qui passe de 1 469,1 tonnes avec des rendements variant de 1,8 t de paddy/ha à 5,7 t/ha au cours de la saison 2013C/2014A à 1 950,5 tonnes avec des rendements variant de 2,1 t/ha à 4,5 t/ha au cours de la saison 2014 B.

36. L'appui technique au volet champs écoles fermiers sur le riz a porté sur (i) la reconduction du contrat du consultant chargé des CEF rizicoles, (ii) la formation de 28 facilitateurs internes de 14 anciens CEF des provinces Gitega (8 participants) et Karusi (20 participants) avant d'octroyer aux CEF concernés des fonds de subvention destinés à des activités génératrices de revenus (AGR). Par ailleurs, 27 nouveaux CEF riz devaient être mis en place. Une première formation sur la mise en

place de ces CEF a été organisée à l'intention de 54 participants dont 29 femmes à raison de 2 facilitateurs par CEF. Une deuxième formation sur le suivi des CEF a été organisée à l'intention des facilitateurs de 22 CEF rizicoles. Sur les 83 CEF prévus sur la durée du projet, 30 CEF ont déjà bénéficié d'une première tranche de fonds de subvention de 400 000 FBU par CEF sur les 800 000 FBU prévus dans le PTBA 2014 pour entreprendre des AGR. La deuxième tranche sera débloquée après l'évaluation de l'utilisation de la première tranche. Les CEF restants ont déjà transmis au projet leurs dossiers de demande de financement.

37. L'appui à la production des semences de riz: Conformément à la recommandation de la RMP, l'encadrement de la production des semences de base et commerciales de riz a été confié à l'ISABU dont les principales missions sont: (i) la formation technique des groupements de multiplicateurs sur la production des semences de riz et sur la gestion financière, et (ii) l'encadrement de la production des semences de base, certifiées et commerciales de riz. La formation des groupements de multiplicateurs de semences a commencé au cours de la saison 2014 B dans les marais des communes Bugendana, Bugenyuzi, Buhiga et Mutaho. Ainsi, 130 riziculteurs dont 52 femmes ont été formés sur l'itinéraire de la production des semences. Par ailleurs, sous l'encadrement de l'ISABU, les riziculteurs formés ont produit 6,2 t de semences de base de riz sur 2 ha, soit un rendement de 3,1 tonnes/ha après triage. Le départ précoce des pluies est à l'origine des faibles rendements enregistrés. La multiplication des semences certifiées puis commerciales va commencer avec la saison 2014C. Les semences de base produites ont été certifiées par ONCSS sous la supervision de l'ISABU. Les groupements semenciers appuyés par le projet avant mi-parcours sont encore opérationnels et produisent des semences commerciales non certifiées selon le protocole habituel. Dans le cadre de la convention avec l'ISABU, le projet travaille avec une partie de ces groupements. De plus, il semble que la production de semences de base, certifiées ou commerciales devraient être réalisées durant la saison C uniquement, car elle est suivie de la saison sèche durant laquelle, il est possible de sécher les semences plus facilement et d'éviter de ce fait, les pertes post récolte et d'avoir une semence de qualité. *La mission recommande de: (i) produire les semences améliorées (base, certifiées ou commerciales) durant la saison C et (ii) d'intégrer dans la convention à établir avec ISABU en 2015 un appui pour la certification des semences produites par les groupements semenciers ne bénéficiant pas d'encadrement technique.*

38. La mission attire l'attention du projet et de l'ISABU sur la nécessité de pratiquer un encadrement de proximité des groupements de multiplicateurs de semences, de procéder à des rotations des parcelles de multiplication des semences de riz et de faire certifier les semences de base et commerciales de riz produites par les groupements de multiplicateurs encadrés ou non par l'ISABU. Il est également nécessaire de formaliser la constitution des groupements producteurs de semences et des CEF en associations afin que celles-ci soient capables de solliciter des crédits intrants auprès d'IMF. Les CEF pourraient se spécialiser dans la multiplication des semences étant donné qu'ils disposent déjà d'un fonds de subvention qui leur permettra d'acheter les intrants nécessaires. Il convient également de veiller à bien stocker les semences produites dans les hangars et de songer de plus en plus à leur traitement, à leur conditionnement et à leur ensachage. Par ailleurs, le projet devra veiller à ce que, à défaut de deux cycles de riz par an, soient réalisés au minimum 2 cycles sur 3 ans comme recommandé déjà par la RMP.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Structurer les exploitants des marais jusqu'à l'étape de la constitution de groupements de caution solidaire (groupe de 10 exploitants) et de les mettre en relation avec les IMF en vue de l'obtention de crédits intrants.</i>	ACORD/UFCP PAIVA-B	Continue
<i>Prendre désormais en compte les AUM et les groupements mis en place dans les marais dans le travail de structuration des producteurs en coopérative</i>	CAPAD / ACORD / UFCP-PAIVA-B	Continue
<i>Mettre rapidement en application le taux des primes fixé à 15 000 FBU par mois et par ACSA</i>	UFCP de tous les projets	janvier 2015
<i>Organiser une vaste campagne de sensibilisation des autorités administratives locales, surtout celles qui occupent des postes techniques au niveau de l'administration communale (conseillers techniques de l'administrateur communal) pour le suivi de la CSCB</i>	UFCP de tous les projets	mars 2015-sept 2015
<i>Revoir, au niveau du PTBA 2015, des ateliers de sensibilisation et de formation à l'intention des personnes qui seront nouvellement élues dans les organes administratifs (conseils collinaires, conseils communaux) et politiques (gouverneurs de province, députés et sénateurs) sur les approches et les activités des projets et leur rôle dans la pérennisation des acquis des projets.</i>	UFCP de tous les projets	décembre 2015
<i>Revoir et ajuster les critères de ciblage des bénéficiaires des bovins (l'âge du chef de ménage qui est inférieur à 45 ans, nombre de personnes actives, superficie totale des parcelles de collines et de marais qui devrait se situer au-dessus de 1 ha, la possession d'une parcelle de marais (0,25 ha au moins) qui produirait de la paille de riz)</i>	ACORD/ UFCP de tous les projets	mars 2015
<i>Pratiquer un encadrement de proximité des groupements de multiplicateurs de semences, procéder à des rotations des parcelles de multiplication des semences de riz et de faire certifier les semences de base et commerciales de riz produites</i>	ISABU/ACORD/ONCSS/UFCP	Continue
<i>Spécialiser les CEF dans la multiplication des semences</i>		
<i>Intégrer dans la convention de l'ISABU un appui pour la certification des semences des groupements multiplicateurs ne disposant pas d'encadrement technique</i>	ISABU/ACORD/UFCP	Continue
<i>Produire les semences améliorées pendant la saison C pour éviter les pertes post récolte</i>	ISABU/UFCP	Continue

39. Résultat 1.5: Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement: Le renforcement des capacités des Comités de développement communautaire collinaires (CDC) et des comités communaux de développement communautaire (CCDC): ACORD a d'abord organisé une session de formation à l'intention de 17 formateurs dont 2 femmes sur les différents thèmes tels que l'aménagement et la protection des BV, la conduite des pépinières agro-forestières, la conduite des ateliers MARP BV et marais, le SRI, la facilitation des CEF, la structuration des AUM, le ciblage et la gestion de la CSCB, le VIH/SIDA, la planification, le suivi-évaluation, l'IEC, l'audit et le rapportage. Les CDC, les moniteurs agricoles et les ACSA ont été également formés sur le ciblage, le suivi de la CSCB et le conseil. Par ailleurs, un consultant a été recruté pour 23 jours pour former 598 personnes dont 523 membres des CDC dont 155 femmes et 75 chefs de colline dont 2 femmes sur l'accompagnement d'un projet (planification, IEC, supervision, audit et rapportage).

40. L'animation et la mise en cohérence des interventions: des réunions de planification des activités de 2014 et d'évaluation des activités de 2013 ont été organisées par l'ONG ACORD. L'exercice de partage du PTBA est très utile et a donné lieu à des plans de travail par commune. L'ONG ACORD a aussi organisé une retraite à l'intention de tout son personnel et du personnel œuvrant pour le compte des programmes et projets financés par le FIDA sur le thème: «partage et apprentissage en faveur d'une approche programme» avec comme résultats: (i) l'harmonisation des approches d'intervention

pour le personnel travaillant dans des zones d'intervention différentes, et (ii) du 12 au 13 février 2014, le partage et une meilleure compréhension des orientations et du plan d'action 2014, des approches et méthodologies de l'ONG ACORD. La capitalisation et la mise en synergie des projets financés par le FIDA ont été rendues possibles grâce à l'organisation, à l'intention de 86 personnes dont 9 femmes, par l'ONG ACORD d'un atelier de partage d'expérience sur l'intensification agricole en rapport avec les cultures de riz, de maïs, de pomme de terre, de soja, d'arachide, de manioc, de banane, et des cultures maraichères avec comme résultats: (i) l'échange d'expériences des projets dans la mise en œuvre du volet intensification agricole et la capitalisation des expériences réussies, et (ii) la sélection des fiches techniques à vulgariser. Une réunion d'harmonisation des approches et de renforcement des synergies entre le PRODEFI, le PAIVA-B et le PROPA-O a été organisée par l'ONG ACORD à l'intention de 17 personnes dont 13 femmes le 18 août 2014. Un atelier de mise au point sur l'exécution de la convention entre la FENACOBU et le PAIVA-B a été organisé par le projet pour clarifier le rôle de chaque partenaire. Ont pris part à cet atelier les représentants de la FENACOBU (7), de ACORD (7), de la CAPAD (5), du PAIVA-B (4) et des CDFC (6). Cet atelier organisé à Gitega a été suivi par des réunions communales dans les provinces de Gitega et Karusi.

41. *Les activités assurées par les centres de développement communautaire et familial (CDFC) en faveur des populations des collines concernent l'alphabétisation, la post-alphabétisation, l'appui à la constitution des GCS et l'animation des séances de sensibilisation dans certaines provinces. Sur un total de 2 054 personnes, dont 1 351 femmes, inscrites au cours de la première session d'alphabétisation 2014, 1 399 apprenants (68,11%) dont 896 femmes ont obtenu des certificats. Beaucoup d'abandons ont été enregistrés à cause de l'intensité des travaux sur l'exploitation agricole. La deuxième session d'alphabétisation de 2014 a seulement démarré dans 3 provinces (Cibitoke, Karusi et Kayanza) et 1 911 apprenants dont 1 211 femmes se sont fait inscrire. La post-alphabétisation se poursuit pour éviter l'analphabétisme de retour. Une campagne de sensibilisation est menée à l'endroit des membres des associations et des personnes alphabétisées pour qu'ils constituent des GCS capables d'introduire des demandes de crédit auprès des IMF. Les GCS bénéficiaires de crédit font l'objet d'un encadrement adéquat. Au cours de cette année, faute de budget, les CDFC n'ont pas organisé des séances d'information-éducation-communication (IEC).*

42. **Résultat 1.6: La sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers.** *Le renforcement des capacités du personnel des services fonciers communaux (SFC) par des équipements adaptés et moyens de transport: Le processus d'attribution des marchés de réhabilitation des bureaux fonciers communaux de Muhanga et Rango est clos et les travaux sont en cours. Le projet a appuyé les SFC dans l'acquisition de différents équipements dont le matériel topographique et les motos dans les nouvelles communes d'intervention. Seuls le matériel topographique et l'équipement mobilier ne sont pas encore livrés. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation de la population sur l'importance de la sécurisation foncière et sur la mise sur pied des commissions de reconnaissance collinaires ont été menées dans les communes Muhanga et Rango de la province de Kayanza. Le projet accorde des fonds de subvention aux communes dotées de SFC. Certaines IMF ne reconnaissent pas le certificat foncier comme une garantie pour l'obtention d'un crédit. La mission recommande de sensibiliser les IMF sur l'existence de ce certificat qui doit absolument être valorisé dans la négociation des prêts des producteurs /éleveurs avec les IMF.*

43. Pour les communes de Karusi (Bugenyuzi, Gihogazi et Gitaramuka) et Gitega (Bugendana et Mutaho), 4 657 demandes de certificats fonciers ont été enregistrées, 4 680 reconnaissances collinaires ont été effectuées, 4 181 certificats fonciers ont été édités ou produits et 2 652 certificats fonciers (63,4%) ont été délivrés.

44. Après les visites de reconnaissance collinaire, une proportion non négligeable de demandeurs de certificats fonciers (37,6%) tardent à venir retirer les certificats fonciers déjà produits. Les agents fonciers, en collaboration avec l'administration et le groupe de consultants fonciers, devraient sensibiliser les agri-éleveurs sur l'utilité des certificats fonciers et ceux dont les certificats fonciers sont produits et non vite retirés de procéder à des paiements échelonnés sur plusieurs mensualités. Il est heureux de constater que certaines IMF comme les COOPEC octroient des crédits sur la base des certificats fonciers. Les autres IMF devraient être sensibilisées pour adopter la même attitude. Par ailleurs, les SFC devraient documenter davantage les demandes de certificats fonciers: quelle catégorie des ménages (superficie des parcelles), les bénéficiaires du projet et leurs catégories, les

parcelles achetées ou héritées, etc. Par ailleurs, il a été remarqué que les montants des taxes d'enregistrement fixées par le Conseil communal ne sont pas suffisamment élevés pour les personnes qui disposent de grandes superficies. Les recettes générées par les SFC sont reversées au niveau de la comptabilité communale. Chaque SFC devrait tenir un registre des recettes et des dépenses dont l'analyse pourrait permettre de savoir à quel degré un SFC peut être autonome ou pas. Un comité interministériel piloté par la deuxième Vice-Présidence de la République se penche sur la question de pérennisation des SFC par le versement par l'Etat de fonds de subvention dans le cadre du renforcement de la décentralisation. Le projet devra suivre de près l'évolution de cette question. Les bénéficiaires du projet et, notamment ceux de la CSCB, devraient être ciblés, notamment car ils achètent avec les revenus de la vente du lait de nouvelles parcelles. Pour cela, la collaboration du Consultant foncier avec ACORD devrait être renforcée.

45. Des ateliers communaux d'information et d'échange sur les modalités de mise en œuvre des SFC et sur l'importance de la sécurisation foncière ont été organisés à l'intention de 30 acteurs communaux et communautaires dont 13 femmes des communes Muhanga et Rango. Un appui technique a également été apporté aux communes en rapport avec la création des SFC par décision du conseil communal avec un procès-verbal de délibération et le recrutement par appel d'offres des agents fonciers communaux par les communes et leur formation initiale. Par ailleurs, 8 agents fonciers recrutés par les communes Muhanga et Rango ont été formés sur l'utilisation du matériel topographique. Les autorités communales et les membres des structures communautaires ont été aussi formés. Treize représentants, dont 4 femmes, des autorités communales de Muhanga et Rango ont été formés sur la gestion foncière décentralisée. 734 membres des commissions de reconnaissance collinaire, de l'administration communale, les agents fonciers et les agents fonciers d'appui des communes Gitaramuka, Gihogazi, Muhanga et Rango dont 146 femmes ont été formés en vue de l'opérationnalisation des SFC. Les agents fonciers communaux ont cependant besoin urgemment de formations sur l'utilisation de l'outil informatique en général et sur le logiciel adapté à des parcelles de très grandes superficies en particulier. Le FIDA devra engager une discussion avec le Gouvernement pour que les recettes du SFC soient allouées de manière systématique par la commune au même SFC pour payer les salaires des agents fonciers.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Sensibiliser les IMF pour qu'elles acceptent les certificats fonciers comme des garanties des crédits</i>	ACORD/Prestataire foncier	Continue
<i>Former les agents fonciers sur l'utilisation de l'outil informatique et sur le logiciel adapté pour les parcelles de grande superficie</i>	Prestataire foncier/UFCP	mars 2014
<i>Suivre la question d'appui financier de l'Etat aux SFC sous forme de subvention</i>	Expert foncier/UFCP	Continue

Composante 2: Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures

Sous-composante 2. 1: Valorisation de la production agricole et accès aux marchés

46. **Le recrutement d'un responsable de la Composante 2 «Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures»: une priorité.** Les dysfonctionnements constatés tant sur les attributions des deux prestataires, (ACORD et CAPAD), la délimitation de leur domaine d'intervention, leur implication dans la préparation des dossiers de financement, leur rôle dans la négociation des financements, leur responsabilité dans la mobilisation à temps auprès du secteur IMF ou bancaire traditionnel des ressources nécessaires au bon fonctionnement de la chaîne de valorisation du produit, implique qu'un responsable, permanent ou consultant, soit rapidement recruté et permette au responsable de l'intensification agricole de se recentrer totalement sur sa fonction. *La mission recommande de procéder rapidement au lancement d'une consultation pour le recrutement de ce cadre.*

Renforcer les capacités des coopératives à coordonner le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres.

47. Une complémentarité nécessaire des interventions des deux prestataires. Le chevauchement et /ou la faible communication qui perdure actuellement entre le prestataire en charge de la mise en valeur des marais jusqu'à la production et le prestataire en charge de la transformation du produit brut et de sa valorisation sur le marché doivent absolument disparaître. Ce sont les producteurs/ éleveurs qui en sont les premières victimes. *La mission recommande très fortement que dans un premier temps, la délimitation très claire des attributions de chacun des prestataires soit établie par le Coordonnateur du Projet et que, par la suite, le Responsable de la composante 2 à recruter assure le relai en étroite concertation avec le Responsable de la sous-composante «intensification agricole». En effet, les groupements/AUM, doivent constituer la base (maillon) de la coopérative pour éviter une structuration parallèle (duplication) qui constitue actuellement un réel handicap au fonctionnement des coopératives.*

48. L'absence de liaison entre la production et la valorisation. Les activités liées à la participation des bénéficiaires au suivi des travaux de mise en valeur, à la sensibilisation des futurs usagers sur l'importance de l'aménagement, à la sélection de la main d'œuvre, au suivi des études puis à la constitution des comités à tous les niveaux, quartiers, secteurs, périmètres et l'ensemble du marais, sont satisfaisantes. Les organisations de producteurs constituées au niveau des quartiers/périmètres doivent naturellement évoluer en groupements pré-coopératifs aptes à présenter leurs besoins en intrants pour le démarrage des activités de production. Cette évolution reste pour le moment problématique. L'absence de relation étroite entre d'une part le prestataire en charge de la mise en valeur des marais depuis la constitution des structures AUM de base jusqu'à la récolte du produit (ACORD) et d'autre part celui en charge de la sensibilisation des acteurs et leur structuration en coopérative en vue de la valorisation (CAPAD), constitue un handicap certain qu'il faut régler dès cette saison 2015 A.

49. Des activités de renforcement des capacités menées conformément au PTBA. La mission a pu constater qu'un grand nombre d'activités de renforcement des capacités ont été menées telles que prévues dans le PTBA 2014. Certaines ont été reportées; il s'agit notamment (i) de l'étude-analyse des comptes d'exploitation des maillons production, commercialisation et transformation et identification de pistes pour améliorer la compétitivité des productions locales, et pour la Province de Kayanza: (ii) l'identification des prestataires de services des différents maillons des filières riz et/ou maïs, pomme de terre (producteurs, commerçants, transformateurs, institution de recherche, de commercialisation, encadrement, etc.), (iii) l'organisation de réunions d'information et de sensibilisation sur la chaîne de valeur riz, et/maïs, pomme de terre, la tenue des ateliers de renforcement des capacités sur la définition des objectifs et la détermination des besoins aux différents maillons, (iv) la tenue des ateliers de formation sur l'élaboration des business plan, d'autres ont été réalisées pour partie telles quelles notamment: (i) la formation/ recyclage en planification et élaboration des plans d'actions des coopératives (1 sur 5 prévus), (ii) la formation/recyclage des coopératives sur les techniques de stockage et de gestion des hangars de stockage (1 sur 5 prévus), et (iii) une étude d'analyse des conditions d'adhésion des producteurs aux coopératives. De manière générale, il est difficile de confirmer que ces ateliers, réunions, visites etc. ont débouché sur des résultats tangibles et vérifiables. *La mission recommande que ces activités reportées puissent être menées avant la fin de l'année 2014, pour autant que les ressources nécessaires soient encore disponibles.*

50. Un pourcentage d'adhérents à la coopérative beaucoup trop faible au regard du nombre de riziculteurs. Une comparaison du nombre de membres de chaque coopérative au nombre de ménages exploitant les marais montre clairement un déséquilibre flagrant qui nécessite une réaction immédiate. En moyenne, ce sont quelques 15,9% des membres installés dans les marais qui adhèrent à la coopérative communale, ce qui apparaît très faible; le meilleur taux d'adhésion se trouvant sur la commune de Buhiga et concerne les marais de Ruhamba, Nyamugari-Rusheri et Masango avec 28,1% des riziculteurs qui adhèrent alors que le taux le plus faible est à constater sur la commune de Bugendana en Province de Gitega concernant les marais de Nyamasarwe, Kagogo et Kiganga avec 10,8%, pourcentage relativement inquiétant. Plusieurs raisons peuvent être évoquées dont notamment une mauvaise compréhension du rôle de chaque prestataire ACORD et CAPAD, une implication récente plus forte de la FENACOBU pour présenter des outils financiers adaptés, notamment au bénéfice des coopératives. Il n'existe pas de stratégie de ciblage raisonné des membres des coopératives lors de la constitution de ces dernières: les critères de ciblage des membres des Coopératives ne sont pas établis comme par exemple le critère de ciblage relatif aux

membres des AUM dégageant le plus de surplus à commercialiser. La mission recommande fortement que les coopératives appuyées et structurées par la CAPAD se rapprochent du secteur bancaire (IMF et banques commerciales) leur permettant d'offrir les services qu'attendent leurs membres, à savoir l'obtention d'un prêt commercial à un taux acceptable permettant d'acheter le paddy.

Tableau 1: Proportions des membres des AUM membres des Coopératives

PROVINCES	Communes	Marais	Sup. aménagée (ha)	Nombre exploitants	Nombre groupements adhérents à la Coopérative	Nombre de membres	% des membres / nbre exploitants	
KARUSI	Bugenyuzi	Rusimbuko	111	3 620	21	210	15,4%	
		Nyankezi	44	1 357	25	250		
		Nyabusare	53	982	10	100		
		Mwihorero	26	695	18	180		
		Gisiza	43	777	32	320		
		Ntarika	27	603	18	180		
	Buhiga	Ruhamba	60	1 006	42	420	28,1%	
		Nyamugari -I	107	1 896	26	260		
		Masango	17	636	32	314		
	Gitaramuka	Nyabiho	150	2 612	31	310	12,9%	
		Ndamuka	65	1 976	21	210		
		Nyabusare 2	50	982	20	200		
KAYANZA	Muhanga	Nyakagezi	176	3 553	60	600	16,9%	
GITEGA	Bugendana						10,8%	
		Nyamasarwe	74	820	44	440		
		Kagogo	90	1 815				
		Kiganga	75	1 432				
	Mutaho	Ruzugwe	64	1 521	49	490	13,9%	
		Kagoma	118	2 001				
TOTAL				28 284		4 484	15,9%	

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Recruter un Cadre Responsable, permanent ou consultant, de la sous- composante Valorisation</i>	Coordination	Dès décembre 2014
<i>S'appuyer sur les groupes constitués au sein des AUM pour l'adhésion à la coopérative en évitant toute duplication</i>	Coordination	Dès décembre 2014
<i>Mener toutes les activités de renforcement de capacités prévues et évaluer l'impact</i>	Coordination	De manière continue
<i>Veiller à ce que la CAPAD se rapproche des IMF /secteur bancaire pour sécuriser la mise en place des prêts commerciaux aux coopératives permettant d'acheter le paddy à la récolte</i>	Coordination/ chef composante 2	Dès décembre 2014
<i>Etablir une stratégie de ciblage des membres futurs des coopératives parmi les membres des AUM et définir des critères de ciblage (CAPAD en collaboration avec ACORD)</i>	Coordination/ ACORD	Dès janvier 2015

Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)

51. Infrastructures de stockage du paddy: un objectif atteint. A ce jour, ce sont 6 hangars de stockage qui ont été construits (tableau ci-dessous) en sus des 5 hangars cédés aux coopératives par le PRDMR, représentant globalement une capacité de stockage de quelques 2.000 tonnes pour un tonnage à stocker attendu estimé à 3.100 tonnes. Les objectifs du projet sont atteints et un hangar de 180 tonnes reste à construire sur la commune de Buhiga (province de Karusi) et les travaux de la construction sont en cours. *La mission recommande de tout mettre en œuvre pour que ces hangars soient remplis avec le paddy (ou autre produits) qui seront achetés par la Coopérative.*

52. Des volumes stockés dans les hangars encore inférieurs aux capacités en place. La campagne 2014 a permis de constater que l'utilisation des hangars était loin d'être optimale. Les volumes stockés (44 tonnes de paddy, 8 tonnes de haricot et 53 tonnes de maïs, soit au total 107 tonnes) pour une capacité globale de stockage correspondante des 6 hangars concernés de Bugendana, Mutaho, Bugenyuzi, Gitaramuka et Buhiga de près de 1.250 tonnes, constituent l'amorce d'un processus de stockage qui doit être sérieusement intensifié lorsque les dispositifs de financement adéquats auront été mis en place.

53. Un redimensionnement nécessaire des aires de séchage et hangars de stockage du paddy. L'adoption de la méthode SRI et la prise en compte par les membres des groupements de l'intérêt qu'ils auront à faire partie de la coopérative de stockage va rapidement hisser les volumes de la production à stocker à des niveaux certainement supérieurs aux volumes actuellement en place. Les hangars actuels de 100 m² adossés aux surfaces des aires de stockage de 300 m² correspondent approximativement à une production stockable de 150-200 tonnes de paddy pour des perspectives de besoin stockage des produits de certains marais, largement supérieures. Le tableau ci-après montre clairement que 3 hangars de Karusi et le hangar de Kayanza ont des volumes de stockage insuffisants. *La mission recommande de procéder à une évaluation précise du potentiel du marais avant d'engager la construction des aires de séchage et des hangars de stockage en identifiant le surplus potentiel qu'il est possible de stocker (1/3 de la production actuelle de riz dans le cas des membres de la Coopérative de Gitaramuka). La situation actuelle de sous-appvisionnement des hangars pour des raisons liées à la méconnaissance par les membres potentiels des services que peut rendre une coopérative et aux services limités que présente la coopérative à ses membres limite de manière considérable le volume actuellement orienté sur le stockage.*

Tableau 2: Estimation des capacités de stockage en place et souhaitées

PROVINCES	Communes	Collines	Sup. aménagée (en ha)	Sup. utilisée (en ha)	Prod attendue (milliers tonnes)	Production stockable (milliers tonnes)		Nombre Hangars	Capac hangar actuel (tonnes)	Ecart (tonnes)
						par marais	globale			
KARUSI	Bugenyuzi	Rusimbuko	111	94,4	425	255		1	180	297
		Nyankezi	44	37,4	168	101	477			
		Nyabusare	53	45,1	203	122				
		Mwihorero	26	22,1	99	60		1	180	40
			gisiza	43	36,6	164	99			
	Ntarika		27	23,0	103	62				
	Buhiga	Ruhamba	60	51,0	230	138		0	0	422
		Nyamugaru-Rusheri	107	91,0	409	246	422			
		Masango	17	14,5	65	39				
	Gitaramuka	Nyabiho	150	127,5	574	344	344	1	180	164
Gitaramuka	Ndamuka	65	55,3	249	149	149	1	180	-31	
Gitaramuka	Nyabusare	2	50	42,5	191	115	115	1	180	-65
KAYANZA	Muhanga	Nyakagezi	176	149,6	673	404	404	1	180	224
GITEGA	Bugendana	Nyamasarwe	74	62,9	283	170	170	1	180	-10
		Kagogo	90	76,5	344	207	207	1	180	27
		Kiganga	75	63,8	287	172	172	1	180	-8
	Mutaho	Ruzugwe	64	54,4	245	147	147	1	180	-33
		Kagoma	118	100,3	451	271	271	1	180	91
TOTAL					5 164	3 098	3 098	11	1 980	

54. **Une utilisation plus rationnelle des décortiqueuses en place: un objectif.** Les décortiqueuses mises en place auprès des coopératives de Bugenyuzi (1), de Gitaramuka (1), de Bugendana (1) et de Mutaho (1) disposent pratiquement des mêmes caractéristiques, sont équipées pour fonctionner sur l'énergie électrique avec possibilité de recours à un groupe électrogène de secours. Leur capacité de décortilage, certes excessive par rapport aux volumes attendus (de l'ordre de 2,5 tonnes/heure), les décortiqueuses devant fonctionner un minimum de 8 heures/jour sur 20 jours par mois et sur un minimum de 8 mois par an, correspond à un volume de paddy pouvant être décortiqué de **3.200 tonnes** ou l'équivalent d'une superficie de marais de **1 050 ha** sur base d'un rendement moyen de 5 tonnes/ha dont 2/5ème réservés à la consommation personnelle et 3/5^{ème} au stockage/décortilage. Les volumes décortiqués par chaque unité de décortilage, 4 tonnes à Gitaramuka et 18 tonnes à Bugenyuzi, puisque les unités de Mutaho et de Bugendana n'ont pas pu fonctionner (pas de réseau électrique pour l'une et panne technique pour l'autre) semblent, de très loin, inférieurs à ces objectifs et il ne semble pas que les gestionnaires des décortiqueuses aient perçu la notion de rentabilité de l'investissement réalisé. La mission recommande qu'une sensibilisation/ formation des gestionnaires de ces décortiqueuses soit entreprise tant pour l'optimisation de l'équipement (taux de décortilage proche de 70% plutôt que de 65%), mais également sur le rythme d'utilisation en veillant à ne pas utiliser le groupe électrogène et étendre l'utilisation de la décortiqueuse sur les plages horaires de fourniture par la «Regideso» de l'énergie électrique. La capacité des décortiqueuses en place (2,5 tonnes par heure) permet de procéder non seulement au décortilage du paddy de la coopérative mais également à celui de tiers (source importante de revenu), qu'il ne faut pas négliger. *La mission recommande de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la collecte et le stockage d'un volume maximum du paddy produit par les producteurs sur le marais, de procéder à des séances de formation des gestionnaires des décortiqueuses et d'établir des programmes de décortilage qui devront être suivis en réservant*

un créneau spécifique pour le décorticage pour tiers et des modalités de paiement différenciés pour les tiers et pour les membres.

55. Un potentiel laitier en place qu'il convient de bien valoriser. L'inventaire du cheptel laitier actuellement en place est de l'ordre de 4 082 têtes représentant un potentiel laitier de 7 000 litres/jour. Le problème à résoudre est pour le moment la garantie d'écoulement de ce volume dispersé au sein des 4 provinces de Cibitoke, Gitega, Karusi et Kayanza. On trouvera dans le tableau ci-dessous la ventilation de ce cheptel par province et par commune. C'est dans la Province de Kayanza et plus particulièrement dans la commune de Rango, où se situe le plus important potentiel laitier en place (1.076 litres par jour) alors qu'aucun CCL n'est encore installé et que par ailleurs le réseau électrique de la Regideso ne semble pas disponible. *Dans la province de Gitega le CCL installé par le PARSE est localisé à Mwurire, très éloigné des collines de Gitongo, Carire, Runyeri et Gaterama qui abritent pourtant ensemble plus de 150 vaches laitières ou encore sur la province de Karusi où la perspective de construction d'un CCL par le PRODEFI au nord de la province ne pourra répondre au besoin d'écoulement du lait des collines très éloignées de Kabwira, Rusasa, Mugoboka, Ruharo et Bugenyuzi totalisant ensemble plus de 200 vaches. Cette dispersion des bovins laitiers ajoutée à un manque de tanks de sécurisation compromet la durabilité des activités. La mission recommande d'éviter à l'avenir de procéder à la distribution de bovins laitiers dans les zones où l'installation d'un CCL n'est pas programmée, mais suggère de procéder à une étude d'implantation et d'analyse de rentabilité pour la construction de centres de dimensions bien étudiées en attendant la perspective de mobilisation de ressources supplémentaires. Dans le cadre du financement additionnel, la mission recommande d'aménager de manière systématique les tronçons de piste reliant les CCLs aux axes routiers principaux pour les désenclaver et diminuer le coût de transport du lait qui réduit la compétitivité du lait.*

Tableau 3: Evolution du cheptel laitier PAIVA-B

Provinces	Communes	Femelles à fin 2013	1er lot 2014	2ème lot 2014	Total y inclus naissances nbre bovins	Potentiel laitier journalie (litres/jour)
KARUSI	Bugenyuzi	471	0	0	528	913
	Buhiga	0	0	334	334	578
	Gitaramuka	350	0	0	373	645
CIBITOK	Bukinanyana	93	215	0	366	633
	Mabayi	134	197	0	356	616
KAYANZA	Muhanga	219	90	207	542	938
	Rango	238	82	265	622	1 076
GITEGA	Bugendana	406	0	0	457	791
	Mutaho	447	0	35	504	872
TOTAL		2 358	584	841	4 082	7 062

56. Des éleveurs qui ont besoin de centres de collecte de proximité. Dans certaines provinces, et en particulier celle de Cibitoke, les distances entre les centres de production de lait (regroupement d'éleveurs entre deux ou trois collines) et ceux de consommation de lait –(la commune la plus proche) et plus encore entre les centres de production et le chef-lieu de province, rendent parfois le transfert du lait à un éventuel centre de collecte primaire relativement difficile. Par ailleurs, le caractère individualiste et relativement méfiant de l'éleveur en général ne l'incite pas à rapidement s'insérer

dans un dispositif coopératif dont les membres sont nombreux. *La mission recommande l'installation de petites unités de collecte (200/300 litres), qui auront pour objectif la cession de lait de qualité soit à des petits comptoirs de vente de la commune, soit directement à des consommateurs de passage. S'agissant en particulier de Cibitoke, il doit être envisagé l'installation, dans un premier temps et dans le financement additionnel, de ces petits centres alimentés par l'énergie solaire et pouvant drainer le lait de deux ou trois collines, le long de l'axe goudronné qui part de Cibitoke vers Bukinyanana en passant par Mabayi. Ultérieurement, et lorsque les unités industrielles UHT seront opérationnelles, des dispositions visant à assurer l'écoulement de lait vers ces industriels doivent être envisagées.*

57. Des collecteurs peu scrupuleux qui détériorent l'environnement commercial. Le centre de collecte de lait de Bugendana a été mis en place par le PARSE et dispose d'une cuve de 1.000 litres. Les préoccupations du comité de gestion sont claires car ce CCL doit faire face à un ensemble de collecteurs qui drainent le lait des éleveurs les plus éloignés du centre, sans effectuer de contrôle sanitaire réglementaire, et vont même jusqu'à acheter le lait qui est refusé par la coopérative du fait de la non-conformité sanitaire, en vue d'approvisionner les petits restaurants à lait et autres comptoirs privés installés sur la commune. Il est certes difficile de mener une action contre ces acteurs, mais il est par contre plus facile de mettre en œuvre des activités permettant de concurrencer le lait de mauvaise qualité en maintenant une présence des produits de qualité, réfrigéré sur le même marché et en vantant de manière professionnelle le lait de qualité. *La mission recommande de procéder à l'équipement de ce centre de collecte avec des petits comptoirs mobiles réfrigérés permettant de drainer la clientèle de ces petits restaurants et revaloriser l'image de marque du lait crû bien conservé.*

58. Des éleveurs non suffisamment accompagnés pour la sécurisation de leur lait. La mission a permis de constater que le PAIVA B profite des installations (Centres de Collecte) déjà érigées dans le cadre d'autres projets que ce soit à Bugendana, Province de Gitega (CCL du PARSE), Gitaramuka, Province de Karusi (CCL de PARSE) ou prévus par le PRODEFI sur Muhanga et Rango de la Province de Kanyanza etc. L'éloignement des éleveurs du centre de collecte ne facilite pas toujours la collecte optimale des volumes disponibles, ainsi en est-il sur Gitaramuka où le CCL disposant d'une capacité de 1 000 litres installé sur la colline de Gitaramuka peut aisément drainer la production de lait commercialisable des trois collines les plus proches de Kibenga, Ruhata, Rubuga et Gasasa qui représentent ensemble un potentiel laitier de 150 litres commercialisables par jour pour les seuls bovins du PAIVA-B. On comprend alors aisément les difficultés rencontrées pour garantir un approvisionnement optimal du tank. Pour le CCL de Bugendana installé sur la colline de Mwirire et jouxtant les collines de Bitare, Cishwa, et Rwingiri, le potentiel laitier de proximité existant est de 450 litres par jour, plus en harmonie avec la capacité du tank, mais n'empêchant pas une partie de la collecte potentielle d'être détournée vers les collecteurs sans scrupules. Par ailleurs l'absence de structuration des coopératives laitières gestionnaires des CCL de Muhanga et Rango constitue un handicap certain au développement des activités de sécurisation du lait. *La mission recommande, sous la responsabilité du chef de la composante 2, (i) de bien étudier la localisation des installations futures des Centres de Collecte en prenant en considération le potentiel laitier environnant et de privilégier l'installation, dans un premier temps, de petits centres, de capacité raisonnable (200/300 litres), à proximité de deux ou trois collines et dont les éleveurs se connaissent pour avoir déjà tissé des relations de collaboration dans la gestion des pépinières plutôt que d'envisager trop rapidement la constitution de coopératives plus importantes mais dont les membres ne disposeront pas des mêmes atouts du fait de leur éloignement, (ii) de contractualiser avec un prestataire disposant d'un savoir-faire et d'une expérience en la matière sur les projets FIDA, pour l'encadrement des diverses activités de ces coopératives laitières.*

59. Un marché du lait qui va prendre un nouvel élan avec les investissements programmés par les industriels du lait. A ce jour 3 industriels du lait ont décidé d'engager un programme d'investissement portant sur des unités UHT qui, ensemble, pourront sécuriser plus de 40.000 litres de lait par jour. La première, l'entreprise «Modern Dairy Burundi (M.D.B.)» sera opérationnelle dès janvier 2015, les deux autres «Activas Bios» & «Milk Chel», sont en cours de négociation de leur financement pour la première pour une installation à Muramvya et pour la seconde à Bujumbura. *La mission recommande que l'installation des unités UHT soit suivie de très près par le projet puisque leur ouverture doit constituer un élément déclencheur pour les CCL en quête de marché.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer un remplissage optimal des hangars de stockage	Coordination/ Composante 2	Dès décembre 2014
Evaluer le potentiel des marais aménagés avant toute autre construction d'aires de séchage ou de hangars	Coordination/ Composante 2	Continue
Planifier les activités de décorticage pour valoriser au mieux les décortiqueuses en place en faire une activité génératrice de revenu	CAPAD	Dès décembre 2014
Mener des études d'implantation de nouveaux CCL de dimensions adaptées dans les zones de distribution du bétail	Coordination/responsable Composante 2	Dès décembre 2014
Etudier l'implantation de petits centres de collecte autonomes/points de collecte en énergie le long de l'axe Cibitoke – Bukinyanana	Coordination/ chef composante 2	Dès décembre 2014
Installer de petits comptoirs mobiles réfrigérés pour l'écoulement du lait des coopératives de Bugendana et Gitaramuka	Coordinateur / responsable composante 2	Dès décembre 2014

Faciliter l'accès des producteurs aux financements

60. Une juxtaposition des rôles en matière de financement. Le financement de la campagne agricole par les IMF a montré une certaine distorsion fort préjudiciable au bon dénouement financier des opérations de prêts mais surtout de taux d'intérêts relativement élevés au regard des garanties et appuis offerts. Chez tous les groupements visités au cours de la mission aussi bien en province de Gitega, commune de Bugendana (marais de Nyamasarwe, Kagogo et Kiganga), en province de Karusi, en commune de Bugenyuzi sur le marais de Rusimbuko, en commune de Gitaramuka, sur le marais de Nyabiho, la confusion entre d'une part le prêt à la production qui doit être accordé aux groupements pour l'acquisition de leurs intrants sans intervention de la coopérative et l'éventuel prêt commercial octroyé à la coopérative pour permettre l'achat du paddy produit par ses membres est évidente et responsable des dérapages constatés. Les membres des groupements ne veulent pas (ne peuvent pas) rembourser le crédit «production/intrants» tant qu'ils n'ont pas vendu leur paddy et la coopérative ne peut pas leur acheter parce qu'elle n'est pas consciente de son rôle en la matière et n'en a pas les moyens. Une clarification des règles et un positionnement clair des institutions financières (IMF et banques commerciales) sont souhaités. *La mission recommande fortement qu'une sensibilisation soit menée tant au niveau des groupements qu'au niveau des coopératives pour une compréhension claire des activités de prêts, sans juxtaposition possible et confusion entre le crédit intrants qui est accordé aux membres des groupements pour la production du paddy et le crédit commercial à un taux annuel raisonnable aux coopératives qui permet à ces dernières d'acheter et de payer le paddy aux groupements leur permettant de dénouer leur crédit intrants, et de stocker le paddy acheté en vue d'un décorticage progressif et d'une mise sur le marché lorsque les cours deviennent porteurs. La valeur ajoutée consécutive étant naturellement partagée par les membres de la coopérative, qui devraient être, dans leur majeure partie, ceux des groupements.*

61. Une action quelque peu imprécise / coûteuse mais louable des IMF. La FENACOBUR, par l'intermédiaire de ses Coopec, accorde aux groupements qui apportent une garantie solidaire de leurs membres, des prêts permettant à chacun des membres d'acquérir les intrants. On ne peut que se féliciter de cet engagement de la FENACOBUR, pour autant que le dit prêt puisse être accordé à temps (il s'agit là de la responsabilité du prestataire de services en charge de cette activité, d'appuyer les groupements) et que son taux d'intérêt ne soit pas exorbitant (il est actuellement de 2% par mois avec règlement trimestriel correspondant à un taux effectif annuel global de 36% relativement excessif), même si le montant des sommes en jeu individuellement sont relativement faibles (de l'ordre de 100.000 FBU et un intérêt de 18 000 FBU au semestre). *La mission recommande que le prestataire concerné (ACORD ou CAPAD) accompagne les groupements dans la préparation de leur dossier de prêt en veillant à négocier au mieux avec l'IMF (FENACOBUR ou autres) un niveau de taux qui soit inférieur aux 2% par mois (en harmonie avec les autres IMF, intervenant dans les projets FIDA) et en s'assurant que la durée du prêt correspond au mieux à la période d'acquisition par la coopérative du paddy à stocker pour le compte des membres et permettant de dénouer leur crédit intrant. Les bénéficiaires des prêts intrants pourront les rembourser une fois que la coopérative leur aura acheté la production de riz. Les modalités d'attribution du prêt commercial à contracter par les coopératives auprès de l'IMF (% de la valeur de la production donné en crédit, taux d'intérêt, échéances de*

remboursement, garanties, etc.) sont à négocier de manière précise avec l'appui des cadres du projet.

62. La situation des crédits accordés à la production. Le schéma de financement de la campagne agricole, tel que mis en place par la FENACOBUR avec l'appui du projet, a permis à cette dernière de concéder des prêts aux groupements de producteurs au cours des campagnes 2012-2013 grâce à la mise en place par le projet d'une ligne de crédit de 85 millions de FBU, puis pour la campagne 2014 avec l'appui d'un fonds de garantie de 200 millions de FBU mis en place par le projet. Les résultats montrent une certaine évolution de satisfaction de la demande avec un taux de réponse aux besoins qui passe de 4,3% en moyenne pour 2012/2013 à 10,3% en 2014. Ce résultat demeure très insuffisant et mérite qu'une attention soit portée à la prise en considération par les IMF et en particulier la FENACOBUR, de la demande de crédits intrants des producteurs. On notera la grande différence qui peut exister d'une commune à l'autre avec Gitaramuka (marais de Nyabiho, Ndamuka et Nyabusare 2) avec une proportion de 5,9% seulement et la commune de Bugenyuzi (marais de Rusimbuko, Nyankezi, Nyabusare 1, Mwiherero, Gisiza et Ntarika) avec une proportion de 13,2%. La mission recommande à cet effet que le prestataire ACORD ou CAPAD se mobilise pour la préparation de dossiers bancaires pour chacun des groupes constitués au niveau du marais, que ces derniers fassent ou non partie de la coopérative, en espérant qu'à terme un pourcentage significatif des producteurs adhéreront à la coopérative qui pourra leur garantir l'achat de leur paddy pour stockage avant sa mise sur le marché.

Tableau 4: Comparaison des crédits octroyés par rapport à une estimation des besoins

PROVINCE	Commune	marais	Sup. aménagée (ha)	Nombre exploitants	Esrtimation besoin (en fbu)	Crédit 2012/2013		Crédit 2014	
						montant (en	%	montant (en Fbu)	%
KARUSI	Bugenyuzi	Rusimbuko	111	3 620	289 600 000	9 796 800	1,5%	84 864 560	13,2%
		Nyankezi	44	1 357	108 560 000				
		Nyabusare	53	982	78 560 000				
		Mwihorero	26	695	55 600 000				
		Gisiza	43	777	62 160 000				
		Ntarika	27	603	48 240 000				
	Buhiga	Ruhamba	60	1 006	80 480 000	0		37 160 574	13,1%
		Nyamugari-Rusheri	107	1 896	151 680 000				
		Masango	17	636	50 880 000				
	Gitaramuka	Nyabiho	150	2 612	208 960 000	0		26 213 600	5,9%
		Ndamuka	65	1 976	158 080 000				
		Nyabusare 2	50	982	78 560 000				
KAYANZA	Muhanga	Nvakagezi	176	3 553	284 240 000	0		0	
GITEGA	Bugendana	Nyamasarwe	74	820	65 600 000	17 942 000	5,5%	24 318 300	10,5%
		Kagogo	90	1 815	145 200 000				
		Kiganga	75	1 432	114 560 000				
	Mutaho	Ruzugwe	64	1 521	121 680 000	26 629 200	9,5%	31 936 800	11,3%
		Kagoma	118	2 001	160 080 000				
TOTAL				24 731		54 368 000	4,3%	204 493 834	10,3%

Renforcement des capacités et apprentissage collectif

63. Une absence totale de services financiers rendus par la Coopérative. Le service élémentaire que doit rendre la coopérative aux membres des groupements (qui doivent être dans leur majorité membres de la coopérative) est de leur acheter le paddy à un prix convenu correspondant au

prix du marché et de le stocker. La vente du paddy (ou du riz si le paddy est décortiqué) à l'issue de cette période de stockage et à un niveau de cours largement supérieur, permettra à la coopérative de restituer à ses membres la plus-value obtenue, déduction faite des frais de stockage. Il a malheureusement été constaté que ce rôle n'est pas joué par la coopérative, mais que dans la plupart des cas, certains membres de la coopérative transfèrent une partie de leur production de paddy au sein des hangars en vue de profiter de meilleurs prix, mais sans pouvoir bénéficier d'un règlement par la coopérative du paddy stocké. Cette situation encore floue quant à la responsabilité de la coopérative en matière de gestion de ces stocks n'incite pas les producteurs à profiter pleinement de l'existence de ses capacités de stockage. *La mission recommande de sensibiliser les parties prenantes (groupements de producteurs, coopératives, IMF) sur ce nouveau schéma de financement qui responsabilise chacun des acteurs et permet un dénouement rapide des crédits intrants, plus onéreux que le crédit commercial ainsi obtenu.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sensibiliser des groupements et des coopératives aux divers outils de prêts mis à leur disposition	ACORD & CAPAD	Dès décembre 2014
Appuyer rapidement les groupements (maillon de base AUM), pour l'élaboration des dossiers de prêts	ACORD/ CAPAD	Dès décembre 2014
Sensibiliser les acteurs (producteurs, membres coopératives) sur les deux outils de prêts (intrants et commercial pour dénouer le précédent)	ACORD / CAPAD	A partir de décembre 2014 & en continu
Procéder au recrutement d'un prestataire en charge du suivi des Coopératrices laitières	Coordonnateur	Dès décembre 2014
Opérationnaliser le nouveau montage financier avec les IMF (Crédits intrants et crédit commercial liés) dans la Coopérative de Gitaramuka pour une superficie de 44 ha	Coordination /CAPAD	Dès janvier 2015

Sous-composante 2.2. Infrastructures rurales

64. Des travaux de réhabilitation et d'entretien de pistes pourtant nécessaires. Le programme de réhabilitation de pistes doit accompagner la distribution du cheptel laitier de certaines provinces. Ainsi sur la province de Kayanza, l'existence d'un potentiel laitier relativement important sur chacun des BV de Muhanga 542 femelles laitières et de Rango avec 622 femelles impliquerait la mise en œuvre de ces travaux qui ne pourront être entrepris qu'avec la mobilisation de financements complémentaires.

65. Des travaux de construction d'aires de séchage et de hangars de stockage menés en conformité avec le PTBA 2014. A date, ce sont 10 aires de séchage qui ont été réalisées et 11 hangars de stockage mis en place. Ces infrastructures permettent actuellement de répondre aux besoins des producteurs des zones de marais, mais la perspective d'une montée en puissance de la production de paddy dans chacun de ces marais avec l'adoption de la méthode SRI pourrait nécessiter, à terme, une révision des surfaces installées.

Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et coordination

66. Suivi-évaluation: le suivi-évaluation des réalisations techniques et financières du projet est régulièrement effectué par les 2 unités du service SE. Sur terrain, la collecte des données est régulièrement assurée par le personnel de terrain composé surtout des agents des prestataires de service de l'ONG ACORD et de la CAPAD, de l'expert foncier et des structures publiques déconcentrées comme les DPAE et les CDFC. Les données collectées sont vérifiées par les responsables provinciaux de ces prestataires de services avant leur saisie par 2 agents de saisie du projet affectés dans les provinces de Gitega et Karusi.

67. Cadre logique et tableau des coûts: A la RMP, le cadre logique et le tableau des coûts du projet ont été ajustés et désagrégés suivant la même structure. Cet exercice facilite grandement l'élaboration des programmes de travail et budgets annuels (PTBA) et le suivi de leur exécution. En effet, le rapprochement de l'exécution technique et financière est actuellement possible grâce à l'établissement participatif d'un plan analytique du budget 2014 avec codification des activités et des

sous-activités. L'ancien cadre logique et l'ancien tableau des coûts (COSTAB) ne facilitaient pas ce rapprochement.

68. **PTBA 2014:** Le PTBA 2014 a été produit et transmis à temps. Il a fait l'objet de plusieurs révisions suite aux incertitudes liées à la disponibilité ou non du financement additionnel de 20,0 millions \$ US promis par le FIDA.

69. **Rapportage:** les rapports d'activités (mensuels, trimestriels et annuels) du projet sont produits, analysés et transmis à temps.

70. **Conventions de collaboration avec les prestataires de services:** les conventions avec différents prestataires (ACORD, CAPAD, ISABU, PARSE, CDFC, Consultants nationaux CEF et foncier) ont été reconduites. Celle avec le PARSE a pris fin avec l'achèvement du PARSE intervenu le 30 juin 2014. Conformément au nouveau cadre logique et au nouveau tableau des coûts, le projet veillera à rémunérer les prestataires de services sur la base des résultats.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Rémunérer les prestataires sur la base des résultats	UFCP	janvier 2015

D. État d'avancement de l'exécution du projet

71. Exécution physique et financière du PTBA 2014: Au 15 novembre 2014, la Composante 1 «Renforcement et Protection du Capital Productif» représente 86,21% du total des réalisations financières du projet. Ce coût se partage entre ses deux sous-composantes «Aménagement du Capital Productif et sécurisation Foncière» et «Intensification de la production agricole» avec des taux respectifs de 88,23% et 85,39%. Au niveau physique, l'exécution des activités principales de cette composante est bien avancée. En effet, les travaux d'aménagement, réhabilitation des marais et activités d'accompagnement sont terminés et le taux d'exécution physique est de 100%. Les activités de protection des BV sont exécutées à 80%, et celles en rapport avec l'intensification agricole dont l'achat et la distribution des bovins sont à 80%. Le taux d'exécution moyen pour cette composante est estimé à 85%.

72. Pour la composante 2 «Valorisation de la Production», le taux de réalisation financière est estimé à 44%. Les réalisations physiques dominées par les activités de renforcement des capacités et de construction d'un magasin de stockage et d'une aire de séchage à Buhiga sont à un taux avoisinant 40%.

73. Pour la Composante 3 «Facilitation de la mise en œuvre et la Coordination», le taux des réalisations financières est de 67,8% et celui des réalisations physique est estimé à 75%.

74. Globalement, les principales activités qui exigent de gros investissements sont déjà terminées et le taux des réalisations physiques est estimé à 78% contre 81% de taux de réalisation financière.

E. Aspects administratifs et fiduciaires

75. **Gestion financière.** La mission note que la gestion financière est saine et transparente. Le projet arrive à faire face aux défis en matière de réalisation des activités par rapport aux prévisions. La RMP a mis à jour les risques fiduciaires au niveau du projet et la présente mission confirme l'absence de risques majeurs et la bonne qualité de la gestion financière du projet. Le PAIVA-B est à sa deuxième phase le conduisant vers son achèvement ramené au 31 décembre 2015 avec une clôture prévue au 30 juin 2016. Les ressources financières disponibles pour la durée restante (2015-2016) dont le montant s'élève à 2,51 millions USD sont suffisantes pour la réalisation des activités prévues à cet effet.

76. Décaissements: A la date du 15 novembre 2014, le décaissement effectif, toutes sources de financement confondues, s'élève à 19,354 millions USD, soit un taux de décaissement global de 67% sur un financement total de 28,798 millions USD fixés par la RMP. Le taux de réalisation du don FIDA est de 74,2%, de l'UE 100%, du PAM 31,4%, Gouvernement 18,5%, bénéficiaires 106% et le don

canadien 90%. Il est très peu probable que le PAM et le Gouvernement aient mobilisé les ressources initialement prévues. Dans ce cas, le taux de décaissement serait de 73% calculé sur la durée du projet ramenée à 6 ans pour le PAM et le Gouvernement.

77. Décaissements sur le fonds FIDA. La situation du décaissement du don FIDA en DTS est de 70%, soit un montant de 6,490 millions DTS, y compris la DRF en préparation au niveau du projet d'un montant de 260 941 DTS non encore présentée au FIDA. Ce taux de décaissement est satisfaisant car la clôture étant ramenée en 2016, le projet ne dispose plus que d'une année pour réaliser les activités prévues.

78. Décaissements par catégories: Les détails des décaissements par catégorie se présentent comme suit: catégorie I "Travaux de génie Civil et rural" avec un taux de 72%; catégorie IIa "Matériel et équipements" de 117%; catégorie IIb "Cheptel" de 55%; catégorie III "Véhicules" de 68%; catégorie IV "Assistance technique et études" de 75%; catégorie V "Formation et information" de 59%; catégorie VI "Fonds d'appui" de 20%; catégorie VIII "Prestation et services" de 68%; catégorie IXa "salaires et indemnités" de 106% et catégorie IXb "Entretien et fonctionnement" de 133%. A l'analyse des différents taux de décaissement par catégorie, on note que: (i) la consommation du fonds alloué à la catégorie VI "Fonds d'appui" est très faible; (ii) par contre les catégories IIa "Matériel et équipements" IXa "Salaires et indemnités" connaissent des dépassements respectifs de 17% et 6%. Bien que ces dépassements soient encore dans les limites de 30% conformément aux procédures du FIDA, une attention particulière doit être portée sur ces catégories; (iii) la catégorie IXb "Entretien et fonctionnement" connaît également un dépassement hors limite de 33%. La mission trouve que la dotation de la catégorie «entretien et fonctionnement» a été sous-évaluée dans le RPE puisqu'elle a été fixée à 2% du financement FIDA alors qu'elle devait l'être sur le financement total du projet. Ceci est très inquiétant et des mesures adéquates doivent être prises dans les meilleurs délais pour remédier à cette situation. A cet effet une réallocation des ressources financières disponibles s'avère nécessaire pour la suite de l'exécution du projet.

79. Financement de la facilité alimentaire (FAUE). Le financement de l'Union Européenne a été décaissé en totalité et le financement est clôturé avec succès en fin de 2011.

80. Financement de la contrepartie du Gouvernement (GdB). La contribution du gouvernement est constituée par le remboursement des exonérations **des droits de douane et autres taxes** sur les acquisitions de certains biens et services et le paiement des loyers du bâtiment qui abrite le projet. Le montant total de la TVA remboursée au 15 novembre 2014 s'élève à 217 234 465 FBU, soit l'équivalent de 153 134,86 USD. Ainsi, combiné avec les autres contributions, le taux de décaissement du financement du gouvernement s'établit à 18,5%.

81. Financement du PAM. Le montant décaissé sur le financement de PAM se chiffre à 1,458 million USD avec un taux de décaissement de 31,4%. Il est à noter que la contribution apportée au mois de janvier 2014 est évaluée à 583 millions FBU équivalant à 400 706 USD.

82. Apports des bénéficiaires. L'estimation de la contribution des bénéficiaires s'élève à 207,8 millions de FBU, soit 1,484 million USD sur une prévision initiale de 1,4 million USD, soit un taux de 106%. Cependant l'évaluation de la contribution des bénéficiaires pour l'année en cours n'est pas encore effectuée.

83. Demande de retraits de fonds.(DRF et DPD): Depuis le démarrage du projet à ce jour, le PAIVA-B a émis 30 DRF et DPD confondues pour un montant total équivalant à 9,566 millions USD. Sur la période de décembre 2013 à novembre 2014, le projet a envoyé 10 DRF et DPD pour un montant de 2,161 millions USD. Les DRF sont payées en moyenne sur 31 jours. Il faut rappeler que le PAIVA-B ne fonctionne que sur les fonds du FIDA car tous les cofinancements (contribution UE et canadienne) sont complètement épuisés et clôturés. La DRF 31 dont le montant s'élève à 399 663 USD est en cours de préparation au niveau du projet. Cependant, le service financier doit être très attentif au respect du montant minimum de la DRF qui est fixé à 300 000 USD, soit 30% de l'avance initiale et émettre une DRF dès que ce montant est atteint. L'analyse des DRF de la période montre que le montant des DRF émises est très important. Exemple: la DRF N° 22 s'élève à 417 582 USD. *Etant donné la clôture imminente du projet, la mission recommande d'émettre dorénavant des DRF de montant inférieur ou égal au seuil fixé pour éviter les difficultés de trésorerie.*

84. **Compte spécial.** L'état de rapprochement du compte spécial FIDA au 01/10/2014 se présente comme suit en USD.

Tableau 5: Reconstitution de l'avance initiale au 15/11/2014 en USD

Rubriques	Montant en USD
Avance initiale	1 000 000,00
Solde du compte spécial	542 251,84
Solde du compte d'opérations + solde de caisse	14 922,52
Trésorerie totale au 15/11/2014	557 174,36
DRF n° 31 en cours de préparation	399 663,89
Ecart à justifier	43 161,75
Justification de l'écart	
TVA en attente de remboursement par l'OBR:	90 487,95
Vente des semences et intrants (à déduire):	-39 144,06
Montant remboursé par les bénéficiaires de microcrédits (à déduire):	-8 182,14
Total	1 000 000,00

85. **Situation de la trésorerie.** La trésorerie est à un niveau satisfaisant et le taux se situe à 54% de l'avance initiale malgré le montant élevé des DRF émises par le projet. La situation globale de la trésorerie du projet se présente ainsi au 15/11/2014: le solde du compte spécial et du compte d'opérations FIDA se chiffre à 557 174 USD; le solde du compte de fonds de roulement engrais rétrocédé par le PRDMR qui sert au préfinancement de la TVA s'élève à 123 741 USD. Les reliquats des comptes d'opérations du financement de la FA/UE, du don Canadien/appui légal rétrocédé par le PRDMR et les recettes diverses se chiffrent à 11 331 979 FBU.

86. **Exécution budgétaire du PTBA 2014.** Le taux d'exécution du PTBA au 15 novembre 2014, en terme de décaissement, se situe à 58,8% tous financements confondus. Les décaissements dans le PTBA du projet se chiffrent à 3,169 millions d'USD et les engagements s'élèvent à 1,219 million USD. Si on tient compte des engagements, le taux de réalisation du PTBA s'établirait à 81,2%. Ce taux est jugé satisfaisant. Les engagements en cours sont des contrats conclus pour la plupart entre octobre-novembre 2014. Ces contrats concernent l'acquisition des bovins, le ciment pour les étables, le reliquat sur la réhabilitation du marais de Nyarubanda, le reliquat sur l'assistance technique internationale pour la réalisation de la RMP, la construction des hangars et la réhabilitation des aires de séchage de riz, ainsi que le kit d'accompagnement des bovins.

87. **PTBA 2015-2016.** Etant donné que l'exercice 2015 coïncide avec la période d'achèvement du projet, le PTBA 2015-2016 va couvrir les besoins de financement liés principalement à la consolidation des acquis, au fonctionnement courant du projet, à l'achèvement et à la clôture. Ce PTBA sera financé essentiellement par le reliquat sur les fonds FIDA, estimé à 2,51 millions USD au 1^{er} janvier 2015 et accessoirement par les apports en nature du PAM, des bénéficiaires et du Gouvernement. Ces ressources financières disponibles sont jugées suffisantes pour l'exécution des activités programmées. Il convient de signaler qu'il s'agit d'une simulation d'un PTBA provisoire, néanmoins valable dans l'hypothèse où les fonds nécessaires attendus à travers le financement additionnel du PAIVA-B en cours d'analyse ne seraient pas mobilisés.

88. **Dispositions de l'accord de don.** Les différentes dispositions de l'accord de don sont respectées en ce qui concerne la gestion des comptes du projet, le respect des procédures de passation de marchés et la remise des rapports d'audit.

89. **Revue des SOE (Etats certifiés des dépenses).** La mission a passé en revue une partie des dépenses présentées en DRF de la période dans les états certifiés de dépenses. Il s'agit des dépenses figurant dans les DRF N° 21 à 30. Après la revue par sondage, la mission n'a pas relevé

d'anomalies significatives. La mission a noté que les pièces justificatives sont adéquates et bien classées.

90. **Comptabilité.** La comptabilité du projet est tenue à jour sur le logiciel TOMPRO. En ce qui concerne l'utilisation du logiciel comptable "TOMPRO", une nouvelle version de TOMPRO appelée "TOM2PRO" est installée et tout le staff du service administration et finances a suivi, au mois de février 2014, une formation dispensée localement sur cette nouvelle version pour plus de commodité dans le traitement de l'information financière. A présent, les codes analytiques sont correctement imputés. L'analyse des dépenses par composante et sous-composante est actuellement réalisée par le projet de même que la comptabilisation des engagements. L'état d'exécution budgétaire est produit automatiquement sur le logiciel. Cependant, les DRF ne le sont pas, elles sont toujours établies manuellement sur le tableur Excel alors que le logiciel fournit les fonctionnalités nécessaires pour ce faire. *La mission recommande qu'un appui soit apporté au service financier et comptable du projet sur l'utilisation approfondie de la nouvelle version du logiciel "Tom2Pro" et l'élaboration des DRF de façon automatique pour une meilleure performance du service financier du projet.*

91. **Le manuel d'exécution du projet (MEP).** Le projet dispose d'un Manuel d'Exécution du Projet (MEP) dans lequel sont intégrées les procédures comptables et financières. Il faut noter que le MEP n'a jamais été mis à jour et ne reflète plus les procédures réellement appliquées au sein du projet. En ce qui concerne les procédures de gestion du personnel, le MEP ne mentionne pas les fiches de poste et les Termes de Référence (TDRs) du personnel du projet. Le règlement d'ordre intérieur qui est annexé au MEP est celui de 2011 et ne correspond pas au Règlement d'Ordre Intérieur Harmonisé (ROIH) applicable à tous les projets FIDA depuis le 1/01/2013.

92. Par ailleurs, les contrats de travail du personnel ont subi des modifications importantes compte tenu du nouveau ROIH. La mission a constaté que les contrats du personnel n'ont pas été mis à jour par rapport au nouveau ROIH quoi que les salaires, les indemnités et les impôts mentionnés sur les bulletins de paie soient conformes à la nouvelle grille des rémunérations. Il est à signaler qu'en janvier 2013, l'administration fiscale du Burundi a procédé à un changement du taux d'imposition des revenus professionnels qui est passé de 10% à un taux progressif de 20% et 30% par tranche avec un abattement de 150 000 FBU.

93. En ce qui concerne les procédures comptables, les codes analytiques et budgétaires figurant dans le MEP ne correspondent pas non plus à ceux utilisés actuellement par le service financier du projet. Les codes analytiques et budgétaires ont profondément évolué en fonction du COSTAB révisé et bien détaillé par composante, sous-composante, activités, sous-activités et aussi par zone géographique. Ainsi un plan analytique révisé a été élaboré par le service financier et technique du projet pour un meilleur suivi des réalisations financières et physiques. Au cours de l'exercice 2013, sur recommandation d'une mission de supervision, un consultant a été sollicité pour la révision du MEP. Mais à ce jour la version finale du MEP révisé n'est pas encore réceptionnée par le projet. *La mission recommande d'accélérer l'actualisation, la finalisation et la réception du MEP révisé et de veiller à ce que toutes les insuffisances des procédures constatées soient levées et qu'une large diffusion du manuel révisé soit faite au sein du projet.*

94. **Contrôle interne.** Le projet a mis en place des outils adéquats tels que la nouvelle fiche d'imputation des dépenses, le plan analytique révisé pour la bonne gestion et l'atteinte des objectifs qu'il s'est assigné. Cette fiche d'imputation est très importante et facilite l'enregistrement des opérations financières. Elle renseigne également sur la catégorie de dépenses, la composante et la sous-composante et constitue le point de départ de la réalisation de toute activité.

95. **Gestion des ressources humaines.** Le projet comprend au total 21 agents permanents. Au cours de l'année 2014, le projet a connu quelques mouvements du personnel, à savoir 2 licenciements et un transfert. Les licenciements portent sur: (i) la Responsable de la Composante appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures, en juillet 2014, pour raison d'absence prolongée. Le dossier en rapport avec son remplacement est en cours d'analyse au niveau de la coordination et; (ii) d'un chauffeur en février 2014, pour faute lourde (vol) et son remplacement n'est pas envisagé. Les dossiers des licenciements ont été traités conformément aux lois et réglementations du pays par un Avocat Conseil spécialiste du droit du travail afin d'éviter tout litige. Par ailleurs, un Responsable de Passation de Marchés (RPM) a été recruté depuis le 1er

juillet 2014 conformément à la recommandation de la RMP. Il s'agit de l'ancien RPM du PARSE qui a été transféré au PAIVA-B, ceci pour éviter le long processus de recrutement vu l'urgence. Cette décision a été soumise à la non objection du FIDA et du MINAGRIE. La mission a passé en revue l'état des congés du personnel. Elle note que certains agents disposent des jours de congés non pris supérieurs à 50 jours comme le prévoit le ROIH. Il convient de signaler que le licenciement de l'ancien RAF est intervenu en septembre 2011 et qu'une action intentée en justice par lui est toujours pendante. *La mission recommande que le calendrier des congés soit bien suivi et que les congés soient apurés selon les dispositions du ROIH.*

96. Formation du personnel. Au cours de la période écoulée, seule l'Assistante Comptable a bénéficié d'une formation sur la gestion comptable et financière des projets et procédures de décaissement sur l'ensemble du personnel du service administratif et financier du projet. *La mission recommande qu'un plan de formation professionnelle continue du personnel du PAIVA-B soit élaboré et qu'une ligne budgétaire soit prévue dans le PTBA pour l'amélioration des performances des ressources humaines dont dispose le projet.*

97. Passation de marchés. La mission a passé en revue le registre des contrats préparé par le projet. Ce registre est conforme au modèle indiqué dans la lettre à l'emprunteur. Une fiche de suivi des contrats est également tenue par le projet suivant les instructions communiquées par le FIDA. La passation de marchés ne rencontre pas de difficultés particulières. La plupart des marchés prévus dans le Plan de passation de marché du projet ont été tous lancés et respectent le planning prévu et les procédures en vigueur (procédures de consultation, avis de non objection). Le taux de réalisation des marchés planifiés (PPM) en 2014 s'établit à 89%. Les marchés non encore réalisés mais dont le processus est enclenché concernent notamment trois études, une formation en SIG et une assistance technique internationale incluant l'appui à la valorisation. Pour les études, il s'agit essentiellement: (i) d'une étude du système d'alimentation des bovins dont les TDR et la liste des consultants sont élaborés et n'attendent que l'avis de non objection du FIDA; et (ii) d'une étude et analyse des comptes d'exploitation des maillons de production et des conditions d'adhésion des producteurs aux coopératives. La proposition retenue pour cette étude est de l'étendre à d'autres projets FIDA. Les TDR pour le PAIVA-B sont déjà élaborés et se trouvent au niveau de la non objection. A propos de l'assistance technique internationale incluant l'appui à la valorisation, les TDR sont en cours d'élaboration par les services techniques concernés.

98. Audit externe. La mission constate avec satisfaction la remise du rapport d'audit du projet pour l'année 2013 dans les délais et l'opinion favorable de l'auditeur sur les états financiers du projet. Les quelques points d'amélioration qui ont été soulevés par l'auditeur concernant les opérations comptables bien que très mineures ont été mises en œuvre par le service financier du projet.

99. Audit externe 2014. L'audit externe des comptes de l'exercice en cours est en préparation par le SAF. Le cabinet SOGES ayant été positivement apprécié pour la qualité de ses rapports d'audit précédents, la mission de la RMP avait recommandé que ce cabinet soit retenu pour l'audit des comptes des exercices 2014 et 2015. Le projet a d'ores et déjà introduit un avis de non objection au FIDA. La présente mission ne voit aucun inconvénient à cette proposition. *Elle recommande que les procédures d'autorisation soient accélérées et qu'un avenant soit apporté au contrat initial de la SOGES pour que la mission d'audit puisse démarrer dans les meilleurs délais.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Procéder à une requête de réallocation des ressources financières disponibles pour la suite de l'exécution des activités du projet.</i>	UFC, RAF	Immédiat
<i>Emettre dorénavant des DRF de montant inférieur ou égal au seuil fixé pour éviter les difficultés de trésorerie étant donné la clôture imminente du projet,</i>	RAF	Immédiat
<i>Appuyer le service financier et comptable du projet sur l'utilisation approfondie de la nouvelle version du logiciel "Tom2Pro" et sur l'élaboration des DRF de façon automatique pour une meilleure performance du service</i>	SAF	janvier 2015
<i>Accélérer l'élaboration du PTBA 2015 pour afin de le soumettre à l'approbation du CT puis du FIDA avec prévision d'une ligne budgétaire pour la formation professionnelle du personnel du projet;</i>	UFC, RAF	Immédiat
<i>Accélérer les procédures d'autorisation et faire un avenant au contrat initial de la SOGES pour que la mission d'audit puisse démarrer dans les meilleurs délais.</i>	UFC, RAF	Immédiat

F. Durabilité

102. Comme gages de durabilité de ses effets et impacts, les projets financés par le FIDA dont le PAIVA-B, ont adopté l'approche de développement communautaire et participatif. Cette approche renforce les capacités des structures communautaires (CDC, AUM, groupements de pépiniéristes, coopératives rizicoles et d'éleveurs, etc.) mises en place et les responsabilise en les impliquant étroitement dans la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités. La contribution systématique des bénéficiaires à la mise en œuvre des activités du projet augmente les chances d'appropriation et de durabilité des effets et impacts du projet. Certains groupements, par exemple, sont en train d'être formés pour se spécialiser dans la multiplication des semences de paddy de base et commerciales.

103. Néanmoins, les difficultés d'accès au crédit intrants en général et aux engrais chimiques en particulier ne permettent pas de valoriser de façon optimale les investissements mis en place dans les marais et sur les BV. La structuration des coopératives ne prend pas souvent en compte l'ensemble des exploitants d'un marais et cette situation devra être rapidement redressée et l'approche de ciblage est peu appropriée.

104. La pérennisation des SFC ne sera possible qu'avec un appui financier de la part du gouvernement sous forme de subvention. Par ailleurs, les certificats fonciers devraient être valorisés et acceptés par toutes les IMF comme garantie pour l'octroi des crédits.

105. Le fonctionnement de la CSCB doit être consolidée par la sensibilisation des membres permanents des CDC et CCDC.

G. Autres

106. Un CD et une brochure en français et en kirundi sur les cas de succès du projet a été produit par la radiotélévision nationale (RTNB). Le CD n'est pas encore diffusé. Par ailleurs, la couverture médiatique a été assurée pour certains événements propres au projet comme les descentes des autorités du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, des parlementaires et du comité technique dans les exploitations des bénéficiaires du projet.

107. Le problème majeur de difficulté d'écoulement du lait dans certaines zones est lié pour partie à une mauvaise information des industriels sur la distribution du potentiel laitier d'une part, sur la qualité des équipements de sécurisation du produit en tank réfrigéré d'autre part et sur les perspectives de consolidation, harmonisation des actions de ce secteur entre l'ensemble des projets du FIDA mais aussi sur la faible compétitivité du lait conservé dans les CCL à cause des coûts élevés du transport et de la réfrigération.

108. La gestion du projet est satisfaisante. Cependant, le reliquat des ressources financières dont dispose le projet ne lui permettront pas de poursuivre la mise en œuvre des activités au-delà du 31 décembre 2015. L'aboutissement et la mobilisation du financement additionnel promis par le FIDA débloqueront la situation. Par ailleurs, les décaissements sont déjà dépassés pour certaines catégories et il est urgent pour le Gouvernement et le projet d'établir et d'introduire auprès du FIDA une demande de réallocation des fonds.

H. Conclusion

109. Le FIDA et le Gouvernement du Burundi entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PAIVA-B et notes attribuées

Basic Facts

Country	Burundi	Project ID	1469	Loan/DSF Grant No.	8031
Project	Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project			Top-up Loan/DSF Grant	
Date of Update	November 2013				
Supervising Inst.	IFAD/IFAD				
No. of Supervisions	3	No. of Implementation Support/Follow-up missions	0		
Last Supervision	November 2013	Last Implementation Support/Follow-up mission			

					USD million	Disb. rate %
Approval	30-Apr-2009			Total financing	28.809	
Agreement	14-May-2009	Effectiveness lag	2.7	IFAD Total	13.58	70,5
Entry into force	21-Jul-2009	PAR value		IFAD loan		
First disbursement	17-Dec-2009			DSF grant	13.58	70,5
MTR		Last amendment		IFAD grant		
Original completion	30-Sep-2017	Last audit	Juin 2014	Domestic Total	4.80	
Current completion	30-Sep-2017			Beneficiaries	1.40	106
Original closing	31-Mar-2018			Government (National)	3.40	18,5
Current closing	31-Mar-2018			External Cofinancing Total	12.75	
No. of extensions	0			European Union	5.6	100
				To be determined	2.50	0
				WFP	4.65	31.4
				Total Disbursement rate		65,5

Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	4	5	1. Quality of project management	4	4

2. Acceptable disbursement rate	4	4	2. Performance of M&E	5	5
3. Counterpart funds	3	3	3. Coherence between AWPB & implementation	4	4
4. Compliance with financing covenants	5	5	4. Gender focus	5	5
5. Compliance with procurement	4	5	5. Poverty focus	5	5
6. Quality and timeliness of audits	4	5	6. Effectiveness of targeting approach	4	4
			7. Innovation and learning	4	4
			8. Climate and environment focus	4	4

B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Strengthen and protect of productive capital	5	5	1. Institution building (organizations, etc.)	4	4
2. Support to ag. production and infrast. development	3	3	2. Empowerment	4	4
3. Coordination and implementation	4	4	3. Quality of beneficiary participation	5	5
			4. Responsiveness of service providers	4	4
			5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
			6. Potential for scaling up and replication	5	5

B.5 Justification of ratings

B1. La gestion financière est saine et transparente. La mission confirme l'absence de risques majeurs et la bonne qualité de la gestion financière du projet. Le taux de décaissement global du projet est 67%, toutes sources de financement confondues, et de 81,2%, engagements compris. Les fonds de contrepartie décaissés restent faibles (18,5% pour toute la période) par rapport aux prévisions initiales. La plupart des marchés prévus dans le Plan de passation de marché du projet ont été lancés et respectent le planning prévu et les procédures en vigueur (procédures de consultation, avis de non objection). Cependant l'élaboration des DRF n'est pas encore automatique, elle est effectuée manuellement sur le tableur Excel. Le manuel d'exécution du projet est disponible, mais doit faire l'objet de mise à jour pour répondre aux besoins du projet. Le rapport d'audit du projet pour l'année 2013 a été remis dans les délais et l'opinion de l'auditeur sur les états financiers du projet est favorable.

B2. La mise en œuvre des activités est dans l'ensemble satisfaisante. Les activités relatives à la composante 1 (aménagement des infrastructures hydro-agricoles, semences et plants, CSCB, champs écoles fermiers, etc.) ont bien progressé. Des retards ont été pris dans l'exécution de certaines autres activités, surtout celles en direction des coopératives. Les réalisations du PTBA 2014 se situent à 58,8%, si on n'y ajoute les engagements, il serait de 81,2%. Ce taux est jugé satisfaisant. Les objectifs sont atteints pour la plupart des activités sauf celles qui concernent la sensibilisation et la structuration des coopératives. La question de l'équité homme-femme est toujours prise en compte, les activités de lutte contre la pauvreté répondent aux besoins des groupes cibles, le ciblage est bien fait même si les critères de ciblage des ménages bénéficiaires de bovins méritent d'être complétés et affinés notamment par rapport à l'alimentation du bétail pendant la saison sèche. Quelques activités du projet constituent plutôt des adaptations que des innovations (kitchen garden, SRI, planage des parcelles de marais). Les actions de protection des bassins versants contribuent à l'adaptation au changement climatique.

B3. La mise en œuvre des composantes 1 et 3 est satisfaisante. Néanmoins, la composante 2 n'a pas beaucoup progressé par rapport à la précédente notation. En effet, le responsable de la composante a été indisponible et le prestataire en charge de la valorisation agricole n'a pas beaucoup aidé les coopératives à offrir beaucoup de services à leurs membres qui, de ce fait, restent peu nombreux.

B4. Durabilité: les notes précédemment attribuées sont maintenues. Les organisations des producteurs sont en place et fonctionnelles mais ont encore des difficultés d'accès aux financements octroyés par des IMF ou par le système bancaire. Les populations sont impliquées dans la prise de décision et la participation des bénéficiaires dépasse de loin les attentes. Les services rendus par les prestataires de services sont généralement bien appréciés même si la question du financement n'a pas encore trouvé de solution adéquate. La stratégie de désengagement nécessite encore d'être davantage affinée et partagée avec les structures communautaires, les services techniques et l'administration locale. Le projet dispose d'un potentiel de mise à échelle ou reproduction surtout en ce qui concerne la production des semences de base et commerciales de riz sous l'encadrement technique de l'ISABU.

Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	4	4
C.2 Food security	5	5
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	4	4
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	4	4
<p>La gestion financière du projet est efficiente, efficace et transparente. Le revue des ECD n'a pas révélé d'anomalies significatives. Les accords de financement sont biens respectés. Le taux de décaissement du financement FIDA est de 70,5% et le décaissement global, toutes sources de financement confondues, est de 67%. Le décaissement au niveau de certaines catégories (catégorie 2 de 117%, la catégorie 9a de 106 % et catégorie 9b de 133%) est très important et a entraîné un dépassement. Il y a un risque de dérapages dans le décaissement des catégories IIa " Matériel et équipements", IXa " Salaires et indemnités" et IXb " Entretien et fonctionnement" Pour remédier à cela, il est nécessaire de procéder une réallocation des fonds pour répondre au besoins du projet. Les fonds disponibles pour la suite du projet correspondraient juste à consolider les acquis dans le PTBA 2015-2016. Les fonds additionnels du FIDA constituent un élément déterminant pour la poursuite des réalisations du projet.</p> <p>Le projet a généré des améliorations de la sécurité alimentaire des ruraux pauvres (femmes et hommes); la plupart des objectifs ont été atteints. La mise en œuvre est légèrement en deçà des attentes. Au rythme actuel, on peut prévoir que le projet atteindra environ 70% des principaux produits escomptés pour certaines composantes (1 et 3) mais pas toutes (2).</p>		
C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	4
<p>Rationale for development objectives rating</p> <p>The project is fairly well run and project coordination is satisfactory. The project performance is satisfactory with higher likelihood of achieving its development objectives.</p>		

C Risks Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	Pas de risques fiduciaires majeurs. Les dépassements des décaissements sur les catégories IIa " Matériel et équipements", IXa " Salaires et indemnités" et IXb " Entretien et fonctionnement" nécessitent une demande de réallocation des fonds.
Project implementation progress	Le risque majeur auquel des voies de solution sont en train d'être recherchées concerne l'insuffisance du financement des producteurs ou de leurs organisations. Les prestataires de services en charge de la structuration des producteurs et de leur organisation en coopératives vont renforcer leurs capacités et les mettre en relation avec les IMF ou le système bancaire en vue de solliciter les crédits intrants et commercial sans lesquels ils ne pourront ni intensifier la production agricole ni réussir les activités de transformation et de commercialisation.
Outputs and outcomes	
Sustainability	Le changement tous les 5 ans, suite aux élections politiques, d'une proportion importante des responsables des structures communautaires, des services techniques et de l'administration locale nécessite des mesures d'accompagnement (sensibilisation, formation) pour que les nouveaux responsables soient au courant des activités des projets, s'en approprient en vue de leur pérennisation.

Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Implementation speed	Mettre en relation les AUM et les coopératives et les IMF en vue de la demande de crédits intrants et commercial	Janvier 2015	en cours de préparation
Aspects fiduciaires	Introduire une demande de réallocation des fonds	Janvier 2015	en cours de préparation
Mise en oeuvre	Finaliser le travail d'actualisation du manuel d'exécution du projet	immédiatement	
Top Up of PAIVAB	Mobiliser les fonds du financement additionnel du PAIVA-B en 2015	Juin 2015	

Additional observations

Le financement additionnel du PAIVA-B devrait être mobilisé en 2015 pour permettre au projet de poursuivre ses activités au de-là du 31 décembre 2015, d'étendre ses activités sur les deux dernières provinces de Bubanza et Karusi et de consolider les investissements réalisés dans les 4 provinces déjà touchées (Gitega et Karusi, Cibitoke et Kayanza).

Appendice 2: Cadre logique actualisé à la revue à mi-parcours (novembre 2013)

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin octobre 2014
<u>Impact</u>	Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention	Indicateur	
Composante 1	«Renforcement du capital productif»	0	
Résultat R1 de la Composante I de Niveau 2 (Outcomes)	R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues	0	
Résultat R1.1 (Produit/Output)	R1.1: Des AUM sont créées et capables de prendre durablement en charge l'entretien et la maintenance des ressources en eau et des terres (associations de type territorial)	Les AUM des anciens et nouveaux marais sont en place et opérationnelles	Les AUM des anciens marais sont opérationnelles, celles des nouveaux marais sont mises en place et le renforcement de leurs capacité est en cours
<u>Activité 1.1.1:</u>	A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais	6 AUM mises en place	100% réalisé
<u>Activité 1.1.2.:</u>	A1.1.2. Renforcement des capacités des membres des Comités de Gestion et d'entretien des marais	210 membres des comités de gestion et d'entretien formés,	100% réalisé
Résultat R1.2 (Produit/Output)	R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs	90% des parcelles des marais aménagés/réhabilités alimentées en eau, le réseau d'irrigation fonctionnel, 100% d'ouvrage en bon état	80% des parcelles des marais aménagés/réhabilités alimentées en eau, le réseau d'irrigation fonctionnel, 90% d'ouvrages en bon état
<u>Activité 1.2.1:</u>	A1.2.1. Aménager de nouveaux marais	239,4 Ha aménagés	100% réalisé
<u>Activité 1.2.2:</u>	A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais	135 Ha réhabilités	100% réalisé
<u>Activité 1.2.3:</u>	A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais	Le réseau d'irrigation et les ouvrages remis en état dans les anciens et nouveaux marais	L'activité est prévue en 2015
Résultat R1.3 (Produit/Output)	R1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés	La production agricole sur les BV et dans les marais est augmentée d'au moins 30% chez les bénéficiaires du projet	La production a augmenté et il sera organisé une enquête pour préciser le %

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin octobre 2014
<u>Activité 1.3.1:</u>	A.1.3.1. Cibler et préparer les bénéficiaires (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentées)	1 534 futurs bénéficiaires sont ciblés et préparés à la réception des bovins	1 534 bénéficiaires déjà ciblés et 604 préparés à la réception des bovins
<u>Activité 1.3.2.:</u>	A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaîne de solidarité	1 534 bovins sont importés et distribués dans la ZP et 1 534 conventions avec les bénéficiaires sont élaborées et signées	604 bovins sont importés et distribués dans la ZP et 604 conventions avec les bénéficiaires sont élaborées et signées. Le reste des bovins ont été commandés et seront distribués en décembre 2014
<u>Activité 1.3.3:</u>	A.1.3.3. Suivi de la chaîne de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)	Les membres des groupes d'élevage sont formés sur les techniques de gestion de la chaîne	39% des membres sont déjà formés
<u>Activité 1.3.4:</u>	A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)	Les cultures vivrières ciblées sont développées	-La culture de riz est développée dans Karusi et Gitega – le développement de cette culture vient de démarrer à Kayanza pour les marais qui viennent d'être aménagés/réhabilités - 13 640 rejets de bananiers ont été distribués et mis en place
Résultat R1.4 (Produit/Output)	R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable	Le rendement du riz est augmenté de 2 à 3 fois grâce au SRI par rapport à la situation de référence	Les rendements de riz sont multipliés par 3 dans Karusi et Gitega
<u>Activité 1.4.1:</u>	A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)	Au moins 80% des membres des AUM sont formés sur le SRI	L'activité est prévue l'année prochaine pour les marais de Kayanza qui viennent d'être aménagés/réhabilités
<u>Activité 1.4.2:</u>	A.1.5.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)	16 tonnes de semences de base et 24 tonnes de semences commerciales de riz sont produites	6,2 tonnes de semences de base sont produites et les semences commerciales de riz sont en cours de production sur 4 ha. La production attendue est de 16 tonnes
Composante 2	«Valorisation agricole et accès aux marchés»	0	
Résultat R2 de la Composante II de Niveau 2	R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée	0	

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin octobre 2014
(Outcomes)			
Résultat R2.1 (Produit/Output)	R.2.1. Des Coopératives mises en places sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits	100% des coopératives gérées par les membres élus et utilisant correctement les outils de gestion, le niveau de commercialisation des produits de qualité est accru de 30%	55% des coopératives (5/9) sont gérées par les membres élus et utilisant correctement les outils de gestion. L'accroissement du niveau de commercialisation des produits de qualité sera évalué par une enquête
<u>Activité 2.1.1:</u>	A.2.1.1. Les coopératives coordonnent le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres	9 coopératives fonctionnent comme des entreprises économiques et sont rentables	4 coopératives fonctionnent comme des entreprises économiques et sont rentables
<u>Activité 2.1.2.:</u>	A.2.1.2. Développer les Capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes)	Les organes des 9 coopératives ont des capacités requises pour la bonne gouvernance	Les organes des 5 coopératives ont des capacités requises pour la bonne gouvernance
<u>Activité 2.1.3:</u>	A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (ventes groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)	Au moins 80% des membres des 9 coopératives ont accès aux services de qualité	90% des membres de 5 coopératives ont accès aux services de qualité
<u>Activité 2.1.4:</u>	A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives	Un espace d'échange entre les coopératives et les autres OP est opérationnel et les recommandations sont prises en compte dans l'élaboration des politiques et programmes agricoles	5 coopératives sont déjà membres de la CAPAD qui est aussi membre de la FOPABU. Des fora provinciaux et nationaux sont organisés annuellement et les recommandations sont prises en compte dans l'élaboration des politiques agricoles
<u>Activité 2.1.5:</u>	A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)	Les infrastructures de stockage (magasins et aires de séchage) et de transformation des produits (3 décortiqueuses et 2 moulins) sont en place et bien gérées	Les infrastructures de stockage et de transformation (décortiqueuses) sont en place et bien gérées pour 4 coopératives.
Résultat R2.2 (Produit/Output)	R.2.2. les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garantie auprès des IMF	Au moins 80% des membres de coopératives et des groupes de caution solidaire ont bénéficié d'au moins deux séries de crédit suivant leurs besoins spécifiques	19% des membres (793/4260) des coopératives ont bénéficié d'une série de crédit en 2014

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin octobre 2014
<u>Activité 2.2.1.:</u>	A.2.2.1.-Faciliter l'accès des producteurs au financement	les producteurs membres des coopératives ont accès au financement pour les intrants agricoles, le warrantage et pour la transformation du riz paddy	les producteurs membres de 4 coopératives sur 9 ont accès au financement pour les intrants agricoles, le warrantage et pour la transformation du riz paddy
Composante 3	« Unité de facilitation et de coordination »	0	
Résultat R3 de la Composante III de Niveau 2 (Outcomes)	R3: Les capacités des Structures Locales sont renforcées et la Coordination du projet est performante	0	
Résultat R3.1 (Produit/Output)	R.3.1. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)	Des institutions locales (administrations provinciales, communales et collinaires, CDC, CCDC et autres associations collinaires) sont opérationnelles	Des institutions locales (administrations provinciales, communales et collinaires, CDC, CCDC et autres associations collinaires) sont opérationnelles
<u>Activité 3.1.1.:</u>	A.3.1.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)- ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet	Les capacités des CDC et CCDC ont été renforcées et sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet
<u>Activité 3.1.2.:</u>	A.3.1.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs, l'organisation et le suivi-évaluation de la chaîne de solidarité-ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de conduire les AG de ciblage, d'organiser, suivre et évaluer la chaîne de solidarité communautaire	Les CDC et CCDC sont capables de conduire les AG de ciblage, d'organiser, suivre et évaluer la chaîne de solidarité communautaire
<u>Activité 3.1.3.:</u>	A.3.1.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaire	Les capacités des relais techniques, autorités locales et CDC sont renforcées sur le ciblage des bénéficiaires et le suivi conseil	Les capacités des relais techniques, autorités locales et CDC ont été renforcées sur le ciblage des bénéficiaires et le suivi conseil
<u>Activité 3.1.4.:</u>	A.3.1.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)	une synergie est créée entre les différents acteurs du projet et avec les autres projets FIDA, les innovations et les meilleures pratiques sont documentées et capitalisées	1 atelier a été organisé pour renforcer la synergie des acteurs. La documentation des innovations et meilleures pratiques est en cours
<u>Activité 3.1.5.:</u>	A.3.1.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC	0	

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin octobre 2014
Résultat R3.2 (Produit/Output)	R.3.2. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers	réduction d'au moins 30% des conflits liés à la terre, au moins 50% des ménages en possession des certificats fonciers accèdent au crédit	Les conflits ont diminué et les crédits sont obtenus en hypothéquant les certificats fonciers. Les données précises seront produites par une enquête
<u>Activité 3.2.1:</u>	A.3.2.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)	l'équipement adéquat et moyen de transport est disponible	l'équipement adéquat et moyen de transport est disponible pour les 7 services fonciers
<u>Activité 3.2.2</u>	A.3.2.3. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)	Les services des guichets fonciers sont de qualité	Les services des guichets fonciers sont de qualité pour 5 guichets sur 7
Résultat R3.3 (Produit/Output)	R.3.3. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier	La gestion de projet est bien menée	
<u>Activité 3.3.1:</u>	A.3.3.1. Payer les Salaires et les indemnités dans les délais impartis et conformément aux règlements nationaux et internationaux	les salaires et indemnités sont payés dans le respect des délais et règlement	Réalisé progressivement
<u>Activité 3.3.2:</u>	A.3.3.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, S et E, Administration, Archives)	le personnel est formé	La formation a déjà eu lieu pour le personnel du service financier
<u>Activité 3.3.3</u>	A.3.3.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences	des ateliers d'échange sont organisés	Les ateliers sont organisés comme prévu dans le PTBA
<u>Activité 3.3.4:</u>	A.3.3.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres	Le plan d'approvisionnement est en place et respecté	L'approvisionnement est assuré régulièrement
<u>Activité 3.3.5:</u>	A.3.3.5. Elaborer des Rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)	Les rapports sont produits à temps	Les rapports sont produits à temps
<u>Activité 3.3.6:</u>	A.3.3.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)	Des services spécialisés sont recrutés dans les délais	Des services spécialisés sont recrutés

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin octobre 2014
<u>Activité 3.3.7:</u>	A.3.3.7. Collecter les données et transmettre les informations de manière pertinente, performante et dans les délais	les données de qualité sont disponibles dans les délais	Les données de qualité sont disponibles dans les délais
<u>Activité 3.3.8:</u>	A.3.3.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaires, états d'avancement)	les rapports techniques et budgétaires, l'état d'avancement sont disponibles dans les délais	Les rapports sont disponibles dans les délais
<u>Activité 3.3.9:</u>	A.3.3.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)	Plan d'exécution est disponible et mis en œuvre	Le PTBA 2014 a été élaboré
<u>Activité 3.3.10:</u>	A.3.3.10. Le coordonateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernées (CP), les IFI et autres partenaires	Bonne collaboration avec les différents intervenants	La collaboration est bonne avec les différents intervenants
Résultat R3.4 (Produit/Output)	R.3.4 La Clôture du projet est assurée en conformité avec les dispositions de l'accord de don	L'accord de don est respecté	
<u>Activité 3.4.1:</u>	A.3.4.1. Etablir un plan de clôture pour la coordination et les services administratif et financiers	0	
<u>Activité 3.4.2.:</u>	A.3.4.2. Préparer et organiser le Transfert des activités de terrain aux bénéficiaires, Coopératives, Associations, IMF, services publics et administrations locales (implication immédiate de ces structures et renforcer leurs capacités- assurer la durabilité des réalisations du projet	un plan de transfert est en place et est mis en œuvre	Le transfert de certaines activités a été faite pour les provinces de Karusi et Gitega (zone pilote)
<u>Activité 3.4.3:</u>	A.3.4.3. Elaborer le rapport final d'achèvement du projet	Un rapport d'achèvement est produit	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.4:</u>	A.3.4.4. Etude d'évaluation finale et d'impact du projet	Un rapport d'étude est disponible	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.5:</u>	A.3.4.5. Mettre en œuvre le plan de démobilisation du personnel	un plan de démobilisation du personnel est en place et bien exécuté	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.6:</u>	A.3.4.6. Assurer l'audit des 6 derniers mois	rapport d'audit disponible	A réaliser vers la clôture du projet

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin octobre 2014
<u>Activité 3.4.7:</u>	A.3.4.7. Transférer des actifs du projet aux institutions et/ou projets concerné(e)s	le rapport de transfert est produit	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.8:</u>	A.3.4.8. capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication	le support de communication est produit	Les supports de communication sont produits et d'autres le seront vers la clôture du projet

Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

TABLEAU DE BORD A FIN OCTOBRE 2014										
Code Analytique	Numéro	Libellé	Unité	Réalisations physiques			Réalisations financières			Observations
				Qté prévue PTBA 2014	Qté réalisée	Taux de réalisation(%)	Coût total 10³ FBU TC prévu PTBA 2014	Coût total 10³ FBU TC réalisation + engagement	Taux de réalisation(%)	
	Composante 1: "Renforcement et protection du capital productif"									
	R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues									
	R1.1: Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement des ressources en eau et des terres (associations de type territorial)									
1112	A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais									
111201	1.1.1.1	MARP de mise en place des comités de suivi (35 bénéficiaires par marais pour 2 jours)	sessions	6	6	100	2 352	1 795	76,3	
111202	1.1.1.2	Formation sur l'approche projet	sessions	6	6	100	2 352	2 100	89,3	
111203	1.1.1.3	Formation des comités de suivi (35 bénéficiaires par marais pdt 3 jours)*	sessions	6	6	100	3 528	2 643	74,9	
	Sous-total Création de comités d'AUM						8 232	6 538	79,4	
1113	A1.1.2.Renforcement des capacités des membres des Comité de Gestion et d'entretien des marais									
111301	1.1.2.1	Formation des relais sur le planage (4 relais par périmètre pdt 3 jours)*	nbre	14	14	100	941	840	89,3	
111302	1.1.2.2	Encadrement du planage et de la mise en place des diguettes (pour 3 jours par relais)*	séances	2	1	50	1 568	1 400	89,3	
111303	1.1.2.3	Formation des encadreurs sur le SRI (pr 50 personnes pour 2 jours)*	nbre	35	0	0,0	2 195	0	0,0	Des séances de sensibilisation ont été organisées dans les marais nouvellement aménagés. Une formation proprement dite sera organisée dans le cadre de l'intensification agricole pour la mise en valeur des marais.
111304	1.1.2.4	Recyclage des relais d'anciens marais sur le SRI (pr 50 personnes pour 2 jours)*	nbre	35	0	0,0	1 646	0	0,0	
	Sous-total Renforceme nt de capacités d'AUM						6 350	2 240	35,3	
	Sous-total R.1.1.						14 582	8 778	60,2	
	R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs									
1102	A1.2.1. Aménager de nouveaux marais									
110201	1.2.1.1	Etude pour les nouveaux marais dans Kayanza	ha	500	452,71	90,5	179 377	179 223	99,9	
110217	1.2.1.2	Contrôle et surveillance travaux de marais	U	1	1	100,0	16 000	16 155	101,0	

		Exécution des travaux								
110212	1.2.1.3	Aménagement du marais de Nyarubanda amont (Kay)*	ha	57	57	100,0	156 783	153 043	97,6	
110213	1.2.1.4	Aménagement du marais de Nzarazangwe (Kay)*	ha	43	43	100,0	195 705	170 816	87,3	
110214	1.2.1.5	Aménagement du marais de Kinyamaganga (Kay)*	ha	72,4	72,4	100,0	266 735	250 437	93,9	
110215	1.2.1.6	Aménagement du marais de Mabumba (Kay)*	ha	33	33	100,0	84 684	88 604	104,6	
110216	1.2.1.7	Aménagement du marais de Nyamwondo (Kay)*	ha	34	34	100,0	110 238	135 092	122,5	
111103	1.2.1.8	Equipements pour travaux de réhabilitation marais	FF	1	1	100,0	16 656	14 116	84,7	
	Sous total Exécution travaux						830 803	1 007 485	121,3	
-	Supervision GR du programme (50%UFCN+50%UFCO+100%UFC)									
111002	1.2.1.9	Suivi et supervision des travaux par le responsable composante (mise en œuvre)	U	12	10	83,3	90 000	77 441	54,7	
111002	1.2.1.10	Salaire chef de composante	U	12	10	83,3	51 623			
	Sous total Supervision						141 623	77 441	54,7	
111204	1.2.1.11	Planification stratégique et annuelle des marais (35 bénéficiaires par marais pdt 5 jours)*	nbre	6	6	100,0	5 880,00	5 250	89,3	
110205	1.2.1.12	Contribution des bénéficiaires	h/j	7500			9 750,00	0	0,0	Sera calculée avec la mise en valeur des marais lorsque les bénéficiaires mettront en place les diguettes
	Sous-total 1.2.1.						1 183 432,74	1 090 176	92,1	
1101	A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais									
110112	1.2.2.1	Contrôle et surveillance travaux de marais	U	1	1	100,0	5 880	4 636	78,8	
110116	1.2.2.2	Réhabilitation du marais de Nyarubanda aval (Kayanza)*	ha	135	135	100,0	243 198	250 290	102,9	
111003	1.2.2.3	Suivi et supervision des réalisations techniques par le projet 50% salaire S&Eet son assistant	U	12	10	83,3	31 434	38 473	85,7	
111003	1.2.2.4	Suivi et supervision des réalisations techniques par le projet (perdiem 1 dep par mois)	U	12	10	83,3	13 472			
110107	1.2.2.5	Contribution des bénéficiaires	h/j	4500		0,0	4 500	0		
111103	1.2.2.6	Equipements pour travaux d'aménagement d'anciens marais	FF	1	1	100,0	16 656	14 116	84,7	
	Sous-total 1.2.2.						315 141	307 515	97,6	
1111	A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais									
		Travaux de Consolidation des canaux principaux (12%) dans les marais et ouvrage 3,9%+ 2 Aires de séchage à réhabiliter								
111103	1.2.3.1	Travaux de Consolidation des canaux principaux	mètre	0	0		0	0	0	Travaux prévus en 2015
110313	1.2.3.2	Construction / Réfection des Aires de séchage *	nbre	3	0	0,0	30 156	45 884	152,2	Marché déjà attribué
111101	1.2.3.3	Etude pour la mise en place d'un système de redevance efficace et durable	U	0	0		0	0		Etude similaire a été commanditée par le PRODEMA de la Banque Mondiale , le Projet va exploiter les résultats de l'étude

111102	1.2.3.4	Formation des comités AUM sur la gestion de l'eau , l'entretien et la maintenance (35 bénéficiaires par marais pdt 5jours)*	nbre	6	6	100,0	2 352	3 571	151,8	
	Sous-total 1.2.3.						32 508	49 455	152,1	
	Sous-total R.1.2.						1 531 082	1 447 146	94,5	
R.1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés										
1203	A.1.3.1. CSB: Cibler et préparer les bénéficiaires de bovins (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentées)									
120309	1.3.1.1	Ciblage (ACORD) et validation des bénéficiaires	session	3	3	100,0	35 001	32 780	93,7	1539 futurs bénéf ont été ciblés, dont 1425 pour les génisses et 114 pour les TG
120316	1.3.1.2	Formation de pré-réception (incluant 11 livrets par package de 10 génisses et 1 taureau) *	session	168	168	100,0	55 883	16 730	29,9	Le 1er groupe de 604 bénéf (584 génisses + 20 TG) a été déjà formé, le 2ème groupe de 935 bénéf sera formé en Déc 14
Acquisition de matériel (semences Mucuna 1kg, boutures 4000, plants Calliandra1500, ciments 6 sacs)										
120303	1.3.1.3	Acquisition de semences de mucuna (1kg par bénéficiaire)	lot	1539	584	37,9	8 541	288 367	83,1	Déjà fait pour le 1er groupe de 604 bénéficiaires. Le dossier suit son cours normal pour le 2ème lot de 935 bovins qui seront distribués au cours de Nov-déc
120303	1.3.1.4	Acquisition de boutures de graminées (4000 par bénéficiaire)	lot	1539	584	37,9	76 950			
120303	1.3.1.5	Acquisition de ciment (6 sacs par bénéficiaire)	lot	1539	584	37,9	348 676			
120303	1.3.1.6	Production des plants d'embocagement et Reforestation	nbre	3 447 208	1 658 846	48,1	75 000	35 728	47,6	Diffusion de 497 205 plants de calliandra pour le 1er groupe de 604 bénéf de bovins (les autres plants sont pour la reforestation), D'autres plants de calliandra pour le 2ème groupe de 935 futurs bénéf sont en cours de production
120332	1.3.1.7	Contribution des bénéficiaires	hj	10000			30 000	0	0	A calculer pour la main d'œuvre construction des étables ,apport des matériaux, production de plants
	Sous total Acquisition matériel						539 167	324 095	60,1	
120301	1.3.1.8	Missions de Sélection et réception des Bovins	p/jour	72			49 825	15 490	31,1	Une mission pour la sélection du prochain lot est prévue en décembre 2014
	Sous total 1.3.1.						679 876	339 586	49,9	La construction des étables, la distribution du matériel végétal et les formations vont continuer pour le lot qui sera réceptionné prochainement
A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaine de solidarité										
Achat de cheptel Bovin (1 taureau par 10 génisses) avec Kits										
120305	1.3.2.1	Achat de génisses par lot de 11*	nbre	1425	1425	100,0	2 010 657	2 314 366	107,5	Le marché est subdivisé en 2 lots: le 1er est de 584 bovins déjà distribué en

										janvier 2014, le 2ème est de 841 et sera distribué fin Nov et début Déc 14
120305	1.3.2.2	Achat de taureaux par lot de 11 (+ Report de fonds engagés et non dépensés en 2013)*	nbre	114	114	100,0	141 561			Le 1er lot a été de 20 TG distribué en janvier et le 2ème lot de 94 TG sera distribué en Nov-Déc 14
120322	1.3.2.3	Kits d'accompagnement bovins y compris pompe d'aspersion	nbre	1539	1539	100,0	104 987	96 072	91,5	Idem que bovins
120328	1.3.2.4	Visites d'échanges pour les bénéficiaires de bovins	hj	0			0			Idem que bovins
120326	1.3.2.5	Elaboration de conventions avec les bénéficiaires (3 copies/bénéf)	unités	12684	12684	100,0	37 671	5 421	14,4	Idem que bovins. Toutefois, pour le 2ème groupe de bénéf, le projet de convention a été déjà discuté et accepté (en préparation à la réception des bovins)
	Sous-total 1.3.2.						2 294 877	2 415 858	105,3	
A.1.3.3. Suivi de la chaîne de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)										
1204		Champs Ecole Elevage (1FFS= 30 bénéficiaires) pour 3226 bénéf directs (1200+1200+826)								
120403	1.3.3.1	Frais de formation des facilitateurs externes et internes pour les nouveaux CEP/Elevage *	séance	1	1	100,0	14 987	10 033	66,9	15 facilitateurs recrutés et déjà formés pour mettre en place les 29 CEP
120402	1.3.3.2	Acquisition du matériel didactique des CEP	nbre CEP	29	29	100,0	5 675	4 169	73,5	Pour les 29 CEP prévus
120402	1.3.3.3	Fonds d'appui/subvention aux FFS Elevage*	nbre CEP	29	0	0,0	23 200	0	0,0	Le déblocage des fonds sera fait après le cycle d'apprentissage pour commencer les AGRs
120401	1.3.3.4	Paiement des primes des animateurs des CEP	séance	1508	0	0,0	12 064	85	0,4	Frais liés à l'identification des facilitateurs seulement. Le démarrage des activités n'est pas encore effectif
120401	1.3.3.5	Frais de mission expert PARSE pour le suivi des FFS (5 nuitées par mois)	nuitées	26	0	0,0	1 504			
120401	1.3.3.6	Carburant pour le suivi des FFS (80 litres par mois)	litres	960	0	0,0	2 400			
120401	1.3.3.7	Missions d'appui des FFS (1 mission par DPAAE par an)	missions	4	0	0,0	4 000			
	Sous total Mise en place CEP Elevage				0		63 830	14 287	22,4	
120404	1.3.3.8	Visites d'échanges CEP/Elevage (3 bénéficiaires par CEP pour 3 jours)	FF	84		0,0	10 441	0	0,0	Elles seront organisées après le démarrage des activités
120330	1.3.3.9	Etude du système d'alimentation de l'élevage bovin et des performances techniques	étude	1	0	0,0	99 120	0	0,0	Les TDRs sont en cours d'analyse au projet et à la représentation du FIDA
		Suivi de la chaîne de solidarité bovine et caprine (incl. Transport) par colline PARSE +ACSA+DPA responsable élevage provinciaux+ entretien véhicule PARSE, prime et carburant DPAAE+ Technicien s vétérinaires+ expert PARSE+2 experts de zones de concentration = Convention PARSE pour le suivi de la CSB = Convention PARSE								
120309	1.3.3.10	Primes des ACSA de Gitega, Karusi, Kayanza et Cibitoke)	FF/mois	12	6	50,0	15 456	79 208	39,3	Le contrat est en cours de signature en attendant l'harmonisation des coûts au sein des projets et programme FIDA
120309	1.3.3.11	Primes des TVC	FF/mois	12	6	50,0	6 030			
120309	1.3.3.12	Primes des REP et Directeurs DPAAE	FF/mois	12	6	50,0	11 970			
120309	1.3.3.13	Salaires de l'Expert du PARSE	FF/mois	12	6	50,0	36 000			
120309	1.3.3.14	Salaire et indemnités de l'Expert Vétérinaire chargé des CEP/Elevage	hmois	12	6	50,0	36 000			

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

120309	1.3.3.15	Location Véhicule pour l'Expert Vétérinaire chargé des CEP/Elevage	mois	2	1	50,0	1 680			
120309	1.3.3.16	Carburant Véhicule Expert Vétérinaire CEP/Elevage (80L/semaine x 2 semaines/mois x 12 mois)	l/mois	500	250	50,0	1 250			
120309	1.3.3.17	Frais de mission de l'Expert Vétérinaire CEP/Elevage (5 nuitées/semaine x 2 semaines/mois x 12 mois)	nuitée	120	40	33,3	6 600			
120309	1.3.3.18	Salaire d'un chauffeur de l'Expert du PARSE/PAIVA-B	ff/mois	12	10	83,3	8 400			
120309	1.3.3.19	Frais de mission du Coordonnateur du PARSE (1 mission de 1 nuitée par province par mois)	nuitées par mois	0	0		0			
120309	1.3.3.20	Frais de mission de l'Expert du PARSE pour le suivi des activités (1 mission de 3 nuitées chacune par mois par province)		144	120	83,3	7 920			
120309	1.3.3.21	Frais de mission du chauffeur du coordonnateur		48	0	0,0	1 680			
120309	1.3.3.22	Carburant pour le Coordonnateur lors de ses descentes (60 l par mission)	litre	0	0		0			
120309	1.3.3.23	Carburant pour l'Expert du PARSE lors de ses descentes(80l par mission pour 4 missions par mois)	Litre	960	800	83,3	2 122			
120309	1.3.3.24	Carburant pour le REP (200 l par mois)	Litre	4173,5	1391	33,3	9 223			
120309	1.3.3.25	Carburant pour les TVC (20 l par mois)	Litre	960	320	33,3	2 160			
120309	1.3.3.26	Location motos pour les TVC de Bugenyuzi et Mutaho	Moto	3	1	33,3	7 200			
120309	1.3.3.27	Réparation et entretien motos pour TVC des 8 communes	FF/an	1	1	100,0	8 000			
120309	1.3.3.28	Carburant pour le déplacement de l'Expert du PARSE(20 l par semaine)	Litre	120	100	83,3	265			
120309	1.3.3.29	Appui au suivi du cheptel et de la CSCB	FF/an	1	1	100,0	28 525			
120309	1.3.3.30	Assurance véhicules de DPAAE	FF/an	2	0	0,0	5 000			
120309	1.3.3.31	Entretien et réparation des véhicules de DPAAE	FF/an	0	0		0			
120309	1.3.3.32	Entretien et réparation du véhicule de l'Expert du PARSE	FF/an	1	1	100,0	4 600			
120309	1.3.3.33	Equipement bureautique	FF/an	1	1	100,0	700			
120309	1.3.3.34	Communication	FF/mois	12	10	83,3	720			
	Sous total Suivi CSCB						201 502	79 208	39,3	
	Sous-total 1.3.3.						374 893	93 495	24,9	
1206	A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)									
120601	1.3.4.1	Formation des producteurs au compostage à l'air libre et aux techniques d'intégration agro-sylvo-pastorales (25 personnes par BV pour 30 BV pour 2 jours)+1 contrat de prestation ISABU*	session	1	1	100,0	52 000	51 054	98,2	538 bénéficiaires de bovins formés, dont 175 femmes, avec 68 composts déjà mis en place et 144 en cours d'assemblage des matériaux
120602	1.3.4.2	Achat et distribution des rejets de bananier (cuire et fruit) (15 rejets par personne par année pour 25 bénéficiaire par BV pour 30 BV sur 9 communes)*	nbre de rejets	22500	13640	60,6	69 300	34 034	49,1	13640 rejets distribués au cours de la saison 2014 B et 11 250 rejets en cours d'acquisition pour distribution au cours de la saison 2015A

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

		Encadrement technique des BV Prestation de services (4 techniciens ACORD sur les 8 du BV+50% chef d'Equipe+ 25% Chef de prestation DC) 1 descente par 2 semaines (25% Chef Prestataire+50% Chef Equipe+400% Tech)+imprévu 100\$ = 50% Convention ACORD/BV									
120206	1.3.4.3	Responsable de la Composante DC (25% du temps)	h/mois	4	3	83,3	12 915	267 199	75,5	Les dépenses sont consécutives au renouvellement de la convention avec ACORD pour l'exercice 2014	
120206	1.3.4.4	Chef d'Equipe ACORD (50% du temps pour 2 unités)	h/mois	12	10	83,3	16 644				
120206	1.3.4.5	Techniciens BV (100% pour 6 unités sur les 8)	h/mois	72	60	83,3	54 158				
	1.3.4.6	Chauffeurs (2) pour 50%	h/mois	12	10	83,3	6 600				
120206	1.3.4.7	Entretien et Fonctionnement véhicules Responsable DC (25% du coût total)	nbre	0,25	0,21	83,3	2 762				
120206	1.3.4.8	Entretien et Fonctionnement Véhicules Chefs d'Equipe (50% du coût total)	nbre	1	0,83	83,3	13 291				
120206	1.3.4.9	Assurance véhicules affectés à ACORD	nbre	1,25	1,04	83,3	2 906				
120206	1.3.4.10	Fonctionnement motos pour Techniciens BV	nbre	6	5,00	83,3	8 022				
120206	1.3.4.11	Assurance motos affectées aux techniciens marais/ACORD	nbre	6	5,00	83,3	3 549				
120206	1.3.4.12	Frais de mission + carburant pour RDC+2 Chefs d'Equipe + 4 techniciens BV)	FF	1	1	100,0	45 753				
	Sous total Encadrement technique BV						166 600				
		Coordination et suivi des activités de la sous composante intensification (50% du temps du responsable Prod+50% perdiems)-salaires et indemnités du Responsable de la Sous-composante Production									
120110	1.3.4.13	Salaire Responsable sous composante	h/mois	12	10	83,3	51 623	50 788	87,1		
120110	1.3.4.14	Frais de mission	FF	1	1	100,0	6 720				
	Sous total Coordination et suivi actions IA						58 343	50 788	87,1		
1207	1.3.4.15	Aménagement des BV (antiérosif)									
120701	1.3.4.16	Aménagement des BV (antiérosif) par le gouvernement	ff	1	0	0,0	0				
120702	1.3.4.17	Aménagement des bassins versants avec le Food for work (Kay)*	ha	5000	4324,96	86,5	375 000	583 099	155,5	Au niveau budgétaire, il y a eu une sous estimation du budget dans le PTBA 2014 par rapport aux objectifs physiques	
120704	1.3.4.18	Aménagement des bassins versants avec le Fonds FIDA	ha	0	0		0	0			
120703	1.3.4.19	Contribution des bénéficiaires	FF	1	1	100,0	60 750		0,0	Sera calculée après la production et l'installation des plants car la campagne sylvicole continue	
120705	1.3.4.20	Elaboration du schéma d'aménagement de BV*	FF	1	1	100,0	5 290	5 290	100,0		Exécuté en 2013 mais une partie du paiement a été effectuée en 2014
	Sous total Aménagement BV						441 040	588 389	133,4		
		Coordination ACORD (Salaires et indemnités du Point focal ACORD 100%)									
120206	1.3.4.21	Salaire et Indemnités du PF	h/mois	4	2	50,0	9 000				Budget inclus dans l'activité 1.3.4.3.

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

120206	1.3.4.22	Chauffeur du point focal pour 100%	h/mois	12	10	83,3	9 768			ACORD a plutôt recruté un consultant à la place d'un point focal attiré
120206	1.3.4.23	Frais de mission du PF pour le suivi des activités de terrain (2 semaines/mois = 10 nuitées/mois x 12 mois)	nuitées	120	20	16,7	7 020			
120206	1.3.4.24	Carburant pour les missions de suivi des activités de terrain (80L/semaine x 2 semaines/mois x 12 mois)	litres	1920	320	16,7	4 800			
120206	1.3.4.25	Fourniture de bureau	lot	12	10	83,3	3 600			
120206	1.3.4.26	Entretien et Fonctionnement véhicules PF	nbre	1	1	100,0	11 049			
120206	1.3.4.27	Assurance Véhicules du PF ACORD	nbre	1	1	100,0	2 325			
	Sous total Coordination et suivi ACORD						47 562			
120206	1.3.4.28	Équipement matériel complémentaire ACORD 50% (bottines et imperméables pour les 14 techniciens)	lot	14	14	100,0	1 686			
	Sous-total 1.3.4.						836 530	991 464	118,5	
	Sous-total R.1.3.						4 186 176	3 840 403	91,7	
	R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable									
	A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)									
120109	1.4.1.1	Formation des producteurs sur le SRI (planage et diguettes pour un groupe de 20 personnes par marais par saison il y aura 25 marais)*	session	6	6	100,0	10 000	0	0	La formation a été organisée sous forme de campagnes de sensibilisation dans tous les marais aménagés/réhabilités au début de chaque saison rizicole
		Appui technique Volet CEP par un Consultant: Salaire et indemnités du Consultant CEP)								
120118	1.4.1.2	Salaire et Indemnités du Consultant CEP, IPR compris (2 500 000 + 15% IPR)	h/mois	12	10	83,3	38 400	30 332	79,0	Le contrat a été renouvelé pour tout l'exercice 2014
120118	1.4.1.3	Déplacements locaux du Consultant (30L d'essence/semaine x 2 semaines/mois x 12 mois)	litres	720	600	83,3	2 160			
	Sous total Appui technique CEP Vivriers						40 560	30 332	74,8	
		Encadrement Technique Marais par Prestataire ACORD: 6 techniciens ACORD sur les Marais+50% chef d'Equipe + 25% Resp DC) 1 descente par 2 semaines (25% Chef Prestataire+50% Chef Equipe+600% Tech) + imprévu 100\$ = 50% Convention ACORD/Marais								
120206	1.4.1.4	Responsable de la Composante DC (25% du temps)	h/mois	3	3	100,0	9 686			Budget inclus dans l'activité 1.3.4.3. Les dépenses sont consécutives au renouvellement de la convention avec ACORD pour l'exercice 2014
120206	1.4.1.5	Chef d'Equipe ACORD (50% du temps pour 2 unités)	h/mois	12	10	83,3	16 644			
120206	1.4.1.6	Techniciens BV/Colline (100% pour 6 unités sur les 14)	h/mois	72	60	83,3	54 158			
120206	1.4.1.7	Chauffeurs (2) pour 50%	h/mois	12	10	83,3	6 600			
120206	1.4.1.8	Entretien et Fonctionnement véhicules Responsable DC (25% du coût total)	nbre	0,25	0,25	100,0	2 762			
120206	1.4.1.9	Entretien et Fonctionnement Véhicules Chefs d'Equipe (50% du coût total)	nbre	1	1	100,0	13 291			

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

120206	1.4.1.10	Assurance véhicules affectés à ACORD (25% RDC+50% Chefs d'équipe)	nbre	1,25	1,25	100,0	2 906			
120206	1.4.1.11	Fonctionnement 6 motos pour les 6 Techniciens BV	nbre	6	5	83,3	8 022			
120206	1.4.1.12	Assurance 6 motos affectées aux 6 techniciens marais	nbre	6	5	83,3	3 549			
120206	1.4.1.13	Frais de mission + carburant pour RDC + 2 Chefs d'Equipe + 6 techniciens marais)	FF	1	1	100,0	20 325			
	Sous total Encadrement marais par ACORD						137 943			
Champs Ecole Paysans (1CEP= 30 bénéficiaires)										
120131	1.4.1.14	Fonds d'appui/subvention aux CEP (CEP Riz + CEP autres cultures)*	nbre CEP	83	30	36,1	66 400	12 037	18,1	Les fonds (50%) sont déjà débloqués pour un 1er lot de 30 CEP, un 2ème lot de 44 CEP va être servi au cours de Nov-Déc
120119	1.4.1.15	Frais de formation des anciens CEP Riz (14 CEP) sur l'évaluation (dernière session de formation)*	session	1	1	100,0	6 000	38 861	52,2	Réalisé au cours du 1er trimestre 2014
120119	1.4.1.16	Frais de formation des facilitateurs externes et internes pour les nouveaux CEP Riz*	nbre CEP	27	27	100,0	40 500			Réalisé au cours de la saison 2014C pour 22 CEP et 2015A pour 5 CEP
120119	1.4.1.17	Frais de formation des facilitateurs internes pour les 7 anciens CEP de 2014 sur l'évaluation (3ième et dernière session)*	nbre CEP	7	7	100,0	3 000			Réalisé au cours de la saison 2015A (Nov 2014), Ces CEP viennent de terminer tout le cycle d'apprentissage et sont entrain de constituer leurs dossiers de fonds de subvention
120119	1.4.1.18	Achat des intrants + fournitures pour les nouveaux CEP (semences, engrais, produits phytosanitaires, arrosoirs, pulvérisateurs, etc)	nbre CEP	27	27	100,0	13 500			Réalisé au cours de la saison 2014C pour 22 CEP et 2015A pour 5 CEP
120119	1.4.1.19	Frais de mission du Consultant pour le suivi des CEP	nuitées	120	100	83,3	6 600			Activité quotidienne du Consultant
120119	1.4.1.20	Carburant pour les missions de terrain pour le suivi des CEP	litres	1920	100	5,2	4 800			
120131	1.4.1.21	Formation des CEP sur la gestion des fonds de subvention (comptabilité simple: 83 CEP, 4 part par CEP, 5 gpes de 70 participants, 1 session de 3 jrs par grpe)*	session	5	5	100,0	30 000	0	0,0	La formation est programmée au début de Déce 2014
120119	1.4.1.22	Visite d'échange dans la sous-région	Visite	0			0		0,0	Annulée faute de partenaires dans les pays de la sous-région pour l'activité CEP
	Sous total Mise en place CEP Vivriers						170 800	50 898	29,8	
	Sous-total 1.4.1.						359 303	81 230	22,6	
A.1.4.2. Appui à la production de semences (contrat ISABU: formation, multiplication et suivi)										
120108	1.4.2.1.	Formation des groupements de multiplicateurs de	grpt	10	0	0,0	15 000	0	0	La formation est prévue au cours de

		semences: 1 grpt/marais pour 30 marais)*								Nov-Déc avec l'ISABU (le dossier de demande de fonds est en cours d'élaboration au niveau de l'ISABU) pour un groupe de 130 multiplicateurs, dont 52 femmes
120105	1.4.2.2.	Multiplication des semences de riz (base et commerciale) par l'ISABU sur 2 saison par année (14 tonnes semence produites)	convent°	12	10	83,3	30 000	18 198	60,7	6,2 tonnes de semences ont été produites au cours de la saison 2014A/B sur 2 ha (Rdt: 3t/ha). L'activité a continué au cours de la saison 2014C sur 4ha (conformément à la convention), la récolte est prévue au cours de Déc-Janv,
	Sous-total 1.4.2.						45 000	18 198	40,4	
	Sous-total R.1.4.						404 303	99 428	24,6	
R.1.5. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales , CDC, CCDC et autres associations collinaires)										
A.1.5.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)- ACORD										
111401	1.5.1.1	Formation des encadreurs sur tous les thèmes (pour 4 provinces pendant 5 jours)*	session	4	4	100,0	6 720	7 724	114,9	
111402	1.5.1.2	Indemnisation des formateurs (2 formateurs sur 9 comm) prestataires de service	jours	18	18	100,0	15 000	2 500	16,7	
111403	1.5.1.3	Formation des CDC en (package=1planification et IEC +1 suivi/supervision+1 audit et rapportage) pour (7 CDC+1 chef de colline pendant 3 jours)*	collines	61	75	123,0	24 906	21 350	85,7	
	Sous-total 1.5.1.						46 626	31 574	67,7	
A.1.5.2. Former les CDC dans la conduite des AG de ciblage participatifs l'organisation et le suivi-évaluation de la chaine de solidarité-ACORD										
111403	1.5.2.1	Formation et recyclage des CDC dans la conduite du ciblage, le suivi, la supervision et le conseil (5 personnes par colline pendant 4 jours)	collines	61	75	123,0	6 149	5 490	89,3	
111404	1.5.2.2	Visites d'échange au Burundi (pour 20 personnes+ 2 encadreurs)	Visite	1	0	0,0	5 152	490	9,5	Une visite a été effectuée, les autres sont en cours de préparation
111404	1.5.2.3	Visite d'échange au Rwanda (15 personnes et 5 encadreurs)	Visite	1	0	0,0	15 680	0	0,0	En cours de préparation
	Sous-total 1.5.2.						26 981	5 980	22,2	
A.1.5.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaires										
111401	1.5.3.1	Formation des services techniques et de l'adm.municipale dans la conduite du ciblage, la supervision et l'évaluation de la CSC (pour 9 communes pendant 2 jours)*	Atelier	5	5	100,0	4 340	4 340	100,0	
111401	1.5.3.2	Formation des ACSA et des moniteurs collinaires sur le suivi et le conseil (pour 2 moniteurs pendant 2 jours 61 collines)*	collines	61	75	123,0	2 050	1 830	89,3	
	Sous-total						6 390	6 170	96,6	

	1.5.3.									
	A1.5.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)									
120901	1.5.4.1	Ateliers d'échanges d'expérience PAIVA-B, ACORD, CAPAD, Administration et services techniques partenaires	Atelier	1	1	100,0	8 176	15 830	193,6	
120902	1.5.4.2	Planification annuelle et évaluation	Ateliers	3	0	0,0	15 000	17 939	119,6	
120903	1.5.4.3	Capitalisation et mise en synergie (PAIVA-B, PRODEFI, PARSE)	Ateliers	2	2	100,0	3 000	2 300	76,7	Un atelier a été financé par le PRODEFI
120904	1.5.4.4	Documentation des innovations et meilleures pratiques (Projets FIDA)	FF	1	0	0,0	15 000	0	0,0	Le document est en cours de préparation
	Sous-total 1.5.4.						41 176	36 069	87,6	
	A.1.5.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC									
121001	1.5.5.1	Alphabétisation des populations collinaires (100 alphabétiseurs)*	personnes	5520	2955	53,5	82 000	54 495	66,5	
121002	1.5.5.2	Animation des Groupes de caution solidaire *	collines	100	18	18,0	14 000	1 001	7,1	cette activité rentre dans les taches quotidiennes des animateurs de terrain et 121 GCS sont déjà constitués à Gitega et Cibitoke . les sensibilisations pour la constitutions des GSC continuent dans toute la zone d'intervention. Comme l'activité d'octroi de crédit, vient de démarrer avec la FENACOBU , à partir d'Octobre 2014,18 GCS de Gitega ont déjà bénéficié de crédits pour un montant total de 27 970 000 FBU
121003	1.5.5.3	Réduction de la pénibilité du travail de la femme (foyers améliorés, collecte des eaux de pluie, Kitchen garden) une action par colline	collines	0			0	0	0,0	activité reportée à 2015
121004	1.5.5.4	Sensibilisation, information, éducation, communication (IEC) des adultes à l'approche genre, préventions des conflits, code de la famille, etc. (104 collines)*	collines	100	100	100,0	19 590	14 986	76,5	activité continue et de routine pour les animateurs de terrain
	Sous-total 1.5.5.						96 000	70 482	73,4	
	Sous-total R.1.5						217 173	186 328	85,8	
	R.1.6. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers									
1109	A.1.6.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)									
		Équipement bureaux fonciers des 4 communes								
110911	1.6.1.1	Réhabilitation du bureau foncier Rang	FF	1	1	100,0	9 369	6 110	65,2	
110906	1.6.1.2	Équipement mobilier de nouveaux services fonciers	FF	2	2	100,0	3 068	3 224	105,1	
110906	1.6.1.3	Équipement mobilier anciens services fonciers	FF	5	5	100,0	1 770	0	0,0	
110907	1.6.1.4	Équipement matériel informatiques et accessoires	lot	4	4	100,0	7 080	11 328	160,0	
110926	1.6.1.5	Équipements registres, pré imprimés et autres	FF	1	1	100,0	5 900	2 437	41,3	

		fournitures								
110912	1.6.1.6	Equipement matériel topographique	lots	1	1	100,0	11 210	8 406	75,0	
110913	1.6.1.7	Achat motos pour nouveaux services fonciers	pièces	2	2	100,0	17 700	13 321	75,3	
110902	1.6.1.8	Réalisation des campagnes de sensibilisation de la population (formation des autorités communales chargées de piloter le processus, impression et multiplication des manuels, sensibilisation proprement dites)	session	60	50	83,3	5 100	5 744	112,6	La conduite des animations de campagnes de sensibilisation pour la sécurisation foncière dans les nouvelles communes: participants: 9 609 personnes dont 3 785 femmes
	Sous total Equipement bureaux SFC						61 197	50 570	82,6	
110927	1.6.1.9	Subventions au fonctionnement des 3 services fonciers	FF	3	3	100,0	23 520	38 215	75,3	Toutes les communes ont déjà reçu la première tranche de la subvention. Les pièces justificatives de l'utilisation de la première tranche sont encours de vérification pour octroyer la deuxième tranche.
110927	1.6.1.10	Subventions au fonctionnement des 2 services fonciers	FF	1	1	100,0	11 200			
		Subventions au fonctionnement des bureaux fonciers des 2 communes d'extension								
110927	1.6.1.11	Subventions pour les communes de Rango et Muhanga	Comm.	2	2	100,0	16 000			
110928	1.6.1.12	Cérémonies de remise des premiers certificats	nbre	2	0	0,0	2 400	0		2652 certificats sont déjà livrés sur 4181 produits sur demande des bénéficiaires. Cependant la remise officielle est programmée en déc. 2014
	Sous total Subvention nouvelles communes						18 400			
	Sous-total 1.6.1.						114 317	88 785	77,7	
	A.1.6.2. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)									
		Appui technique prestataire de services								
110915	1.6.2.1	Contrat prestation de services	FF	1	1	100,0	92 800	55 287	59,6	
110902	1.6.2.2	Formation des prestataires chargés de la mise en œuvre du volet sur le SIG	ff	1	0	0,0	0	0		reportée à 2015
110902	1.6.2.3	Formation des ATP & OPP sur les techniques de certification avec utilisation des orthos photos plans	jours	1	0	0,0	0	0		reportée à 2015
110931	1.6.2.4	Identification des données pour analyse et proposition d'un plan de désengagement	FF	1	0	0,0	5 000	0	0,0	Prévue en déc 2014
110926	1.6.2.5	Equipement, consommables divers (prestataires)	FF	1	1	100,0	2 500	2 437	97,5	
110932	1.6.2.6	Contribution à la mise en œuvre de la politique foncière	forfait	0		0,0	0	0		reportée à 2015
	Sous total Appui technique prestataire foncier						100 300	57 723	57,6	

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

110933	1.6.2.7	Formation initiale des agents fonciers sélectionnés par les communes	session	1	1	100,0	9 408	8 083		
		Formation et application								
110933	1.6.2.8	Formation à l'utilisation du matériel topographique	session	1	0	0,0	5 000	4034	80,7	
110907	1.6.2.9	Acquisition de l'application du contrôle qualité des SFC+formation sur son utilisation/manipulation	appl	1	0	0,0	4 500	0	0	les TRD sont déjà développés et l'activité sera faite en Déc 2014
110934	1.6.2.10	Formation sur l'harmonisation des techniques d'utilisation de la subvention de fonct SFC	session	1	1	100,0	8 500	2 184	25,7	Une session a été faite mais la formation continue car il faut des recyclages pour arriver à l'harmonisation
	Sous total Formation et Application						18 000			
110933	1.6.2.11	Formation/actualisation des agents fonciers	session	1	1	100,0	10 080	1 750	6,5	
110933	1.6.2.12	Formation des commissions de reconnaissance collinaires	session	1	1	100,0	16 800	9 500	35,3	
		Formation autorités communales sur la gestion foncière décentralisée								
110933	1.6.2.13	Réunion d'auto évaluation conjointe des services fonciers communaux	session	1	0	0,0	5 000			Prévue en Déc 2014
110934	1.6.2.14	Formation des autorités communales sur les textes juridiques	session	1	0	0,0	5 000			
110934	1.6.2.15	Ateliers provinciaux d'information sur la valeur du certificat foncier	session	3	0	0,0	3 600			
	Sous-total Formation autorités communales						13 600			
	Sous-total 1.6.2.						168 188	67 991	40,4	
	Sous-total R.1.6.						282 505	156 775	55,5	
	TOTAL COMPOSANTE 1						6 635 820	5 738 858	86,2	
	Composante 2: "Valorisation agricole et accès aux marchés"									
	R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée									
	R.2.1. Des Coopératives mises en places sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivités des produits									
	A.2.1.1. Renforcer les capacités des coopératives à coordonner le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres.									
210513	2.1.1.1.	Salaires du responsable Suivi Evaluation et son assistant (20%)	h/mois	2,4		0,0	21 254	0	0,0	
210501	2.1.1.2.	Salaire Responsable Valorisation	h/mois	4		0,0	19 480	24 138	92,1	
210501		Suivi technique des opérations (UCP) de la composante 2 incl perdiem								
210501	2.1.1.3	Frais de mission RVA		12		0,0	3 720			
210501	2.1.1.4	Carburant RVA pour les missions de terrains		12		0,0	3 000			

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

	Sous total Suivi						47 454	24 138	50,9	
210103	2.1.1.5.	Etude-Analyse des comptes d'exploitation des maillons production, commercialisation et transformation et identification de pistes pour améliorer la compétitivité des productions locales	étude	1	0	0,0	35 892	0	0,0	les TDRs sont en cours d'analyse
210104	2.1.1.6	Mise en application des résultats de l'étude	h/mois	0	0		0	0		
210216	2.1.1.7	Identification des prestataires de services des différents maillons des filières riz et/ou maïs, PT (producteurs, commerçants, transformateurs, institution de recherche, de commercialisation, encadrements,...)	réunion	12	10	83,3	6 720	9 900	44,6	il était prévu 2 réunions dans une coopérative de la province kayanza mais les activités dans cette coopératives ont été momentanément suspendues
210216	2.1.1.8	Organisation de réunions d'information et de sensibilisation sur la chaîne de valeur riz, et/maïs, PT.)	réunion	6	5	83,3	3 696			il était prévu 1réunion dans une coopérative de la province kayanza mais les activités dans cette coopératives ont été momentanément suspendues
210216	2.1.1.9	Animation de cadres de concertation entre acteurs au niveau national pour le développement des filières (Riz, Maïs, Pdt)*	atelier	1	0	0,0	3 696			programmé pour le dernier trimestre
210216	2.1.1.10	Ateliers de renforcement des capacités sur la définition des objectifs et la détermination des besoins aux différents maillons*	atelier	6	5	83,3	4 032			il était prévu 1réunion dans une coopérative de la province kayanza mais les activités dans cette coopératives ont été momentanément suspendues
210216	2.1.1.11	Ateliers de formation sur l'élaboration des business plan*	atelier	6	5	83,3	4 032			il était prévu 1réunion dans une coopérative de la province kayanza mais les activités dans cette coopératives ont été momentanément suspendues
		Assistance Technique pour le Développement Coopératif: Convention CAPAD								
210201	2.1.1.12	Salaires et indemnités pour 4 Animateurs de terrain	h/mois	48	40	83,3	69 776	103 415	65,7	
210201	2.1.1.13	Salaires et indemnités du Point Focal CAPAD	h/mois	12	10	83,3	29 071			
210201	2.1.1.14	Frais de mission sur terrain PF	h/mois	12	10	83,3	3 720			
210201	2.1.1.15	Carburant pour 4 motos	litres	2400	2000	83,3	6 720			
210201	2.1.1.16	Entretien 4 motos (Assurance payée par PAIVA-B)	FF	4	3,3	83,3	4 032			
210201	2.1.1.17	Fourniture de bureau	lot	12	10	83,3	5 040			
210201	2.1.1.18	Frais de communication	lot	12	10	83,3	2 800			
210201	2.1.1.19	Carburant Véhicule	litres	1920	1600	83,3	5 376			
210201	2.1.1.20	Entretien et fonctionnement véhicule	FF	1	1,0	100,0	3 300			
210201	2.1.1.21	Chauffeur	h/mois	12	10	83,3	9 600			
210201	2.1.1.22	Frais de gestion CAPAD	ff/mois	12	10	83,3	18 000			
	Sous total AT CAPAD						157 435			
210216	2.1.1.23	Elaboration d'un plan opérationnel négocié entre les différents partenaires (maillons de la filière)	atelier	5	0	0,0	403	0		CFR ACT2.1.1.7

210415	2.1.1.24	Evaluation des coopératives	atelier	5	2	40,0	17 008	8 563	50,3	
	Sous-total 2.1.1.						280 368			
A.2.1.2. Développer les Capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes) : pour 2015										
	2.1.2.1	Structuration des groupements collinaires : mise en place des organes de gestion: 1 réunion d'une journée par commune et pour les 3 communes avec une participation de 80 personnes par commune; mise en place des textes statutaires des coopératives: une réunion de 2 jours par commune et pour les 3 communes est tenue avec une participation de 50 personnes par commune.								
	2.1.2.2	Création et enregistrement des coopératives								
	2.1.2.3	Organisation et structuration des coopératives: 1 réunion de 2 jours par coopérative pour les 4 nouvelles coopératives avec une participation de 25 personnes par commune.								
	2.1.2.4.	Formation sur le leader ship et bonne gouvernance: 1 réunion de 2 jours par commune et pour les 3 nouvelles coopératives est tenue avec une participation de 25 personnes par commune.								
	2.1.2.5	Formation sur la gestion administrative et financière: 1 réunion de 2 jours par commune et pour 4 nouvelles coopératives(Muhanga, Rango, Bukinyanya et Mabayi) est tenue avec une participation de 25 personnes par commune.								
	2.1.2.6.	Formations sur les techniques de stockage, de gestion des hangars et de warrantage : 1 réunion de 2 jours pour 25 personnes coopératives issues de chacune des 4 coopératives rizicoles (Muhanga, Rango, Bukinyanya et Mabayi).								
	Sous-total 2.1.2.						0			
A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (ventes groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)										
210315	2.1.3.1	Formation / recyclage en planification et élaboration de plan d'actions des coopératives *	atelier	5	1	20,0	1 680	375	22,3	il y aura une séance de recyclage dans les coopératives respectives
210413	2.1.3.2	Formation / recyclage des coopératives sur les techniques de stockage et de gestion des hangars de stock (5 personnes par coopérative,) inclus perdiem, outils, salle, nourriture 3 jours, 5 plans d'action pour les 5 coopératives sont élaborés et 25 personnes formées,*	atelier	5	1	20,0	1 680	4 500	267,9	il y aura une séance de recyclage dans les coopératives respectives
210424	2.1.3.3	Formation / recyclage rentabilité des coopératives (5 coopératives, 5 personnes par coopérative,) 3 jours*	atelier	3	5	166,7	1 008	1 879	186,4	elle a été réalisée dans les coopératives respectives afin d'atteindre le plus grand nombre de bénéficiaires
210315	2.1.3.4	Formation / recyclage suivi et évaluation des coopératives (5 coopératives, 5 personnes par coopérative,)3 jours*	atelier	2	2	100,0	672			CFR ACT2.1.3.1
210224	2.1.3.5	Une étude d'analyse des conditions d'adhésion des producteurs aux coopératives*	étude	1	0	0,0	40 320	0		les TDRs sont en cours d'analyse
210225	2.1.3.6	Sensibilisation à la collecte des productions dans les hangars de stockages, transformation des productions (riz et maïs), à la vente groupée et au warrantage : 1 réunion d'1 jour par coopératives et pour 5 coopératives rizicoles*	réunion	5	5	100,0	1 680	1 500	89,3	c'est une activité continue
	Sous-total 2.1.3.						47 040	8 254	17,5	
A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives										
210422	2.1.4.1.	Organisation des fora provinciaux sur les coopératives	fora	2	2	100,0	4 480	4 000	89,3	
210423	2.1.4.2.	Organisation du Forum national de 2 jours chaque année : 70 personnes (7*10) plus un thème sur l'intégration de la concertation dans la valorisation	forum	1	1	100,0	11 200	13 996	125,0	

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

210417	2.1.4.3.	Voyage d'échange interprovinciaux (Cibitoke, Kayanza et Buhiga)	voyage	1	0	0,0	2 240	0	0,0	
210418	2.1.4.4.	Voyage d'échange sous-régionaux	voyage	1	0	0,0	0			
210419	2.1.4.5.	Ateliers d'échange d'expérience sur la production et la commercialisation du riz entre les coopératives	atelier	1	1	100,0	2 240	2 000	89,3	
210421	2.1.4.6.	Participation à la foire agricole	foire	1	1	100,0	2 912	2 912	100,0	
	Sous-total 2.1.4.						23 072	22 908	99,3	
A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)										
210204	2.1.5.1.	Équipement de décortilage Coop Kayanza (Rango et Muhanga) avec groupe		0	0			0		
210413	2.1.5.2.	Formation en gestion des magasins, des unités de transformation et la maintenance. 5 coopératives utilisant correctement les outils gestion des magasins et unités de transformation *	atelier	5	3	60,0	5 600	4 500	40,2	on a rassemblé les bénéficiaires au niveau national afin de profiter de l'échange d'expérience, pour la maintenance, cette formation a été organisée autour de deux décortiqueuses
210413	2.1.5.3.	Formation / recyclage en gestion magasins et commercialisation (ventes groupées et warrantage)*	atelier	5	0	0,0	5 600			programmé pour le dernier trimestre
220103	2.1.5.4.	Construire des magasins et aires de séchage Coop (Buhiga) *	FF	1	0	0,0	51 833	38 863	75,0	Le marché a été déjà attribué
	Sous-total 2.1.5.						63 033	43 363	68,8	
	Sous-total R.2.1.						413 513	66 271	16,0	
R.2.2. Les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF: Convention FENACOBUR										
	A.2.2.1.	Faciliter l'accès des producteurs aux financements								
210324	2.2.1.1	Atelier d'élaboration des modalités de gestion du crédit pour l'achat des engrais par les membres des coop	consultant	15	0	0,0	5 880	0	0,0	Atelier programmé en Nov 2014
210501	2.2.1.2	Appui par un consultant au chef de la composante Valorisation	h.mois	3	0	0,0	12 000	0	0,0	le projet a fait recours aux ressources internes(cadre du PTRPC) en attendant que le responsable de la composante soit recruté
Convention FENACOBUR (Formation, Financement, Suivi du fonds de garanties)										
210325	2.2.1.3	Fonds de compensation des crédits non recouvrés (20% du montant octroyé)	FF	1	1	100,0	41 000	0	0,0	
210302	2.2.1.4	Matériel informatique	nbre	3	3	100,0	9 251	56 742	61,8	Tout le matériel a été mis à la disposition de la FENACOBUR
210302	2.2.1.5	Achat 5 motos	nbre	5	5	100,0	52 864			
210302	2.2.1.6	Mobilier de bureau	lot	5	5	100,0	4 720			
210302	2.2.1.7	Formation des agents de crédit	session	1	1	100,0	4 000			
210302	2.2.1.8	Subvention des charges d'exploitation de la FENACOBUR pour distribution des produits financiers	FF	1	1	100,0	21 000			
	Sous total AT FENACOBUR						132 835	56 742	42,7	

	Sous total 2.2.1						150 715	56 742	37,6	
	Sous total R 2.2						150 715	56 742	37,6	
	TOTAL COMPOSANTE 2						564 228	123 013	47,2	
R3: Les capacités des Structures Locales sont renforcées et la Coordination du projet est performante										
R.3.1. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier										
A.3.1.1. Payer les Salaires et les indemnités de l'UFC dans les délais impartis et conformément aux règlements nationaux et internationaux										
310199	3.1.1.1	Salaires et charges sociales de l'UFC (Coordinateur, RAF, Asst Coor, Assit compt, Comptable, 5 chauffeurs, Agent, Planton)	mois	12	10	83,3	403 422	442 595	69,0	
310199	3.1.1.2	Salaires et charges sociales du Spécialiste de Passation de Marché	pers.mois	6	4	66,7	24 000			
	Sous-total 3.1.1.						427 422	442 595	103,5	
A.3.1.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, S et E, Administration, Archives)										
310111	3.1.2.1	Former le personnel clé en comptabilité/finance des projets (incl. Logiciels comptables)	FF	1	1	100,0	21 840	21 563	98,7	
310111	3.1.2.2	Formation en cycle de projet (4 modules)		1	0	0,0	21 840	0		sera organisée dans le cadre de l'approche programme
310111	3.1.2.3	Formation en valorisation des filières agricoles		0	0		0	0		Reporté en 2015
310111	3.1.2.4	Formation en SIG pour l'Unité de Suivi et Evaluation		1	0	0,0	21 840	0		les TDR ont été soumis à la représentation du FIDA mais la formation a été reportée en Déc pour que tous les projets et programmes FIDA puissent en bénéficier dans le cadre de l'approche programme
	Sous-total 3.1.2.						65 520	21 563	32,9	
A.3.1.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences										
310111	3.1.3.1	Participation à l'atelier régional du FIDA	FF	1	1	100,0	16 800	14 000	83,3	le président du CT et la RSE ont participé à l'atelier organisé en Zambie
310110	3.1.3.2	Sessions annuelles en suivi-évaluation participatif 60 personnes	session	1	0	0,0	8 400	0	0,0	sera faite en Déc dans l'optique de la préparation du PTBA 2015
310111	3.1.3.3	Mission d'échange d'expériences au Burundi et/ou à l'international		0	0		0	0		
	Sous-total 3.1.3.						25 200	14 000	55,6	
A.3.1.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres										
310199	3.1.4.1	Approvisionnement de Consommables de bureau	FF	1	1	100,0	44 800		0,0	CFR ACT 3.1.1.1
310199	3.1.4.2	Entretien véhicules 4 * 4 et fuel	FF	1	1	100,0	49 280		0,0	CFR ACT 3.1.1.1
310199	3.1.4.3	Eau & Électricité Bureau FIDA	FF	1	1	100,0	3 920		0,0	CFR ACT 3.1.1.1
310199	3.1.4.4	Téléphone & Internet	FF	1	1	100,0	18 971		0,0	CFR ACT 3.1.1.1
310203	3.1.4.5	Équipement informatique incl 2 vidéoprojecteurs	FF	1	1	100,0	21 931	5 251	23,9	

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 3: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2014 (y compris indicateurs SYGRI)

310199	3.1.4.6	Location bureau province	FF	0	0	0	0		
	Sous-total 3.1.4.					138 902	5 251	3,8	
A.3.1.5. Elaborer des Rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)									
310115	3.1.5.1	Elaborer un audit du projet dans les 6 premiers mois (externe)	FF	1	1	13 500	12 800	94,8	
	Sous-total 3.1.5.					13 500	12 800	94,8	
A.3.1.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)									
310112	3.1.6.1	Assistance Technique Internationale	FF	1	1	100,0	35 000	35 575	101,6
310113	3.1.6.2	Assistance Technique Nationale	FF	1	1	100,0	70 000	64 495	92,1
310114	3.1.6.3	Revue à mi-parcours (+ Report de fonds engagés et non payés en 2013)	FF	1	1	100,0	217 116	168 393	77,6
	Sous-total 3.1.6.					322 116	268 464	83,3	
A.3.1.7. Collecter les données et transmettre les informations de manière pertinente, performant et dans les délais									
310199	3.1.7.1	Agents de Saisie SE en province (consultations) incl. Indemnité départ	pers/mois	30	25	83,3	25 200	0	0,0 CFR ACT 3.1.1.1
	Sous-total 3.1.7.					25 200	0	0,0	
A.3.1.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaire, états d'avancement)									
310199	3.1.8.1	Salaires du responsable Suivi Evaluation et son assistant (30%)	FF	3,6	3	83,3	27 216,00	0	0,0 CFR ACT 3.1.1.1
310199	3.1.8.2	Rapports périodiques ordinaires (semestriels et annuels)	FF	2	1	50,0	221,60	0	0,0 CFR ACT 3.1.1.1
	Sous-total 3.1.8.					27 437,60	0	0,0	
A.3.1.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)									
310199	3.1.9.1	Elaboration des PTBA	FF	1	1	100,0	392	0	0,0 Prévu pour l'élaboration du PTBA 2015
310199	3.1.9.2	Elaborer des posters et chartes de Gant comme outil de gestion et de visualisation à exposer dans les bureaux (incluant cartes d'interventions)	FF	1	0	0,0	392	0	0,0 seront élaborés après formation SIG programmée dans le cadre de l'approche programme en Déc 2014
	Sous-total 3.1.9.					784	0	0,0	
A.3.1.10. Le coordonateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernées (CP), les IFI et autres partenaires									
310119	3.1.10.1	Indemnités du Comité de pilotage/ technique	nbre	4	2	50,0	11 424	594	5,2 D'autres réunions seront faites à l'approbation du PTBA 2015, du rapport annuel et d'autres réunions de prise de décision
310119		Appui MINAGRIE	FF	1	1	100,0	10 000	10 000	100,0
	3.1.10.2	Fonds non alloué pour le projet	FF	0			0		
	Sous-total 3.1.10.					21 424	10 594	49,4	
	Sous-total R.3.1.					1 067 505	775 267	72,6	

3103	R.3.2. La Clôture du projet est assurée en conformité avec les dispositions de l'accord de don									
	A.3.2.4. Etude d'évaluation d'effets et impacts									
310113	3.2.4.1	Etude d'effets et impacts à mi-parcours (report de dépenses non payées en 2013)		1	1	100,0	43 734	43 734	100,0	
	Sous-total 3.2.4.						43 734	43 734	100,0	
	A.3.2.8. Capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication									
310116	3.2.8.1	Elaborer un support de communication multimédia sur les réalisations du projet	FF	1	1	100,0	10 000	6 217	41,4	Des couvertures médiatiques des ateliers RMP et TOP UP, et des visites de terrains ont été faites. Un DVD sur les cas de succès est en cours de production
310116	3.2.8.2	Réaliser des brochures sur les acquis du projet	FF	1	1	100,0	5 000			Une brochure/bulletin du PAIVA-b est en cours de production
310116	3.2.8.3	Préparer et imprimer des fiches techniques pour producteurs	FF	1	0	0,0	10 000	0	0,0	La fiche technique SRI harmonisée par tous les intervenants et validée par le MINAGRI sera multipliée et diffusée dans la zone du PAIVA-B (Décembre 2014)
	Sous-total 3.2.8.						25 000	6 217	24,9	
	Sous-total R.3.2.						68 734	49 951	72,7	
	Total - Composante 3						1 136 239	825 218	67,8	
	TOTAL PROJET						8 336 288	6 687 089	81,0	
*: Fait référence à l'indicateur SYGRI										

Appendice 4: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la coordination des prestataires dans les nouveaux marais à aménager	ACORD/CDC/Administration/Projets/DPAE	Continue
Pérenniser la CSCB en affinant les critères de ciblage	ACORD/UFCP/CDC	Continue
Structurer les exploitants des marais jusqu'à l'étape de la constitution de groupements de caution solidaire (groupe de 10 exploitants) et de les mettre en relation avec les IMF en vue de l'obtention de crédits intrants.	ACORD/UFCP PAIVA-B	Continue
Prendre désormais en compte les AUM et les groupements mis en place dans les marais dans le travail de structuration des producteurs en coopérative	CAPAD/ACORD/UFCP-PAIVA-B	Continue
Mettre rapidement en application le taux des primes fixé à 15 000 FBU par mois et par ACSA	UFCP de tous les projets	janvier 2015
Organiser une vaste campagne de sensibilisation des autorités administratives locales, surtout celles qui occupent des postes techniques au niveau de l'administration communale (conseillers techniques de l'administrateur communal) pour le suivi de la CSCB	UFCP de tous les projets	mars 2015-sept 2015
Prévoir, au niveau du PTBA 2015, un budget des ateliers de sensibilisation et de formation à l'intention des personnes qui seront nouvellement élues dans les organes administratifs (conseils collinaires, conseils communaux) et politiques (gouverneurs de province, députés et sénateurs) sur les approches et les activités des projets et leur rôle dans la pérennisation des acquis des projets.	UFCP de tous les projets	décembre 2015
Revoir et ajuster les critères de ciblage des bénéficiaires des bovins (l'âge du chef de ménage qui est inférieur à 45 ans, nombre de personnes actives, superficie totale des parcelles de collines et de marais qui devrait se situer au-dessus de 0,5 ha, la possession d'une parcelle de marais (0,25 ha au moins) qui produirait de la paille de riz)	ACORD/ UFCP de tous les projets	mars 2015
Pratiquer un encadrement de proximité des groupements de multiplicateurs de semences, procéder à des rotations des parcelles de multiplication des semences de riz et de faire certifier les semences de base et commerciales de riz produites	ISABU/ACORD/ONCSS/UFCP	Continue
Spécialiser les CEF dans la multiplication des semences Intégrer dans la convention de l'ISABU un appui pour la certification des semences des groupements multiplicateurs ne disposant pas d'encadrement technique	ISABU/ACORD/UFCP	Continue
Produire les semences améliorées pendant la saison C pour éviter les pertes post récolte	ISABU/UFCP	Continue
Sensibiliser les IMF pour qu'elles acceptent les certificats fonciers comme des garanties des crédits	ACORD/Prestataire foncier	Continue
Former les agents fonciers sur l'utilisation de l'outil informatique et sur le logiciel adapté pour les parcelles de grande superficie	Prestataire foncier/UFCP	mars 2014

Suivre la question d'appui financier de l'Etat aux SFC sous forme de subvention	Expert foncier/UFCP	Continue
Recruter un Cadre Responsable, permanent ou consultant, de la sous- composante Valorisation	Coordination	Dès décembre 2014
S'appuyer sur les groupes constitués au sein des AUM pour l'adhésion à la coopérative en évitant toute duplication	Coordination	Dès décembre 2014
Mener toutes les activités de renforcement de capacités prévues et évaluer l'impact	Coordination	De manière continue
Veiller à ce que la CAPAD se rapproche des IMF /secteur bancaire pour sécuriser la mise en place des prêts commerciaux aux coopératives permettant d'acheter le paddy à la récolte	Coordination/ chef composante 2	Dès décembre 2014
Etablir une stratégie de ciblage des membres futurs des coopératives parmi les membres des AUM et définir des critères de ciblage (CAPAD en collaboration avec ACORD)	Coordination/ ACORD	Dès janvier 2015
Assurer un remplissage optimal des hangars de stockage	Coordination/ Composante 2	Dès décembre 2014
Evaluer le potentiel des marais aménagés avant toute autre construction d'aires de séchage ou de hangars	Coordination/ Composante 2	Continue
Planifier les activités de décorticage pour valoriser au mieux les décortiqueuses en place en faire une activité génératrice de revenu	CAPAD	Dès décembre 2014
Mener des études d'implantation de nouveaux CCL de dimensions adaptées dans les zones de distribution du bétail	Coordination/responsable Composante 2	Dès décembre 2014
Etudier l'implantation de petits centres de collecte autonomes/points de collecte en énergie le long de l'axe Cibitoke – Bukinyanana	Coordination/ chef composante 2	Dès décembre 2014
Installer de petits comptoirs mobiles réfrigérés pour l'écoulement du lait des coopératives de Bugendana et Gitaramuka	Coordinateur / responsable composante 2	Dès décembre 2014
Sensibiliser des groupements et des coopératives aux divers outils de prêts mis à leur disposition	ACORD & CAPAD	Dès décembre 2014
Appuyer rapidement les groupements (maillon de base AUM), pour l'élaboration des dossiers de prêts	ACORD/ CAPAD	Dès décembre 2014
Sensibiliser les acteurs (producteurs, membres coopératives) sur les deux outils de prêts (intrants et commercial pour dénouer le précédent)	ACORD / CAPAD	A partir de décembre 2014 & en continu
Procéder au recrutement d'un prestataire en charge du suivi des Coopératrices laitières	Coordonnateur	Dès décembre 2014
Opérationnaliser le nouveau montage financier avec les IMF (Crédits intrants et crédit commercial liés) dans la Coopérative de Gitaramuka pour une superficie de 44 ha	Coordination /CAPAD	Dès janvier 2015
Rémunérer les prestataires sur la base des résultats	UFCP	janvier 2015
Procéder à une requête de réallocation des ressources financières disponibles pour la suite de l'exécution des activités du projet.	UFC, RAF	Immédiat
Emettre dorénavant des DRF de montant inférieur ou égal au seuil fixé pour éviter les difficultés de trésorerie étant donné la clôture imminente du projet,	RAF	Immédiat
Appuyer le service financier et comptable du projet sur l'utilisation approfondie de la nouvelle version du logiciel "Tom2Pro" et sur l'élaboration des DRF de façon automatique pour une meilleure performance du service	SAF	Janvier 2015
Accélérer l'élaboration du PTBA 2015 pour afin de le soumettre à l'approbation du CT puis du FIDA avec prévision d'une ligne budgétaire pour la formation professionnelle du personnel du projet;	UFC, RAF	Immédiat
Accélérer les procédures d'autorisation et faire un	UFC, RAF	Immédiat

avenant au contrat initial de la SOGES pour que la mission d'audit puisse démarrer dans les meilleurs délais.

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 6: Décaissements effectifs par bailleur (000'USD)

Bailleur de fonds	Pré-évaluation	Décaissements	Pourcentage décaissé
Don FIDA	13 575,00	9 566,00	70,5%
Don UE	5 582,20	5 582,20	100,0%
PAM	4 650,00	1 458,28	31,4%
Gouvernement du Burundi	3 454,00	638,14	18,5%
Contributions des Bénéficiaires	1 400,00	1 484,20	106,0%
Don Canadien	137,00	123,82	90,4%
Total	28 798,20	18 852,64	65,5%

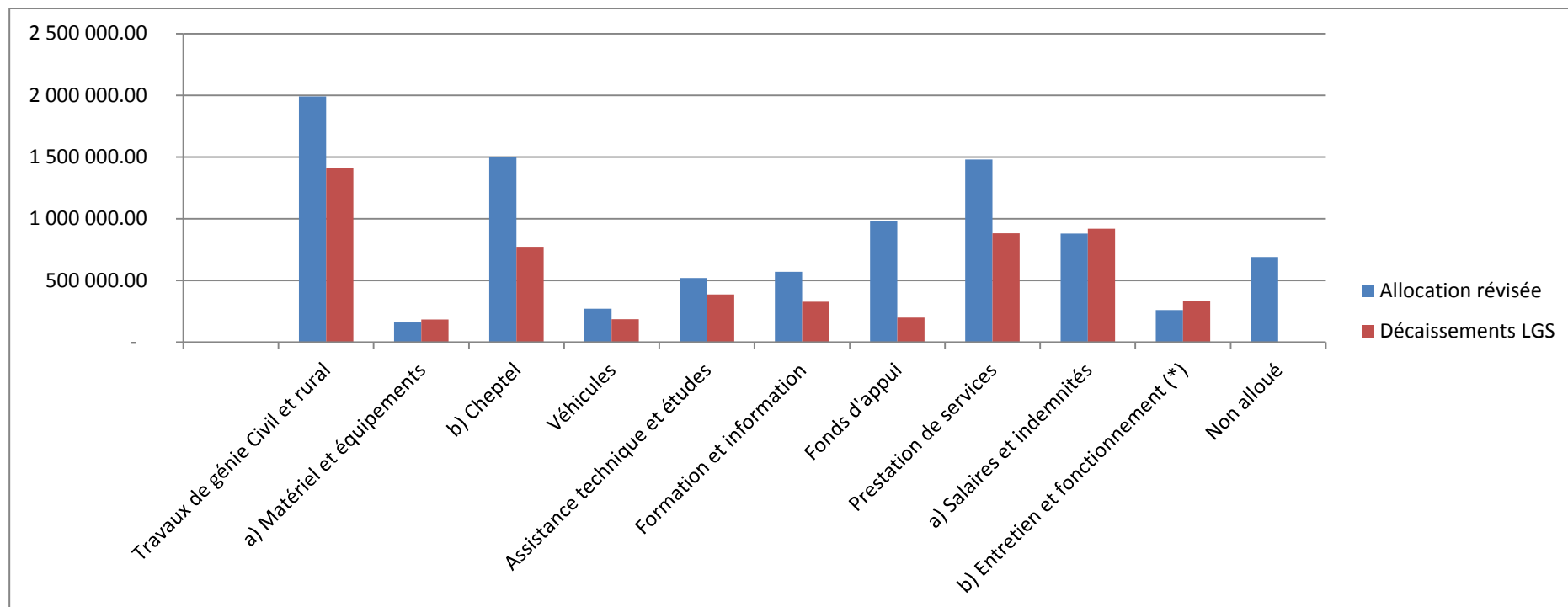
Tableau 7: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d' USD) au 15/11/2014

Tableau SB: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 15/11/2014

Composante	Don du FIDA			UE			Fonds Canadien			PAM			Gouvernement			Bénéficiaires			Total	
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective
Comp 1	8 015,5	6 746,2	84,2%	4 842,0	4 842,0	100%				4 218,6	1 458,2	34,6%	2 127,2	70,7		1 300,0	1 484,2	114,2%	20 503,3	14 601
Comp 2	2 729,5	477,6	17,5%	641,8	641,8	100%				303,6			864,3	102,1		100,0			4 639,2	1 222
Comp 3	2 830,0	2 843,4	100,5%	98,4	98,4	100%				128,2			462,5	465,3					3 519,1	3 407
Comp 4							137,0	123,9	90,4%										123,9	124
Total	13 575,0	10 067,2	74,2%	5 582,2	5 582,2	100,0%	137,0	123,9	90,4%	4 650,4	1 458,2	31,4%	3 454,0	638,1	18,5%	1 400,0	1 484,2	106,0%	28 798,6	19 230

Tableau 8: Décaissements du don FIDA (en DTS au 15 novembre 2014)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements LGS	% Décaissement	DRF En attente	Solde	% Décaissement après DRF en attente
I.	Travaux de génie Civil et rural	1 990 000,00	1 990 000,00	1 408 659,77	70,8%	27 148,79	554 191,44	72%
II.	a) Matériel et équipements	160 000,00	160 000,00	183 839,49	114,9%	3 447,37	- 27 286,86	117%
	b) Cheptel	1 500 000,00	1 500 000,00	771 996,47	51,5%	54 543,49	673 460,04	55%
III.	Véhicules	270 000,00	270 000,00	184 838,72	68,5%		85 161,28	68%
IV.	Assistance technique et études	520 000,00	520 000,00	385 471,14	74,1%	4 203,54	130 325,32	75%
V.	Formation et information	570 000,00	570 000,00	327 919,17	57,5%	9 451,59	232 629,24	59%
VI.	Fonds d'appui	980 000,00	980 000,00	199 466,22	20,4%		780 533,78	20%
VIII.	Prestation de services	1 480 000,00	1 480 000,00	880 945,45	59,5%	128 964,59	470 089,96	68%
IX	a) Salaires et indemnités	880 000,00	880 000,00	918 259,59	104,3%	18 755,18	- 57 014,77	106%
	b) Entretien et fonctionnement (*)	190 000,00	260 000,00	331 373,62	127,5%	14 426,13	- 85 799,75	133%
Non alloué (2)		760 000,00	690 000,00				690 000,00	-
	Avance initiale			636 597,99			- 636 597,99	
TOTAL		9 300 000,00	9 300 000,00	6 229 367,63	67,0%	260 940,69	2 809 691,68	70%



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte spécial de projet (en dollars US) auprès de la banque de la République du Burundi; le gouvernement dépose un montant initial équivalant à 1000 000 USD	Septembre 2009	Fait: 1er versement reçu le 17 décembre 2019	Disposition respectée
Section 4.02	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	N/A	N/A	N/A
Section 4.03	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3	Plan de passation des marchés (PPM)	PPM 2013, 2014 approuvés	Disposition respectée
			PPM 2015	En cours de finalisation
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	Signature de contrat d'assurance multirisques	Fait: chaque année	Disposition respectée
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	Rapport d'audit 2013	Transmis au FIDA 27 juin 2013	Disposition respectée
		2014	Prévu pour avril	Prévision
			2015	
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle	Rapport semestriel 2013	Rapport semestriel Transmis à FIDA	Disposition respectée
		2014		Prévision
Annexe 4, paragraphe 7	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	avant la fin de chaque année 2014	Approuvé par FIDA	Disposition respectée
		2015	En cours de préparation	Prévision (décembre 2014)
Annexe 4, paragraphe 8 a)	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	4-22 Novembre 2013	Examen mi-parcours Réalisé conjointement du	Disposition respectée

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
			4 au 22/11/ 2013	
Annexe 4, paragraphe 16	Le projet doit être exempté de tout droit d'importation, accise et TVA sur les dépenses d'investissement	Sur la durée du projet (8ans)	Remboursement de la TVA sur tous les achats par le GdB	Disposition respectée

Appendice 7: Mise en application des recommandations de la revue à mi-parcours

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
	Composante 1: Renforcement du capital productif		
1	<p>L'équipe technique du PAIVA-B devra, en cours de sa mission de supervision et de contrôle des travaux d'aménagement agricole de la deuxième phase du projet, procéder à l'identification des versants critiques dont le couvert végétal est très dégradé. Cette activité doit couvrir l'ensemble des bassins versants des marais aménagés et ou réhabilités et permettra de consolider les protections existantes. Pour atteindre cet objectif, l'équipe technique du PAIVA-B devra s'appuyer sur la compétence des CDC.</p> <p>Après l'identification et le dimensionnement optimal des zones critiques et l'estimation du coût des travaux, le PAIVA-B pourra soumettre ces données à la DPAE du MINAGRIE pour disposition à prendre.</p> <p>Le PAIVA-B devra, avec l'aide du MINAGRIE, entreprendre des activités de recherche de financement auprès d'autres bailleurs potentiels.</p>	<p>Le PAM a accordé un appui en vivres contre travail qui a permis la réalisation des travaux de protection des bassins versants sur 4324,96 ha. Les CDC appuient dans les séances de sensibilisation pour l'entretien des dispositifs antiérosifs mis en place notamment en commune de Muhanga (Province de Kanyanza).</p>	RAA
2	Il est nécessaire de faire procéder à des essais géotechniques de routine par l'entreprise pour confirmer la qualité des matériaux indiqués dans le dossier d'appel d'offres.	Ces essais seront faits lors des travaux de réhabilitation des pistes sinon pour les études techniques d'aménagement des marais, des essais géotechniques ont été effectués aux sites projetés pour l'implantation des ouvrages	RAA
3	<p>Pour renforcer l'équilibre de la commission de pré réception aux réceptions provisoire et définitive, les dispositions ci-dessous sont nécessaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> La participation effective du bureau d'études en charge des études dans la commission de pré-réception des travaux. 	Etant donné que le bureau d'études en charge des études n'assure pas en même temps la surveillance des travaux, sa participation effective dans la commission de réception des travaux n'est pas aisée faute de budget disponible pour cette activité. Cependant le projet va en tenir compte à l'occasion des études à prévoir ultérieurement.	RPM
	<ul style="list-style-type: none"> L'implication du FIDA, qui devrait mettre à la disposition de la commission de pré réception un consultant indépendant et de préserver l'indépendance du consultant vis-à-vis du projet. 	C'est un élément nouveau et important dont le projet va désormais tenir compte à l'occasion des réceptions provisoire et définitive à programmer ultérieurement.	
4	Assurer une bonne gestion de l'eau et un approvisionnement en engrais chimiques à temps (crédit et disponibilité d'engrais) dans les BI et les coopératives proches des zones de production;	Une formation des AUM a été organisée au début de la saison 2014A/B sur le planage systématique et la mise en place des diguettes dans les parcelles pour assurer une bonne gestion de l'eau. Une 2 ^{ème} formation est en cours de préparation pour la saison 2015A. Les BI sont désormais intégrées dans les coopératives rizicoles, leur approvisionnement en engrais chimiques n'est plus possible suite à la nouvelle politique du MINAGRIE	RPA

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
		par le PNSEB	
5	Poursuivre les tests de variétés pour identifier une variété à cycle court qui permettra 2 cycles de production par année dans les conditions de température et d'altitude du Burundi.	Les variétés à cycle court (4-5 mois) ne sont disponibles que pour les régions à climat chaud (basses altitudes). Les essais avec les variétés importées de Madagascar ont montré que les basses températures prolongent le cycle végétatif.	RPA
6	Encourager la diffusion des composts (fumure organique) pour suppléer à la rareté et/ou le coût élevé des engrais minéraux ;	Le projet est en train d'organiser des formations et des démonstrations (installation des échantillons) sur le compostage à l'air libre (convention ISABU) dans les provinces de Gitega et Karusi.	RPA
7	Instaurer un partenariat avec les institutions de recherche pour un contrôle efficace des insectes ravageurs (courtilières) et autres maladies qui limitent l'extériorisation du potentiel SRI;	L'ISABU teste depuis la saison 2014A/B, les produits en usage dans ses stations de recherche pour tester leur efficacité sur les courtilières et les conclusions pourront être tirées à la fin de la saison 2015A/B	RPA
8	Mobiliser les populations et l'administration locale pour l'appropriation des acquis du SRI en vue de sa pérennisation même durant l'après-projet	Des séances de mobilisation ont été organisées et les structures locales s'approprient de plus en plus du SRI	ACORD
9	Pour améliorer le niveau et la qualité des CEP, il est souhaitable de: <ul style="list-style-type: none"> Renouveler le contrat du consultant national pour appuyer la création de nouveaux CEP et préparer la pérennisation des CEP déjà existants Négocier un nouveau protocole d'accord avec le PARSE pour initier les CEP élevage dans les localités en besoins; Continuer et diversifier les formations transmises par les CEP. 	<ul style="list-style-type: none"> Le contrat a été renouvelé depuis janvier 2014 L'activité a débuté avec le 2^{ème} semestre par le recrutement et la formation des facilitateurs pour les 29 CEP prévus dans le PTBA 2014, la mise en place va suivre. Cette activité se fera sous forme de visites d'échanges entre les membres et les non membres des groupes CEP (prévues à l'activité 1.3.3.8 du PTBA 2014) d'une même colline après le démarrage des activités 	RPA
10	Initier un processus de rémunération des comités (AUM, CEP, etc.) sur les résultats au lieu d'un travail bénévole. Le taux de rémunération des CEP sera décidé en AG des membres des CEP et autres structures. Les CEP auront la latitude d'évoluer en coopératives	La rémunération doit provenir des fonds de subvention CEP qui viennent d'être débloqués (1 ^{ère} tranche de 400 000 FBU/CEP) pour un 1 ^{er} lot de 30 CEP. Cette rémunération est prévue pour le facilitateur interne sur base de ses prestations techniques (sur demande de tout le groupe CEP) et sera déterminée en AG. Il faut noter que pour les CEP vivriers, le facilitateur externe est un technicien ACORD/PAIVA-B	RPA
11	Former les membres des CEP à la création et la gestion des AGR et débloquer la subvention des CEP pour les AGR afin d'assurer la poursuite des activités.	Pour le moment, un 1 ^{er} lot de 30 CEP vivriers ont déjà créé des AGR et ont déjà bénéficié de la 1 ^{ère} tranche des fonds de subvention pour le démarrage de ces AGR (400 000 FBU/CEP, soit 12 000 000 FBU). Le 2 ^{ème} lot de 51 CEP est en train de créer des AGR et leurs demandes de fonds de subvention sont en cours de traitement au projet (le déblocage est prévu au cours du mois de Décembre	RPA

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
		2014)	
12	Les appuis au développement de services fonciers efficaces dans les communes ciblées par le PAIVA-B se poursuivent dans les deux nouvelles provinces: Kayanza et Cibitoke avec 2 communes ciblées par province.	La poursuite des activités liées à la sécurisation foncière n'ont pas été tenues en considération dans les communes de la province de Cibitoke suite à l'insuffisance du budget	OPP foncier
13	Les services rendus par le service foncier devraient être complétés par une activité de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'endroit des CDC et des CRC de toute la commune et en particulier de ceux des collines les plus éloignées dans le but de présenter les services fournis et de les informer de la procédure à suivre pour l'obtention des certificats fonciers	La sensibilisation a été prise comme un processus continu et la formation des CRC a été poursuivie dans les communes d'intervention du projet: Gitaramuka, Gihogazi, Muhanga et Rango	OPP foncier
	Composante 2: Valorisation agricole et accès aux marchés		
14	Autoriser le transfert et la mise en route rapide des décortiqueuses aux coopératives. Ces 4 unités devraient être considérées comme pilotes et faire l'objet d'un suivi rapproché pour établir le compte d'exploitation et en apprécier la rentabilité. Le PAIVA-B devrait demander à la CAPAD d'identifier les activités à développer autour des unités et des groupes électrogènes pour améliorer la rentabilité des équipements et améliorer l'offre de services des coopératives à leurs membres. Les résultats du suivi de la gestion (comptes d'exploitation, modalités de gestion optimale) seront utilisés pour la formation et la sensibilisation des nouvelles coopératives (provinces de Cibitoke et Kayanza) et surtout pour le choix des futurs équipements de transformation.	Les conventions de cession ont été signées et deux des quatre coopératives ont déjà débuté les activités. Les 2 autres ont connu de problèmes techniques liés surtout à l'installation électrique.	PAIVA-B/ CAPAD
15	Afin de faciliter l'approvisionnement en paddy des unités de transformation et améliorer la mise en marché collective, l'UFC devrait étudier, de concert avec les AUM et les coopératives, la possibilité de fixer les redevances en nature.	Le PRODEMA a associé le PAIVA-B dans la réalisation, sur son financement d'une étude sur la création et le fonctionnement des AUM et la mise en place d'un système de redevance. L'atelier de validation de cette étude a proposé de fixer cette redevance à 1000 FBU/are au lieu de 200 FBU /are actuellement perçue	PAIVA-B/ ACORD
16	Analyser la pertinence et la faisabilité de fusionner les coopératives rizières et maïs. Une coopérative par commune pourrait largement permettre d'assurer la mise en marché de tous les surplus de commercialisation.	Pour le moment, les coopératives produisent et font la vente groupée du riz, maïs et haricot	RPA/CAPAD
17	Le projet veillera à faciliter l'accès des coopératives aux financements grâce à la mise en place du fonds de garantie à la FENACOBU. Par le biais de la convention signée, la FENACOBU mettra à la disposition du projet des agents de micro-finance chargés de sensibiliser les coopératives aux produits financiers existants, de les appuyer pour instruire les demandes de crédit et de suivre le recouvrement des crédits. Le projet apportera un appui aux coopératives pour qu'elles puissent accéder aux engrais subventionnés par le Gouvernement selon les modalités déterminées.	Le PAIVA-B respecte scrupuleusement les clauses de la convention signée avec la FENACOBU: <ul style="list-style-type: none"> - Un Fonds de garantie de 200.000.000 FBU (environ 130.000 USD) a été mis en place début mai 2014; avec promesse de majoration de ce montant dès que nécessaire en fonction du niveau de l'encours des crédits octroyés - Les équipements de travail (ordinateurs, motos, mobilier de bureau) ont été achetés et mis à 	PAIVA-B/ FENACOBU

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
		la disposition des agents de crédits recrutés et qui sont déjà à l'œuvre, - Les frais de fonctionnement ont été débloqués.	
18	Pour la valorisation agricole, la mission recommande de recruter un consultant international pour une durée de 2 mois spécialisé en valorisation des produits agricoles/Chaînes de valeur	Les TDRs pour le recrutement du consultant ont été élaborés	PAIVA-B
19	Les termes de la convention établie avec la CAPAD doivent être modifiés dans l'objectif d'établir des priorités à mettre en œuvre pour le renforcement des coopératives et un plan d'actions priorisées à partir du premier janvier 2014 devra être élaboré. Les termes de la convention avec la CAPAD sont d'autant plus importants que les coopératives créées sont devenues membres de la CAPAD et constituent des points de redistribution des engrais et que, de ce fait, la Confédération, continuera, à assurer le suivi des activités des coopératives même après la fin du projet. La mission propose: (i) de faire évoluer la convention d'activités à réaliser vers la précision de résultats à atteindre sur lesquels la CAPAD sera jugée, (ii) de mettre à profit l'expérience de CAPAD pour explorer des solutions permettant de favoriser la mise en marché du riz dans les conditions les plus favorables aux producteurs et, (iii) de responsabiliser la CAPAD dans la réalisation des études prévues et de profiter de son important réseau d'appui pour mobiliser les meilleures expertises possibles.	La recommandation a été respectée par le projet et la CAPAD dans tous ses aspects	PAIVA-B
Composante 3: Unité de coordination et Facilitation de la mise en œuvre du projet			
20	La responsable genre du PARSE supervise les actions menées par les CDFC dans les trois projets (PARSE, PAIVA-B et PRODEFI). Au cours de la deuxième période de mise en œuvre du PAIVA-B et en relation avec les autres projets, elle devra assurer une harmonisation des approches et élaborer une stratégie genre pour les projets et programmes du FIDA. Un forfait est prévu pour ces activités qui devront être financées par l'ensemble des projets.	Des réunions d'harmonisation ont été tenues avec les CDFC concernés dans la zone du PRODEFI et du PAIVA-B. Cependant, l'élaboration d'une stratégie genre nécessite une consultance nationale dont les fonds n'étaient pas prévus au sein des deux projets. L'activité sera prise en compte dans le PTBA 2015.	Responsable Genre
21	Procéder à une réorganisation des services relatifs aux composantes techniques en fonction du volume et du redéploiement des activités, (ii) entériner le départ du chef d'antenne de Gitega et de Karusi vers le PRODEFI, (ii) entériner le transfert du vétérinaire de Gitega vers le PARSE et dont le coût sera pris en charge au travers de la convention PAIVA-B/PARSE et, (iii) redéployer trois des huit chauffeurs selon le nombre de véhicules à inclure dans le pool à constituer qui sera géré par le coordinateur du projet. La RMP suggère que les chauffeurs redéployés conservent un emploi en étant proposés aux prestataires de services (ACORD et CAPAD) qui les prendraient désormais en charge. L'aménagement des services de l'UFC sera complété lors de la mission de préparation de l'extension du projet suite à l'augmentation du financement.	<ul style="list-style-type: none"> Le Chef d'Antenne Gitega-Karusi a quitté le PAIVA-B et n'a pas été remplacé. Les Chefs d'Equipe PAIVA-B et PRODEFI accomplissent certaines missions dévolues au Chef d'Antenne; Le Vétérinaire de Gitega a été effectivement transféré au PARSE et est y resté jusqu'à la date d'achèvement du 30 juin 2014. Il a été ensuite transféré au PAIVA-B comme prestataire de service chargé de la mise en place des Champs-Ecoles Paysans- Elevage, avec un contrat de six (6) mois, juillet-décembre 2014, sur décision conjointe de la Chargée du 	PAIVA-B

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
		<p>Programme FIDA et de la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un des huit chauffeurs en place à la Revue à Mi-parcours a été affecté sur le véhicule mis à la disposition de la CAPAD, à l'issue de l'étude approfondie de la question en rapport avec la gestion des véhicules en pool; • Un des chauffeurs a été renvoyé sans indemnités ni préavis, pour raison de faute lourde; • ACORD, qui a gardé tous les trois véhicules qui étaient auparavant à sa disposition, a gardé ses trois chauffeurs et n'a pas repris un chauffeur du PAIVA-B. 	
22	<p>Les acquisitions en matériel et équipements de bureau ne sont plus admises dans la seconde partie du projet, sauf en cas de force majeure. La mission recommande que: (i) le véhicule du chef d'antenne de Gitega et de Karusi soit remis au Ministère des Finances en tant qu'ancien patrimoine du PRDMR et; (ii) les 3 véhicules d'ACORD et un autre seront mis en pool au profit des prestataires de services pour ne conserver qu'un seul véhicule pour l'UFC.</p>	<p>La recommandation a été suivie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le véhicule qu'utilisait le Chef d'Antenne a été remis au Ministère des Finances et de la Planification Economique aussitôt après le départ du titulaire; - Deux des véhicules d'ACORD sont sur terrain, à la disposition des chefs d'équipe Karusi d'une part et Kayanza-Cibitoke d'autre part. Ils ne peuvent pas par conséquent être mis en pool. - Le troisième véhicule à la disposition du point focal ACORD effectue souvent des dépenses sur terrain. Quand il est disponible à Bujumbura, il a été convenu avec tous les cadres impliqués, à l'issue de l'étude des modalités de gestion de ces véhicules, que le PAIVA-B a la latitude de le réquisitionner dans le cadre de ce qui a été appelé «la gestion en pool combinée avec la responsabilisation par composante et par prestataire». - Les acquisitions de matériel et équipements ont été suspendues comme recommandé et notamment en raison de l'épuisement de l'allocation de la même catégorie. Néanmoins, quelques ordinateurs, trois (3) en tout, et de divers équipements ont pu être remplacés faute d'autre disposition après avoir constaté que ces derniers étaient complètement usés après cinq ans d'utilisation. 	

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
23	Comme la mise en œuvre des activités sur le terrain continuera à être assurée par les partenaires et prestataires de services, le projet continuera, au travers des conventions et des contrats, à prendre en charge les coûts d'entretien et de réparation des véhicules et des motos utilisés mais les coûts devront être imputés sur la catégorie des prestataires de services, Ainsi, le projet devra éviter tout double emploi dans ce domaine et une attention spéciale sera apportée aux coûts salariaux de certains membres du personnel des prestataires de service qui jouissent d'indemnités de déplacement.	La question de paiement d'indemnités de déplacement aux prestataires ayant un véhicule à leur disposition a été discutée avec la direction ACORD, mais cette dernière dit ne pas pouvoir accéder à cette demande en raison de la rigidité des salaires à la baisse (droits acquis). Question à suivre.	PAIVA-B
24	La mission recommande d'utiliser la gestion et la budgétisation axées sur les résultats y compris dans l'élaboration des conventions et contrats à établir avec les prestataires de service: ACORD, CAPAD, Consultant pour les CEP, FENACOBUR, Consultant pour l'installation de services fonciers. Un budget doit être établi sur la base des résultats à atteindre et intégré dans une convention annuelle à établir. Le détail des résultats à atteindre par chaque prestataire est à trouver dans le tableau de coûts global du projet	Cela a été fait à partir de 2014	PAIVA-B
25	Les termes de la convention établie avec ACORD devront être modifiés et une personne responsable de la mise en œuvre de la sous composante "Renforcement des Capacités" dans le PAIVA-B sera désignée. L'actuel responsable de la sous - composante "Renforcement des Capacités", pourra se consacrer pleinement à la coordination des activités relatives au développement communautaire dans tous les projets FIDA, mettre en cohérence les approches et les méthodologies de ciblage, animer la capitalisation des expériences acquises, documenter et diffuser les innovations et les meilleures pratiques et, élaborer des supports de communication en direction du public (multimédia, brochures sur les acquis du projet, fiches techniques). Son salaire serait pris en charge à proportion égale par le PAIVA-B et le PRODEFI.	La recommandation a été respectée	PAIVA-B
26	La mission recommande d'établir des synergies avec le PRODEFI, notamment, en l'amenant à intervenir dans les communes du PAIVA-B lors de la période 2014-2015 pour compléter et renforcer les activités entamées pour la composante Valorisation des produits agricoles. La mission recommande, également, de renforcer la collaboration avec le PARSE.	La synergie sera de plus en plus renforcée avec l'évolution de la restructuration du portefeuille du FIDA au Burundi	PAIVA-B
27	La mission recommande de faire participer de manière systématique les services techniques provinciaux et communaux à toutes les étapes de la mise en œuvre, et notamment les services du Génie Rural.	Les agents des DPAE et CDFC des provinces et communes d'interventions sont invités et participent régulièrement aux activités du projet dans le cadre de favoriser la pérennisation des acquis	PAIVA-B
28	Passation des marchés: <ul style="list-style-type: none"> Respect intégral des délais légaux d'analyse des offres (30 jours) et d'attribution des Marchés Publics (7 jours) 	<ul style="list-style-type: none"> Respecté 	RPM

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
29	<ul style="list-style-type: none"> Sauf exigence du FIDA (travaux supérieurs à 1 million USD), les AO doivent être nationaux (30 jours au lieu de 45 jours de temps de réponse). 	<ul style="list-style-type: none"> Pour tous les marchés dont le seuil dépasse 50.000USD, les AO sont nationaux avec 30 jours comme temps de réponse. Le projet en tiendra compte lors des appels d'offres à lancer ultérieurement. 	
30	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation judicieuse du système d'AO en deux étapes avec pré-qualification des entrepreneurs. 	Respecté	
31	<ul style="list-style-type: none"> La Commission de Réception (CRM) des Travaux doit être composée de membres compétents et des bénéficiaires intéressés. 	Respecté	
32	<ul style="list-style-type: none"> Le PAIVA-B devra bénéficier d'un audit interne en dehors de l'audit régulier par un auditeur externe comme tous les projets FIDA, conformément à la recommandation d'une mission d'appui des services financiers du FIDA du bureau de Nairobi en septembre 2013 	La mise en place d'une équipe d'auditeurs est en cours de finalisation et nous pensons que le vide sera comblé bientôt. Le PAIVA-B en profitera certainement au même titre que les autres projets.	PAIVA-B
33	<ul style="list-style-type: none"> Les recommandations antérieures des auditeurs devront être systématiquement mises en œuvre par le projet au cours de l'année suivante pour que celles-ci ne soient plus réitérées dans le rapport d'audit suivant. 	<p>L'auditeur qui vient de contrôler quatre exercices successifs sur le PAIVA-B, vient de certifier, à travers le rapport de l'exercice 2013, que les recommandations antérieures ont toutes été suivies. Il s'agissait:</p> <ul style="list-style-type: none"> - De l'obligation de production des rapports de mission ; - D'éviter les prêts croisés entre bailleurs ; - Du respect du principe de double signature sur les documents de paiements ; - De compléter la valorisation des immobilisations ; - De faire les photocopies des pièces des opérations diverses. 	PAIVA-B
34	La mission recommande l'ouverture de comptes bancaires d'opérations sur lesquels des pouvoirs de signature sont attribués conjointement au coordonnateur, au RAF, et à des personnes basées en province, membres de l'UFC. Une autre solution consisterait à remettre la responsabilité de ces paiements aux partenaires tels qu'ACORD ou la CAPAD.	<p>La deuxième alternative est en application et aussi en cas de disponibilité, un membre de l'UFC est délégué sur terrain.</p> <p>Pour ce qui est de l'ouverture des comptes, les conditions ne sont pas remplies pour le cas du PAIVA-B qui ne dispose d'aucune Antenne relevant de l'UFC sur terrain. Il ne nous semble pas conforme que le Coordonnateur et le RAF puissent cogérer les fonds du projet avec les prestataires. La pratique est très aisée au PRODEFI par exemple qui dispose d'une dizaine de Responsables d'Antennes sur terrain.</p>	PAIVA-B
35	<ul style="list-style-type: none"> Pour le suivi-évaluation: Concevoir un Tableau de Bord d'Evaluation du Projet (TEVAL) qui reprendrait un certain nombre d'indicateurs du Cadre logique et permettrait de mesurer les effets du projet en temps réel. Le TEVAL devra être généré automatiquement par la BDU. L'accès au TEVAL devra être possible à tout moment par exemple par une connexion sur internet ou par bulletin d'indicateur qui pourrait être mensuel, Intégrer les objectifs en termes de prévisions et 	<p>Le plan analytique du projet a été revu en vue de relier les réalisations physiques aux réalisations financières. Ainsi un tableau de bord a été constitué et permet de suivre l'exécution tant physique que financière du PTBA et cela par tous les responsables de mise en œuvre du projet et les prestataires de service.</p> <p>La formation sur le SIG qui devrait permettre de générer les cartes a été</p>	RSE

N°	Recommandation	Etat d'exécution	Responsable
	<p>de résultats de réalisation dans la BDU et dans le TEVAL. La confrontation entre réalisations et objectifs permettra de renforcer la dimension Evaluation de l'USE qui reste faible,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etablir des cartes pour localiser les réalisations. Cet outil pourrait s'avérer très utile dans la prise de décision à côté du TEVAL, • Présenter les résultats du système de suivi et Evaluation de manière plus systématique au personnel de l'UFC du projet et aux autres acteurs impliqués dans la réalisation des activités du projet, • Relier les réalisations physiques (incluant le pourcentage de réalisations) et Financières RPF (pourcentage du budget dépensé par rapport à ce qui est prévu pour l'activité) en mettant en place un dispositif codifié liant la facturation aux activités (Code spécifique ligne budgétaire, Code pour l'activité et cadre logique). 	reportée Elle sera organisée au mois de décembre au profit de tous les projets et programmes FIDA au Burundi	

Appendice 8: Les détails sur les aspects fiduciaires

I. Analyse des résultats de l'exécution du PTBA 2014 au 15 novembre 2014

1. Au 15 novembre 2014, le PAIVA-B a exécuté le PTBA 2014 (2^{ème} révision) à hauteur de 81,02%, décaissement et engagements confondus, mais en terme de décaissement, le PTBA 2014 s'établit à 58,80%. Une accélération des engagements et des décaissements au cours du deuxième semestre est très appréciable par rapport au niveau qu'il était atteint au 30 juin 2014. Le taux mentionné ci-dessus est ventilé comme suit entre les différentes composantes et sous-composantes:

- 86,2% pour la Composante 1 dont 88,2 % et 85,3 % respectivement pour la sous-composante Aménagement du capital productif et sécurisation foncière et la sous-composante Intensification de la production agricole;
- 55,30 % pour la Composante 2 "Valorisation agricole";
- 67,8 % pour la Composante 3 "Facilitation de la Mise en œuvre et Coordination du projet."

2. En termes de poids relatifs par composantes, la composante n°1 a consommé l'essentiel des budgets du PAIVA-B (84,48%). La Composante n°2 qui pesait environ 7% à la fin de l'exercice 2013 a chuté à 3,94%, situation normale vu que le poste de responsable de la valorisation agricole est sans titulaire depuis le début de l'année en cours. Les quelques réalisations de cette composante sont imputables dans une large mesure aux prestataires CAPAD et FENACOBUR.

3. Enfin la stratégie nouvelle, consistant à désengorger la composante 3 des activités de facilitation qui n'a dépensé que 11,57% du total des réalisations du projet, un taux très proche du niveau de 10% jugé très satisfaisant par les bailleurs a été payante.

4. Par bailleur, on note que trois bailleurs ont participé au financement des activités du PAIVA-B au cours de l'exercice 2014. Il s'agit du FIDA, du PAM et du Gouvernement du Burundi dans les proportions respectives de 84,18%, 155,49% et 18,15%. Le PAM, quoique ne représentant pas une contribution très substantielle, a réalisé des performances exceptionnelles par rapport à ce que l'on attendait de ce bailleur. Il a dépassé de loin le niveau du budget prévu (155,5%). Le gouvernement reste très en dessous des prévisions annuelles mais son taux pourra s'améliorer dès que l'Office Burundais des Recettes aura remboursé les TVA en cours.

5. L'analyse par catégorie financière montre que les poids relatifs des catégories vont dans le sens des préoccupations de la RMP qui apprécie l'impact du cheptel, de l'aménagement des marais et bassins versants sur l'amélioration des conditions des ménages encadrés. La situation se présente telle qu'on a le classement suivant:

- 1^{er} : Le cheptel vient en tête avec 40,1% des budgets totaux engagés
- 2^{ème} : Génie Civil: 21,46%
- 3^{ème} : Prestation de services: 11,7%
- 4^{ème} : Vivres: 8,67 %
- 5^{ème} : Salaires et indemnités: 6,0 %
- 6^{ème} : Assistance et études: 4,59 %
- 7^{ème} : Fonctionnement: 2,87 %

6. Les autres catégories (Formation et Information, Fonds d'Appui, Equipement et matériel et véhicules) totalisent moins de 5%.

7. Le taux de décaissement de 58,80% est ventilé comme suit par composante et par bailleur:

- 60,98% dont 76,26 % et 54,79% respectivement pour les sous-composantes Aménagements et Intensification de la production agricole. Le faible taux de la sous-composante intensification est justifié par les marchés de la Catégorie Cheptel, en cours d'exécution.
- 25,98% pour la Valorisation Agricole, la faiblesse du taux étant justifiée en grande partie par l'absence totale du titulaire de la composante sur toute la période sous analyse. Le décalage entre ce taux et le taux d'exécution avec engagement (44,3%) est justifié par la prise en

compte du coût du marché d'infrastructure en cours, relatif à la construction/réfection des magasins et des aires de séchage du riz.

- 62,37% pour la Coordination et la facilitation, le décalage entre ce taux et le taux de réalisation avec engagements (de 67,8%) étant justifiée par la prise en compte du montant dû à la FAO au titre d'une partie de la rémunération des experts alignés par cette organisation pour les travaux de la revue à mi-parcours.

Tableau 9: Exécution du PTBA 2014 par composante et sous-composantes

Budget révisé n°2 - Analyse du Budget par Composante, Sous Composante : Exercice Comptable du 01/01/2014 au 15/11/2014							
Co de	Libellé	Réalisations (1)	Engagement (2)	Total Compte (3)=(1) + (2)	Budget (4)	Disponible (5)=(4) - (3)	% Exécut° (3)/(4)
1	Renforcement et protection du capital productif	2 580 006	1 108 859	3 688 865	4 279 119	590 254	86,21
11	Aménagement du capital productif et Sécurisation foncière	910 591	177 700	1 088 291	1 233 489	145 199	88,23
12	Intensification de la production agricole	1 669 416	931 158	2 600 574	3 045 630	445 056	85,39
2	Valorisation de la production	147 091	25 046	172 137	364 977	192 840	47,16
21	Valorisation de la production agricole	146 842	0	146 842	331 448	184 606	44,30
22	Infrastructures rurales	249	25 046	25 294	33 528	8 234	75,44
3	Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet	419 965	84 989	504 954	744 691	239 737	67,81
31	Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet	419 965	84 989	504 954	744 691	239 737	67,81
	Total	3 147 062	1 218 893	4 365 955	5 388 786	1 022 831	81,02

Tableau 10: Situation cumulée des réalisations du projet par composante au 15/11/2014

Co de	Libellés	Montant du financemnt initial	% Réal/ Cpste / Fin total	% Réal Cpste/Réal totales cumulées	Réal totales de 2009 au 15 nov 14	Réalizations					
						2009	2010	2011	2012	2013	2 014
1	Renforcement et Protection du Capital Productif	23 242 700	62,08	73,45	14 431 159	7 132	2 337 977	3 803 215	2 486 827	2 107 143	3 688 865
1.1	Aménagement du capital productif et sécurisation foncière	17 858 500	42,38	38,52	7 568 158	7 030	1 388 994	2 819 654	947 145	1 317 044	1 088 291
1.2	Intensification de la production agricole	5 384 200	127,47	34,93	6 863 001	102	948 983	983 561	1 539 682	790 099	2 600 574
2	Valorisation de la Production	4 475 900	29,90	6,81	1 338 497	0	72 913	718 039	148 973	226 435	172.137
2.1	Valorisation de la Production agricole	3 392 000	16,25	2,81	551 249	0	6 427	38 056	135 014	224 910	146 842

Co de	Libellés	Montant du financemnt initial	% Réal/ Cpste / Fin total	% Réal Cpste/Réal totales cumulées	Réal totales de 2009 au 15 nov 14	Réalizations					
						2009	2010	2011	2012	2013	2 014
2.2	Infrastructures rurales	1 083 900	72,63	4,00	787.247	0	66 486	679 983	13 959	1 525	25 294
3	Facilitation de la Mise en œuvre et la Coordination	3 894 400	96,34	19,10	3 751 993	63 634	1 012 000	711 800	677 743	781 904	504 954
4	Appui Légal			0,63	123 962	0	0	85 676	38 263	23	0
Total		31 613 000	62,14	100	19 645 652	70 766	3 422 890	5 318 730	3 351 806	3 115 505	4 365 955

Le taux de réalisation calculé sur la base du montant du financement réel alloué (28.744.200 USD) revient à 68,3%

Tableau 11: Etat d'exécution du PTBA 2014 par bailleur

Cod e	Libellé	Réalisatio ns (1)	Engagem ent (2)	Total du Compte (3)=(1) + (2)	Budget (7)	Disponibl e (8)=(7) - (3)	(%) Exec (3) / (7)
01	Don FIDA n°DSF-8031-BI	2 691 158	1 218 893	3 910 051	4 644 654	734 602	84,18
03	Don PAM	377 183	0	377 183	242 572	-134 611	155,49
04	Financement Gouvernement du Burundi	78 702	0	78 702	433 640	354 938	18,15
05	Contributions des bénéficiaires	0	0	0	67 920	67 920	0,00
Total		3 147 043	1 218 893	4 365 937	5 388 786	1 022 850	81,02

Tableau 12: Etat d'exécution du PTBA par catégorie au 15 novembre 2014

Code	Libellé	Réalizations (1)	Engagement (2)	Total du Compte (3)=(1) + (2)	Budget (7)	Disponible (8)=(7) - (3)	(%)Exéc (3) / (7)
011	Génie civil	728 731	190 494	919 225	633 759	-285 466	145,04
012A	Matériel et équipement	29 786	0	29 786	42 359	12 573	70,32
012B	Cheptel	819 261	931 158	1 750 419	1 483 379	-267 040	118,00
013	Véhicules	0	8 409	8 409	0	-8 409	0,00
014	Assistance et études	115 047	84 989	200 036	544 576	344 540	36,73
015	Formation et information	101 641	0	101 641	166 052	64 410	61,21
016	Fonds d'appui	53 351	0	53 351	294 322	240 971	18,13
018	Prestation de service	501 957	3 843	505 799	974 582	468 783	51,90
019A	Salaires et indemnités	263 746	0	263 746	403 523	139 777	65,36
019B	Entretien et fonctionnement	77 638	0	77 638	102 101	24 463	76,04
031	Vivres	377 183	0	377 183	242 572	-134 611	155,49
041	Génie civil	17 988	0	17 988	108 232	90 244	16,62

042A	Matériel et équipement	2 402	0	2 402	5 569	3 167	43,13
042B	Cheptel	852	0	852	257 364	256 512	0,33
044	Assistance et études	588	0	588	25 035	24 448	2,35
046	Fonds d'appui	3 550	0	3 550	560	-2 990	634,00
048	Prestation de service	5 318	0	5 318	36 879	31 561	14,42
049B	Entretien et fonctionnement	48 004	0	48 004	0	-48 004	0,00
0501	Contribution des bénéficiaires	0	0	0	19 406	19 406	0,00
051	Contribution des bénéficiaires	0	0	0	48 514	48 514	0,00
	Total	3 147 043	1 218 893	4 365 937	5 388 786	1 022 850	81,02

II. La Situation de la passation des marchés

8. Le PAIVA-B a eu à gérer l'essentiel des marchés prévus au PTBA 2014. Le plan de passation des marchés est exécuté à hauteur de 89%. Le registre des contrats 2014 et la situation des marchés conclus année par année se présentent comme suit.

Tableau 13: Récapitulatif des contrats par année et par type de marché

ANNEE	TYPE DE MARCHES			
	SERVICES	FOURNITURES	TRAVAUX	TOTAL
2009-2010	12	17	2	31
2011	18	10	11	39
2012	14	7	3	24
2013	6	16	1	23
2014	2	16	7	24
TOTAL				141

Tableau 14: Registre des contrats 2014

N° ordre	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	Contrat N°	Type de marché	Date du contrat	Nom et Adresse de l'entreprise/du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/période de livraison	Montant du contrat HT	Montant du contrat TTC	Type de passation de marché	Statut/situation du contrat	Catégorie	Date d'Agrément FIDA
1	501/ucp/paiva /13	Fourniture	15,11,13	Gpt ECEI/Ets Kanani	Achat 584 génisses	Ouganda	60 jours	710.255.600	Exonéré	A.O.I	Terminé	II.b	NO 14/11/13
2		Service	06,01,14	CEC	Etude technique aménagement marais	Burundi	90 jours	178.000.000	Exonéré	A.O.N	Terminé	I	NO 13/12/13
3	08/ucp/ paiva /14	Fourniture	20,01,14	BAP	Achat 4 motos	Burundi	40 jours	26.000.000	Exonéré	A.O.N	Terminé	II.a	N/A
4	28/ucp/ paiva /14	Fourniture	03,02,14	Tuyisenge Fabrice	Matériel entretien marais	Burundi	15 jours	28.086.125	Exonéré	A.O.N	Terminé	II a	N/A
5	31/ucp/ paiva /14	Travaux	04,2,14	Groupement COFOUMAT/ SOCAM	Marais Mabumba Marais Nyarubanda	Burundi	150 jours	204.786.072	241.647.565	A.O.N	Terminé	I	NO 31/12/13
6	32/ucp/ paiva /14	Travaux	04,2,14	Entreprise SOCEA	Marais Nzarazangwe Marais Nyamwondo	Burundi	150 jours	259.274.070	305.943.403	A.O.N	Terminé	I	NO 31/12/13
7	33/ucp/ paiva /14	Travaux	04,2,14	Entreprise ECAM Burundi	Marais Nyarubanda	Burundi	150 jours	206.100.000	243.198.000	A.O.N	Terminé	I	NO 31/12/13
8	34/ucp/ paiva /14	Travaux	04,2,14	Entreprise ECAM Burundi	Marais Kinyamaganga	Burundi	150 jours	226.046.779	266.735.200	A.O.N	Terminé	I	NO 31/12/13
9	34/ucp/ paiva /14	Fourniture	28,2,14	Pia NSENGIYUMVA	Achat rejet bananier	Burundi	06 jours	28.842.750	34.034.445	CR	terminé	VI	N/A
10	B/C n° 122/014	Fourniture	04.6.14	MEX	Achat imprimés	Burundi	15 jours	2.052.140	2.421.525	CR	terminé	VIII	N/A
11	216/ucp/paiva /14	Fourniture	04.7.14	GAKENGUZO Evariste	Achat sachets pour pépinières	Ouganda	25 jours	32.900.000	38.822.000	A.O.N	Terminé	I	N/A
12	236/ucp/paiva /14	Fourniture	14.7.14	BAP	Achat 2 motos		40 jours	13.000.000	Exonéré	A.O.N	Terminé	II.a	N/A
13	238/ucp/paiva /14	Fourniture	25.7.14	VICOM	Achat équipements informatiques		07 jours	15.539.820	18.336.988	C.R	Terminé	II.a	N/A
14	313/ucp/paiva /14	Fourniture	22.9.14	E-TL Topographie Laser	Achat équipements topographiques		30 jours	4.069,60 euros	Exonéré	C.R	En cours	II.a	N/A
15	322/ucp/paiva /14	Fourniture	29.9.14	BOLENA	Produits vétérinaires		30 jours	60.193.100	Exonéré	A.O.N	Terminé	IIb	N/A

République du Burundi
Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 05 décembre 2014
Appendice 9: Evaluation de la gestion financière lors de la supervision

16	338//ucp/paiva/14	Fourniture	30.9.14	GENERAL BUSINESS BURUNDI	Achat taureaux	Burundi	60 jours	98.367.300	Exonéré	A.O.N	En cours	Ilb	NO 24.9.14
17	352//ucp/paiva/14 (Avenant)	Fourniture	8.10.14	VICOM	Achat équipements informatiques		De stock	3.059.980	3.610.776	Avenant	Terminé	Il.a	N/A
18	355//ucp/paiva/14	Travaux	14,10,14	Ese SOCOROIR	Construction hangar stockage	Burundi	90jrs	43926000	51832680	A.O.N	En cours	I	N/A
19	356//ucp/paiva/14	Service		GAKIMA Cécile	Formateur CEP	Burundi	12jrs	3970000		CR	Terminé	V	N/A
20	379//ucp/paiva/14	Fourniture	29,10,14	CIZA Louis	Achat 334 bovins	Ouganda	60 jours	394120000	Exonéré	A.O.I	En cours	Ilb	NO 29.9.14
21	380//ucp/paiva/14	Fourniture	29,10,14	MASAKE	Achat 238 bovins	Ouganda	60 jours	281719410	Exonéré	A.O.I	En cours	Ilb	NO 29.9.14
22	381//ucp/paiva/14	Fourniture	29,10,14	MASAKE	Achat 269 bovins	Ouganda	60 jours	317851476	Exonéré	A.O.I	En cours	Ilb	NO 29.9.14
23	382//ucp/paiva/14	Fourniture	29,10,14	Ets Ndimurukundo	Achat ciment	Tanzanie	30 jours	135952320	160423738	A.O.N	En cours	Ilb	NO 30.9.14
24	395//ucp/paiva/14	Travaux	11,11,14	Ese ECCF	Réfection aire séchage	Burundi	30jrs	28256000	33342080	CR	En cours	I	N/A
25	400//ucp/paiva/14	Travaux	13,11,14	Ese ERBH	Réhabilitation guichet foncier	Burundi	30jrs	5940414	Exonéré	CR	En cours	I	N/A

Tableau 15: Suivi des DRF et DPD du 21/12/2013 au 22/10/2014

N ° DRF/DPD	Libelles	Date d'envoi	Montant DRF /DRP (USD)	Date de valeur	Délai de traitement
21	DPD: avance de démarrage Grpt ECEI/Kanani- fourn de 584 génisses	21/12/2013	139 415,21	23/01/2014	32 jours
22	DRF: dépenses couvrant la période du 01/10/2013 au 31/12/2013	21/02/2014	417 582,49	20/03/2014	26 jours
23	DRF: dépenses couvrant la période du 01/01/2014 au 28/02/2014	26/03/2014	320 767,46	16/05/2014	50 jours
24	dépenses couvrant la période du 01/03/2014 au 30/04/2014	04/06/2014	339 994,77	23/06/2014	18 jours
25	DPD Facture n°06 Grpt ECEI/Kanani- fourn de 584 génisses	19/06/2014	266 919,45	14/07/2014	24 jours
26	DRF : dépenses couvrant la période du 01/05/2014 au 30/06/2014	06/08/2014	315 456,58	08/09/2014	30 jours
27	DRF : DPD Facture n° 002 /Marché d'aménagt marais/lot 2 COFOUMAT-SOCAM	12/08/2014	66 644,82	03/10/2014	50 jours
28	DRF : DPD/ décompte n°2 Marché d'aménagt marais/ lot 1&4 ECAM-Burundi	13/08/2014	76 736,87	03/10/2014	49 jours
29	DRF : dépenses couvrant la période du 01/07/2014 au 30/09/2014	10/09/2014	268 175,04	01/10/2014	19 jours
30	DRF : dépenses couvrant la période du 01/08/2014 au 30/09/2014	22/10/2014	399 172,01	06/11/2014	13 jours
	Total		2 610 864,70		Moyenne: 31 jrs/DRF

Appendice 9: Evaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: République du Burundi	Identification du Prêt/don: DSF- 3031-BI
Nom du projet: PAIVA-B	
Organisme d'exécution: Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRIE)	CPM: Rym BEN ZID
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Yvette Ahéba AGOSSOU	Date de l'examen: 25/11/2014

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations	Objet
A. Risque inhérent			
B. Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	La structure organisationnelle actuelle du projet est adéquate. Le personnel est composé de 21 agents. Ce personnel est jugé suffisant pour la suite de l'exécution de la deuxième phase du projet. Toutefois, l'organigramme doit être mise à jour par rapport à la suppression du poste de responsable d'antenne et intégré le responsable des passations de marché. A l'issue de la clôture de PARSE, son Responsable Passation de Marché (RPM) a été transféré au PAIVA-B selon la recommandation de la RMP et pour répondre aux besoins fonctionnels du projet. Il faut noter également qu'au cours de l'année 2014, 2 employés du projet ont été licencié à savoir le responsable valorisation agricole et un chauffeur.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	Les différents postes y compris les postes fiduciaires sont décrits dans le manuel de procédures (MEP). Cependant, le fiches de postes ne sont pas inscrites dans le MEP. On

			note également Absence des TDRs pour chaque poste. La mission constate que le MEP est en cours de révision depuis le mois de mai 2013 par un consultant et la version finale n'est pas encore disponible. La mission recommande d'accélérer la finalisation de MEP révisé et procéder à une large diffusion au sein du projet. Elle recommande que soit intégré au MEP révisé le règlement d'ordre intérieur harmonisé des projets FIDA.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	L'effectif actuel du personnel SAF est adéquat et suffisant. Il est composé du RAF, du comptable, de l'assistante comptable qui ont la qualification requise et répondent aux besoins fonctionnels du projet.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel actuel du projet est caduc et ne répond plus parfaitement aux besoins du projet. Ce manuel est en cours de révision par un consultant et version finale n'est pas encore disponible.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	Le manuel administratif a prévu un système d'évaluation du personnel. C'est l'évaluation par le supérieur hiérarchique par rapport aux objectifs du PTBA et le mérite du personnel selon les TDRs. Ce système d'évaluation est complété par le système d'auto-évaluation qui est un bon outil d'évaluation. Toutefois, l'évaluation du personnel n'est pas effectuée systématiquement à la fin de chaque année comme prévue dans le manuel et dans la lettre au bénéficiaire. Ainsi le personnel du projet n'a pas été évalué pour l'année 2013.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Le projet n'a pas souscrit une assurance maladie. Le projet paie 80% des frais médicaux et le personnel paie les 20%. Cependant le projet est affilié à l'institut de sécurité sociale pour le paiement de pension et indemnisation en cas d'accident professionnel.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Oui, Les frais de sécurité sociale sont payés mensuellement.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Seul le responsable administratif et financier et le coordonnateur en ont connaissance. Le personnel clé du projet devrait être mieux sensibilisé et bénéficier d'une large diffusion des procédures anti-corruption sous forme d'un atelier.

2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	Chaque année le PTBA est élaboré et approuvé par le Gouvernement (à travers le Comité Technique) et le FIDA
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	OUI Le PTBA est présenté par catégorie et par composante
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	OUI, le PTBA est précise les sources de financement (FIDA, Gouvernement du Burundi et les bénéficiaires)
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le plan de passation des marchés est systématiquement annexé à chaque PTBA
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les délais de paiement des DRFs par FIDA est acceptable (31 jours en moyenne).
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	OUI: Le Gouvernement Burundais n'a de contrepartie financière directe mais accorde des contributions en nature sous forme d'exonérations d'impôts et taxes et de paiement des loyers des locaux du projet. Cependant, le projet préfinance la TVA qui doit être remboursée par le gouvernement. A la du 31 août le montant de TVA préfinancée non encore remboursée par le projet s'élève à 1.572.911 FBU soit 1 018 USD. La contribution des bénéficiaires a été régulièrement évaluée et enregistrées à la fin de chaque année. Lors de cette présente mission l'estimation de la contribution des bénéficiaires n'est encore effectuée pour l'année 2014.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	OUI et appréciés
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Le projet gère le compte spécial et les comptes d'opérations. Contrôle interne est appliqué: Principe de double signature sur tous les comptes.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés,	F	Contrôle interne est appliqué: Principe de double signature sur les

	décaissements		comptes.
	Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Allocation adéquate et suffisante car il n'existe pas de tension de trésorerie au niveau du PAIVA-B
	Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	OUI
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les délais de paiement des DRFs par FIDA est acceptable (31 jours en moyenne)
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	OUI: Le Gouvernement Burundais n'a de contrepartie financière directe mais accorde des contributions en nature sous forme d'exonérations d'impôts et taxes et de paiement des loyers des locaux du projet. Cependant, le projet préfinance la TVA qui doit être remboursée par le gouvernement. A la du 31 août le montant de TVA préfinancée non encore remboursée par le projet s'élève à 1.572.911 FBU soit 1 018 USD. La contribution des bénéficiaires a été régulièrement évaluée et enregistrées à la fin de chaque année. Lors de cette présente mission l'estimation de la contribution des bénéficiaires n'est encore effectuée pour l'année 2014.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	OUI et appréciés
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Le projet gère le compte spécial et les comptes d'opérations. Contrôle interne est appliqué : Principe de double signature sur tous les comptes.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Contrôle interne est appliqué : Principe de double signature sur les comptes.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Allocation adéquate et suffisante car il n'existe pas de tension de trésorerie au niveau du PAIVA-B
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	OUI
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements	F	OUI

	spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).		
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	OUI
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Faite par le Président du Comité Technique
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Des avances ont été accordées aux partenaires en novembre 2014 et ne sont pas encore justifiées: - ACORD pour 30 244 USD - CAPAD pour 18 303 USD
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Vérification effectuée, le rapprochement est régulier et correct
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	F	Le taux d'exécution du PTBA au 15/11/2014 est de 58,8% si on ajoute les engagements il serait de 81,2%. Ce taux est jugé satisfaisant.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	Recouvrement du solde du compte spécial FIDA n'a encore démarré. Le projet est en cours d'exécution de la 2ème phase. Il sera programmé à partir du 2ème semestre de l'année 2015 si le financement additionnel attendu n'est effectif.
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	La séparation des tâches et responsabilités est effective dans le processus de traitement des opérations financières avec ségrégation entre les fonctions d'approbation, enregistrement et détention. (Le Coordonnateur et le RAF autorisent les transactions ; l'exécution par le service demandeur, l'enregistrement par le comptable, la conservation des actifs par le service utilisateur de l'Actif)
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Les fonctions d'engagement de la dépense, de réception des biens et services, d'enregistrement comptable et de liquidation de la dépense sont exécutées par différentes personnes autorisées.

c.	Respect du manuel financier	F	OUI
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le manuel de procédure administratif et financier s'applique à tous les financements sans exception
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Bonne d'adéquation, le registre des contrats est bien tenu de façon permanente
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Le CI relatif aux dépenses est décrit dans le manuel financier du projet et le cycle complet est scrupuleusement respecté
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Les Bordereau de livraison et les Procès-verbal de réception existent et sont bien classés
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	La vérification est effectuée et pas d'anomalies. La réconciliation de la caisse est faite régulièrement, chaque fin de mois et avant chaque réapprovisionnement
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Bonne adéquation. Le projet dispose d'un coffre-fort pour la conservation de l'argent. La caisse est plafonnée à 500.000 BIF soit 320 USD
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Le paiement des DRF étant rapide, le projet dispose régulièrement de liquidité nécessaires et les fournisseurs sont payés au plus tard dans la semaine qui suit la réception et la validation de la facture.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	OUI
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	OUI
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	OUI
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés	F	Bonne adéquation

	et aux inventaires		
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	F	OUI, les véhicules sont marqués, les inventaires des biens sont effectués à la fin de chaque année et toutes immobilisations sont étiquetées. Les carnets de bord sont globalement bien maintenus et les autorisations de voyage sont bien établies. Pour les actifs détenus par les partenaires à la base (ONGs: ACORD, CAPAD, CDRC, Sécurisation foncière, IMF FENACOBU..... le projet organise des missions d'inventaire Périodique.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Adéquat
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	OUI Les documents des ateliers sont disponibles bien classés et ne présentent pas d'anomalies
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	OUI
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	OUI
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	NON Il n'existe pas une unité de support IT en place. Mais des sauvegardes sont faites par l'équipe du SAF. Une sauvegarde hebdomadaire et mensuelle est faite sur support externe (disque dur amovible d'une grande capacité) conservé par le Comptable.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'engagement conforme aux exigences FIDA et aux exigences Nationales avec l'utilisation du plan Comptable Sectoriel Agricole du Burundi.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-	F	La comptabilité est en partie double, à jour et complète. Elle est tenue sur le logiciel TOM2PRO la nouvelle version du TOMPRO, avec imputations analytiques et

	elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).		budgétaires. Cependant la préparation des DRFs n'est pas automatisée sur Tom2pro. Elles sont préparées sur le tableur Excel. Les états financiers sont bien présentés.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Adéquat: La documentation disponible, bien classée et bien archivées
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Fait
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Ces dispositions sont dans le manuel des procédures. Une sauvegarde systématique est faite sur support externe (disque dur amovible d'une grande capacité).
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	OUI La comptabilité et les rapprochements sont fait correctement et à jour
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	Adéquat, concordance entre la comptabilité et les contributions du Gouvernement et l'apport des bénéficiaires
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	OUI
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	OUI
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	OUI Production des rapports d'exécution budgétaire directement à partir du logiciel Tom2pro pour tous les financements (FIDA, Co-financiers, gouvernement et les bénéficiaires)

			ainsi l'exécution du PTBA est générée automatiquement en valeur et en pourcentage par bailleur, par composantes et par catégorie.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	OUI La plupart des recommandations de la RMP sont également appliquées. (détails dans les annexes du rapport de supervision)
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	M	Il n'existe pas de service d'audit interne au sein du projet. Mais, au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, il existe une inspection générale qui est chargée d'effectuer au moins une mission par an, par structure et rendre compte aux autorités. En septembre 2014, une mission inspection générale a été effectuée mais le rapport n'est pas encore transmis aux autorités et projet.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	M	A mettre en place par le projet
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	N/A	
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	N/A	
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Le mandat et la portée sont adéquats: conformité avec les directives du FIDA (ANO du FIDA sur les TDR).
b.	Respect des termes de référence	F	Respecté
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Délai respecté : avant le 30 juin chaque année
d.	Qualité de l'audit	F	Certification sans réserve

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision³

Projet # **PAIVA-B**

Organisme d'exécution: _____

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	F	Le SAF dispose d'un personnel suffisant et disposant de bonnes compétences en comptabilité et en gestion financière.
2. Budget	F	Le taux d'exécution du PTBA au 15/11/2014 est de 58,8% si on ajoute les engagements il serait de 81,2%. Ce taux est jugé satisfaisant.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	F	Adéquats, les DRF sont payées 31 jours en moyenne. Le projet n'a aucune difficulté quant à la gestion de la trésorerie. La situation de la trésorerie au 30/11/2014 est à 54% de l'avance initiale. Ce taux est jugé satisfaisant.
4. Contrôles internes	F	Adéquats au sein de chaque structure d'exécution du Projet. Le PAIVA-B opère dans six des provinces du pays d'une manière progressive (par phases). Toutes les activités sont centralisées au niveau de l'UFC. La responsabilisation des ONG et autres partenaires est matérialisée sur le plan de la gestion par des conventions selon lesquelles des versements des fonds qualifié d'avances trimestrielles sont effectués. Ces avances font l'objet de justification préalable des fonds précédent.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	Adéquats, la comptabilité informatisée est exploitée, ainsi que des registres manuels, qui permettent une très bonne traçabilité des enregistrements comptables, budgétaires, jusqu'à l'intégration de la dépense sur une DRF. Les tableaux d'exécution budgétaires par catégorie, composante, sous-composante et par bailleur sont élaborés de façon automatique de même que les états financiers de synthèse du projet. Les procédures comptables sont bien respectées
6. Rapports et suivi	F	Adéquats. Ils sont élaborés régulièrement et transmis dans les délais.
7. Audit interne	F	Pas de cellule d'audit interne, mais l'Inspection Générale du Ministère de finance assure cette fonction et organise des missions sur le terrain. En effet le PAIVA-B a fait l'objet de contrôle par la mission de l'inspection Générale du ministère des finances en septembre 2014.
8. Audit externe	F	Les audits sont satisfaisants avec certification sans réserves. les rapports sont transmis dans les délais.
Risque fiduciaire global du projet	F	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires: La gestion administrative et financière est efficace, efficiente et transparente. la vérification des ECD ne révèle pas d'anomalies significatives et les DRF sont bien présentées. L'exécution du projet est bonne voie, il n'existe pas de risques majeurs qu'à la gestion du projet.

³ Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.